

# Une chronologie de la construction européenne<sup>1</sup>

## 1946

**19 septembre** : Discours de Winston Churchill, à Zurich, en faveur des « Etats-Unis d'Europe ».

**17 décembre** : Création de l'Union européenne des fédéralistes à Paris.

## 1947

**4 mars** : Traité de Dunkerque entre la France et la Grande-Bretagne

**12 mars** : Discours du président Truman sur la politique d'endiguement du communisme par les Etats-Unis et le soutien aux Etats menacés par le communisme

**14 mai** : Parrainé par Winston Churchill, «United Europe Movement» voit le jour. Hostile aux organes supranationaux, ce mouvement prône une coopération intergouvernementale.

**1<sup>er</sup> juin** : René Courtin crée le Conseil français pour l'Europe unie, qui sera ensuite absorbé par le Mouvement européen (1953).

**3 juin** : Le mouvement des États-Unis socialistes d'Europe voit le jour. Il sera rebaptisé Gauche européenne en 1961.

**5 juin** : Annonce du Plan Marshall des Etats-Unis visant au relèvement économique de l'Europe.

**27-31 août** : Congrès de l'Union européenne des fédéralistes à Montreux, en Suisse.

## 1948

**1<sup>er</sup> janvier** : Entrée en vigueur de la convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas (BENELUX).

**17 mars** : Signature du Pacte de Bruxelles élargissement du traité de Dunkerque à la par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas.

**16 avril** : Création de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (OECE) afin d'organiser la répartition des fonds du plan Marshall d'aide américaine à la reconstruction de l'Europe

**7-11 mai** : Réunion du Congrès européen à La Haye, aux Pays-Bas, sous l'égide du comité international de coordination des mouvements pour l'unification de l'Europe. Huit cent délégués y participent, sous la présidence de Winston Churchill. Il recommande la mise en place d'une Assemblée européenne et d'un Conseil européen, chargés de préparer l'intégration politique et économique des pays d'Europe. Il préconise aussi l'adoption d'une charte des droits de l'homme appuyée sur une Cour de justice.

## 1949

**4 avril** : Signature du Traité de l'Atlantique Nord

**5 mai** : Traité de Londres créant le Conseil de l'Europe.

**10 août** : Première session de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg, France. Les membres fédéralistes du Parlement demandent l'institution d'une autorité politique européenne.

## 1950

**9 mai** : Discours de Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères, proposant la confection d'un pool européen du charbon et de l'acier pour commencer l'intégration européenne.

**3 juin** : La Belgique, la France, le Luxembourg, l'Italie, les Pays-Bas et l'Allemagne souscrivent à la déclaration Schuman.

**26-28 août** : L'Assemblée du Conseil de l'Europe approuve le plan Schuman.

**24 octobre** : Plan Plevén proposant une Communauté européenne de la défense (CED)

---

<sup>1</sup> Cette chronologie puise la majorité de ses informations dans le site Internet de l'Union européenne

**27 octobre** : Création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)

**4 novembre** : Adoption par le Conseil de l'Europe de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales

## 1951

**15 février** : Une réunion, à Paris, en vue de la création de la Communauté européenne de défense, avec la participation de la Belgique, de la France, de l'Italie, du Luxembourg et de l'Allemagne, ainsi que de six pays observateurs (États-Unis, Canada, Danemark, Norvège, Royaume-Uni et Pays-Bas).

**18 avril** : Signature du Traité de Paris instituant la Communauté du charbon et de l'acier (CECA) entre l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas.

## 1952

**27 mai** : Signature du Traité de Paris projetant de créer une Communauté européenne de défense (CED).

**23 juillet** : Entrée en vigueur du Traité CECA.

**13 août** : Nomination de Jean Monnet à la tête de la Haute autorité de la CECA.

**10 novembre** : L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) décide d'accorder aux Six une dérogation au régime de la nation la plus favorisée, afin de leur permettre de remplir les obligations qui leur incombent en vertu du traité CECA.

## 1953

**10 février** : Ouverture du marché commun pour le charbon et le minerai de fer. Les Six suppriment les droits de douane et les restrictions

**9 mars** : Paul-Henri Spaak, président de l'Assemblée ad hoc créée le 10 septembre 1952, remet à George Bidault, président du Conseil de la CECA, un projet de traité instituant une Communauté européenne politique, qui aurait pour objectif de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales, de garantir la sécurité des États membres contre les agressions, d'assurer la coordination de leurs politiques extérieures et d'établir progressivement le Marché commun.

**1<sup>er</sup> mai** : Ouverture du marché commun pour l'acier.

## 1954

**20-23 août** : Réunion des Six, à Bruxelles, Belgique. Le français Pierre Mendès France demande sans succès que l'on atténue le caractère supranational de la Communauté européenne de défense (CED).

**30 août** : L'Assemblée nationale française rejette le traité instituant la Communauté européenne de défense.

**23 octobre** : Création de l'UEO (Union européenne occidentale). Les accords de Paris prévoient l'entrée de l'Allemagne fédérale dans l'UEO et sa future admission à l'OTAN.

**21 décembre** : La Cour de justice de la CECA rend son premier arrêt.

## 1955

**1-3 juin** : Conférence de Messine au cours de laquelle les ministres des affaires étrangères des Six envisagent la création d'un marché commun élargi à toute l'économie ainsi qu'à l'énergie nucléaire. La Grande-Bretagne, invitée à participer au comité d'experts présidé par Paul-Henri Spaack, se retire rapidement des travaux.

**12 octobre** : Création par Jean Monnet du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe.

**23 octobre** : Signature à Paris, à l'issue de la conférence de Londres, de protocoles modifiant et complétant le traité de Bruxelles, et naissance de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

**8 décembre** : Le Conseil des ministres du Conseil de l'Europe adopte en tant qu'emblème le drapeau bleu portant une couronne de 12 étoiles d'or.

## 1956

**6 mai** : Paul-Henri Spaak, ministre belge des affaires étrangères, présente aux membres de la CECA un rapport sur les projets de traité communautaire portant création de la CEE et de l'Euratom.

**29 mai** : Approbation du rapport Spaak. Décision des ministres des affaires étrangères, réunis à Venise, d'ouvrir des négociations intergouvernementales portant sur la conclusion de deux traités instituant une Communauté économique européenne et une Communauté de l'énergie atomique.

## 1957

**25 mars** : Les six pays (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg et Pays-Bas) signent, à Rome, le Traité de Rome créant la Communauté économique européenne (CEE ou Marché commun) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom).

## 1958

**1<sup>er</sup> janvier** : Entrée en vigueur des traités de Rome. Les Communautés CEE et EURATOM sont installées à Bruxelles. L'assemblée parlementaire et la Cour de justice deviennent des institutions communes aux trois Communautés.

**26 janvier** : Les Six décident de créer le Comité des représentants permanents (COREPER) ayant pour tâche de préparer les travaux des Conseils.

**15 avril** : Premier règlement du Conseil instituant l'allemand, le français, l'italien et le néerlandais comme langues officielles des Communautés.

**20 avril** : Publication du premier Journal officiel des Communautés européennes en remplacement du Journal officiel de la CECA.

**3-11 juillet** : Une conférence à Stresa (Italie) établit les bases d'une politique agricole commune (PAC).

**7 octobre** : La Cour de justice des Communautés européennes qui remplace la Cour de justice de la CECA siège à Luxembourg.

## 1959

**1<sup>er</sup> janvier** : Premières mesures en faveur de la suppression progressive des droits de douane et des quotas à l'intérieur de la CEE.

**8 juin** : La Grèce demande un accord d'association avec la CEE.

**20-21 juillet** : Sept pays de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE), à savoir l'Autriche, le Danemark, la Norvège, le Portugal, la Suède, la Suisse et le Royaume-Uni, décident de créer une Association européenne de libre-échange (AELE).

**31 juillet** : La Turquie demande un accord d'association avec la CEE.

## 1960

**4 janvier** : Création de l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE) qui regroupe : l'Autriche, le Danemark, la Grande-Bretagne, la Norvège, la Suède, la Suisse, le Portugal.

**5 septembre** : Proposition du général De Gaulle d'une coopération politique européenne.

**14 décembre** : Signature à Paris du traité instituant l'organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui remplace l'OECE.

## 1961

**31 juillet** : L'Irlande présente sa demande officielle d'adhésion aux Communautés européennes.

**9 août** : Le Royaume-Uni présente sa demande officielle d'adhésion aux Communautés européennes.

**10 août** : Le Danemark présente sa demande officielle d'adhésion aux Communautés européennes.  
**12-13 août** : Construction du Mur de Berlin  
**1 septembre** : Entrée en vigueur du premier règlement sur la libre circulation des travailleurs.  
**2 novembre** : Présentation du premier Plan Fouchet d'Union politique européenne (échec)

## 1962

**14 janvier** : Le Conseil adopte les premiers règlements sur la politique agricole commune (PAC) mise en place en vue de créer un marché unique des produits agricoles et d'assurer la solidarité financière par l'intermédiaire d'un Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).  
**18 janvier** : Echec du deuxième Plan Fouchet d'Union politique européenne  
**30 avril** : La Norvège présente sa demande officielle d'adhésion aux Communautés européennes.  
**30 juillet** : Entrée en vigueur des règlements créant une politique agricole commune (PAC).  
**1<sup>er</sup> novembre** : Entrée en vigueur de l'accord d'association entre la Grèce et la Communauté.

## 1963

**14 janvier** : Veto du général de Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun. Le général de Gaulle, président de la République française, déclare que la France doute de la volonté politique du Royaume-Uni de devenir membre de la Communauté.  
**22 janvier** : Adoption du Traité de l'Elysée de coopération entre la France et l'Allemagne  
**5 février** : Arrêt de principe de la Cour de justice des Communautés européennes sur l'applicabilité directe et immédiate du droit communautaire (Van Gend en Loos)  
**20 juillet** : Signature de la Convention de Yaoundé (Cameroun) associant la CEE à dix-sept Etats africains et Madagascar.

## 1964

**10 janvier** : M. Hallstein est désigné une nouvelle fois président de la Commission de la CEE.  
**21 mars** : M. Duvieusart est élu président du Parlement européen.  
**4 mai** : Ouverture du Kennedy Round entre les Etats-Unis et la CEE sur l'abaissement des droits de douane. Le Conseil européen, à Barcelone en Espagne, se concentre sur les questions économiques, sociales et environnementales. Il accorde une haute priorité à l'interconnexion des économies européennes au niveau des marchés financiers et des réseaux de l'énergie, des transports et des communications et souhaite à cet effet une accélération du processus législatif d'ouverture. Les politiques visant au plein emploi et au développement d'une économie compétitive fondée sur la connaissance sont renforcées. Le Conseil européen évoque aussi le partenariat euro-méditerranéen, les relations avec les Etats-Unis et certains pays des Balkans occidentaux.  
**1<sup>er</sup> juin** : Entrée en vigueur de la convention de Yaoundé.  
**1<sup>er</sup> juillet** : Mise en place du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).  
**15 juillet** : Arrêt de principe de la Cour de justice des Communautés européennes sur l'applicabilité directe et immédiate du droit communautaire (Costa c/ ENEL)  
**18 septembre** : Le Conseil parvient à un accord sur la composition de la Commission unique.  
**1<sup>er</sup> décembre** : Entrée en vigueur du traité d'association signé par la CEE et la Turquie.  
**15 décembre** : Le Conseil invite la Commission à lui soumettre des propositions sur le financement de la politique agricole commune (PAC) ainsi que sur les conditions de mise en œuvre du transfert au budget communautaire des prélèvements sur les produits agricoles.

## 1965

**2 mars** : M. Leemans est élu président du Parlement européen.  
**23 mars** : Proposition Hallstein d'augmentation des ressources propres des Communautés européennes

**8 avril** : Signature du Traité de Bruxelles sur la fusion des exécutifs de la CEE, de la CEEA (Euratom) et de la CECA

**1<sup>er</sup> juillet** : La France décide de pratiquer la politique de la « chaise vide » pour montrer son opposition à l'insuffisance des propositions de la commission au sujet du financement de la PAC.

**22 juillet** : La Commission présente au Conseil un mémorandum relatif au financement de la PAC et aux ressources propres de la Communauté.

**26-27 juillet** : Le Conseil considère que le mémorandum de la Commission sur le financement de la PAC constitue une bonne base de discussion.

**1<sup>er</sup> décembre** : Dans le cadre des dispositions relatives à la sécurité sociale des travailleurs migrants, la Cour de justice précise que le terme « prestations en nature » ne vise pas des suppléments de prestations de pension destinés à contribuer au financement de l'assurance maladie du titulaire (Arrêt Dekker).

## 1966

**1<sup>er</sup> janvier** : La CEE entre dans la troisième et dernière phase de la période de transition précédant la mise en place du marché commun. Pour la plupart des décisions du Conseil, le système de vote à la majorité doit remplacer le vote à l'unanimité.

**29 janvier** : « Compromis du Luxembourg » qui met fin à la crise agricole. Il permet à un Etat de demander le changement de mode de vote lorsqu'un projet de décision communautaire risque de porter atteinte à un intérêt national important.

**7 mars** : Retrait de la France de l'OTAN. M. Alain Poher est élu président du Parlement européen.

**31 mars** : La Commission présente au Conseil sa proposition relative au financement de la politique agricole commune (PAC), aux ressources propres de la Communauté et au renforcement des pouvoirs du Parlement européen.

**11 mai** : Le Conseil arrête des décisions et des résolutions concernant le calendrier et le financement de la politique agricole commune (PAC) et fixe ses objectifs dans d'autres domaines d'intérêt commun.

**10 novembre** : Deuxième candidature britannique

## 1967

**9 février** : Le Conseil des ministres de la CEE décide de procéder à l'harmonisation des législations en matière de fiscalité indirecte dans la Communauté, d'adopter le principe du système de la taxe sur la valeur ajoutée et d'approuver le premier programme de politique économique à moyen terme définissant et fixant les objectifs de la politique économique de la Communauté pour les années à venir.

**13 mars** : M. Alain Poher est réélu président du Parlement européen.

**11 mai** : Le Royaume-Uni présente une nouvelle demande d'adhésion à la Communauté. L'Irlande et le Danemark et, peu de temps après, la Norvège lui emboîtent le pas. Le Général de Gaulle se montre encore réticent à accepter l'adhésion britannique.

**16 mai** : Achèvement du Kennedy Round, baisse des droits de douane sur les produits industriels

**29-30 mai** : Conférence au sommet à Rome (Italie) à l'occasion du dixième anniversaire de la signature des Traités CEE et EURATOM.

**30 juin** : La Commission signe l'Acte final des négociations multilatérales menées dans le cadre de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) (négociations Kennedy).

**1<sup>er</sup> juillet** : Entrée en vigueur du Traité de fusion des exécutifs des Communautés européennes (CECA, CEE et EURATOM). Désormais, les Communautés européennes disposent d'une Commission unique et d'un Conseil unique. Néanmoins, ces deux institutions continuent à agir conformément aux règles régissant chacune des communautés. Ouverture du Marché unique pour les céréales

**6 juillet** : Entrée en fonction de la nouvelle Commission, présidée par Jean Rey.

**13 septembre** : La Commission rend un avis sur les demandes d'adhésion à la CE du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège.

**27 novembre** : Second veto du général De Gaulle à l'adhésion de la Grande-Bretagne.

## 1968

**1<sup>er</sup> janvier** : La France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**12 mars** : M. Alain Poher est réélu président du Parlement européen.

**1<sup>er</sup> juillet** : Mise en place du tarif douanier commun entre les six pays.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur de l'union douanière. Les droits de douane qui continuaient à être perçus lors des échanges intracommunautaires sont éliminés 18 mois avant la date prévue dans le traité de Rome et le tarif douanier commun est introduit en remplacement des droits de douane nationaux pour les échanges avec le reste du monde.

**27 novembre** : Le Conseil, le Parlement et la Commission procèdent à un échange de vues sur les perspectives des Communautés. Il donne lieu à un débat sur la nécessité de démocratiser les mécanismes institutionnels des Communautés, de renforcer et d'élargir ces Communautés, d'assurer l'avenir d'EURATOM et d'établir une coopération étroite dans le domaine monétaire.

## 1969

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**6-7 février** : Réunion du Conseil de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) à Luxembourg.

**1<sup>er</sup> juillet** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**6 juillet** : M. Jean Rey est nommé président de la Commission pour un second mandat.

**16 juillet** : La Commission présente au Conseil un mémorandum proposant de remplacer les contributions financières des États membres par des ressources propres aux Communautés et d'accroître les pouvoirs budgétaires du Parlement européen

**17 juillet** : Adoption du Plan Barre sur la coordination des politiques économiques et l'union monétaire

**23-23 juillet** : Le Conseil reprend l'examen de la demande d'adhésion à la CE du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège.

**29 juillet** : Renouvellement de la Convention de Yaoundé

**1<sup>er</sup> octobre** : La Commission présente un avis supplémentaire sur les demandes d'adhésion à la CE du Royaume-Uni, du Danemark, de l'Irlande et de la Norvège.

**15 octobre** : La Commission présente au Conseil un projet de décision tendant à doter la Communauté des moyens qui lui sont nécessaires pour promouvoir une politique de développement régional.

**12 novembre** : Pour la première fois, la Cour de justice examine la question de la protection des particuliers et affirme que les principes généraux du droit communautaire, dont elle est tenue d'assurer le respect, comprennent les droits fondamentaux de la personne (Arrêt Stauder).

**1<sup>er</sup>-2 décembre** : Réunion au sommet à La Haye (Pays-Bas). Les chefs d'État ou de gouvernement confirment leur volonté de continuer à progresser sur la voie d'une véritable union économique et monétaire et à œuvrer en faveur de l'alignement des politiques sociales que cette union implique. Ils réaffirment leur accord sur le principe de l'élargissement de la Communauté et acceptent d'élargir les communautés aux quatre pays candidats à l'adhésion : Danemark, Irlande, Norvège, Grande Bretagne.

**11 décembre** : M. Rey, président de la Commission, exprime devant le Parlement européen sa satisfaction devant les décisions prises lors de la conférence au sommet au sujet de l'achèvement et du renforcement de la Communauté.

## 1970

**1<sup>er</sup> janvier** : La Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**4 mars** : La Commission remet au Conseil une communication au sujet de l'élaboration d'un plan visant à créer une union économique et monétaire.

**6 mars** : Le Conseil charge un comité d'experts, présidé par M. Pierre Werner, de formuler des propositions en vue de réaliser une union économique et monétaire et confie à un deuxième comité d'experts, présidé par M. Étienne Davignon, le soin d'élaborer un projet de coopération politique.

**10 mars** : M. Mario Scelba est réélu président du Parlement européen.

**21 avril** : Adoption du règlement financier relatif aux ressources propres

**22 avril** : Traité de Luxembourg portant modification de certaines dispositions budgétaires. Le Conseil décide d'instaurer progressivement un système de ressources propres en vertu duquel la Communauté percevra tous les droits de douane frappant les produits importés des pays tiers, tous les prélèvements sur les importations agricoles ainsi que les recettes provenant de la taxe sur la valeur ajoutée. Il décide aussi d'étendre les pouvoirs budgétaires du Parlement européen.

**30 juin** : Ouverture à Luxembourg des négociations avec quatre pays candidats à l'adhésion (le Danemark, l'Irlande, la Norvège et le Royaume-Uni).

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**2 juillet** : Entrée en fonction de la nouvelle Commission, présidée par M. Franco Maria Malfatti.

**28 septembre** : Définition d'une politique commune de la pêche.

**8 octobre** : Le Conseil publie un rapport définitif sur la communication de la Commission relative à la création d'une union économique et monétaire.

**26 octobre** : Le Conseil parvient à un accord au sujet des principes et des modalités d'une action communautaire dans le domaine de la politique régionale.

**27 octobre** : Les États membres approuvent le rapport Davignon sur la coopération politique. L'objectif est de permettre à l'Europe de s'exprimer d'une seule voix sur tous les problèmes internationaux importants.

**26 novembre** : Le Conseil décide de réformer le Fonds social européen (FSE) afin de fournir à la Communauté un instrument adéquat pour assurer la liaison entre la politique sociale et les autres politiques communes.

**17 décembre** : La Cour de justice précise la notion de droits fondamentaux en droit communautaire. Elle déclare que la sauvegarde de ces droits, tout en s'inspirant des traditions constitutionnelles communes aux États membres, doit être assurée dans le cadre de la structure et des objectifs de la Communauté (Arrêt Internationale Handelsgesellschaft).

## 1971

**1<sup>er</sup> janvier** : La France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur de la deuxième convention de Yaoundé et de l'accord d'Arusha.

**11-13 janvier** : Réunion annuelle de la conférence parlementaire de l'association CEE-États africains et malgache associés (EAMA) à Yaoundé (Cameroun).

**12 février** : Le Parlement européen adopte une résolution relative au rapport de la Commission sur l'état d'application des directives du Conseil concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services.

**22 mars** : Le Conseil adopte le plan Werner pour renforcer la coordination des politiques économiques. Les États membres sont tenus de prendre des mesures afin d'harmoniser leurs politiques budgétaires et de réduire les marges de fluctuation des cours de change de leurs monnaies.

**31 mars** : Arrêt Accord européen sur les transports routiers (AETR). La Cour de justice dégage des principes permettant de tracer la frontière entre les compétences de la Communauté et celles des États membres. Elle précise que, au fur et à mesure de l'instauration de règles communes, la Communauté est seule en mesure d'assumer et d'exécuter, avec effet pour l'ensemble du domaine d'application de l'ordre juridique communautaire, les engagements contractés à l'égard d'États tiers.

**12 mai** : Le Conseil introduit un système de montants compensatoires monétaires pour les échanges de produits agricoles entre les États membres afin de préserver l'unité du marché commun agricole.

**3 juin** : Les ministres de la justice de la Communauté, réunis pour la première fois à Luxembourg, signent deux protocoles attribuant, après ratification par les États membres, de nouvelles compétences à la Cour de justice.

**7 juin** : Le Parlement européen adopte une résolution sur les règles de concurrence et la position des entreprises communautaires dans le marché commun et dans l'économie mondiale.

**30 juin** : Les pays candidats à l'adhésion aux Communautés européennes, c'est-à-dire le Danemark, l'Irlande, la Norvège et le Royaume-Uni, définissent leurs positions respectives de négociation.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**16-26 novembre** : Vingt-septième session de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

## 1972

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**22 janvier** : Signature du Traité d'Adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande, du Danemark et de la Norvège à la CEE

**14 mars** : M. Walter Behrendt est réélu président du Parlement européen.

**21 mars** : M. Franco Maria Malfatti, président de la Commission, présente sa démission et est remplacé par M. Sicco Mansholt, vice-président. Le Conseil adopte une résolution basée sur les propositions présentées par la Commission relatives aux conditions permettant la réalisation de la première étape de l'Union économique et monétaire.

**24 avril** : Mise en place du « serpent monétaire » : les Six s'engagent à limiter à 2,25 % la marge de fluctuation des cours de change entre leurs monnaies.

**24-25 avril** : Le Conseil approuve l'accord d'association permettant l'accession de l'île Maurice à la convention entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache associés (EAMA).

**1<sup>er</sup> mai** : Le Fonds social européen (FSE) rénové devient opérationnel.

**10 mai** : Référendum en Irlande. Une large majorité se prononce en faveur de l'adhésion aux Communautés européennes.

**5-6 juin** : Le Conseil décide d'étendre, à compter du 1er janvier 1973, le bénéfice des préférences généralisées aux pays en développement devenus membres du groupe des «77», ainsi qu'à un certain nombre d'autres pays et territoires. Il arrête aussi les orientations à suivre par la Communauté dans le cadre de l'examen du traité d'adhésion à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

**1<sup>er</sup> juillet** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**22 juillet** : Accord entre la CEE et l'AELE

**12 septembre** : Réunion à Rome (Italie) des ministres des Finances des Six et des quatre pays candidats à l'adhésion. Ils conviennent de la nécessité d'instituer, dès la première étape de l'Union économique et monétaire, un Fonds européen de coopération monétaire.

**18 septembre** : Signature d'accords commerciaux préférentiels avec l'Égypte et le Liban.

**19 septembre** : Signature d'un accord commercial préférentiel avec Chypre.

**25 septembre** : Référendum en Norvège. La majorité rejette l'adhésion du pays aux Communautés européennes.

**2 octobre** : Référendum au Danemark. La majorité se prononce en faveur de l'adhésion du pays aux Communautés européennes.

**9 octobre** : Compte tenu du résultat défavorable du référendum, le gouvernement norvégien fait savoir qu'il ne présentera pas au Parlement le projet de loi portant ratification de l'acte d'adhésion.

**16 octobre** : Ratification par le Royaume-Uni de l'acte d'adhésion aux Communautés européennes.

**19-21 octobre** : Conférence au sommet à Paris (France). Les chefs d'État ou de gouvernement définissent de nouveaux domaines d'action communautaire (impliquant la mise en œuvre de politiques régionale, environnementale, sociale, énergétique et industrielle) et réaffirment que l'Union économique et monétaire doit être réalisée en 1980 au plus tard.

## 1973

**1er janvier** : La Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni aux Communautés européennes. Entrée en vigueur des accords de libre-échange conclus entre la Communauté et l'Autriche, la Suisse, le Portugal et la Suède.

**6 janvier** : M. François-Xavier Ortoli prend ses fonctions de président de la Commission européenne.

**8 février** : Création de la Confédération européenne des syndicats.



**21 février** : La Cour de justice admet qu'est susceptible de constituer un abus au sens du traité CEE, le fait, pour une entreprise, de pouvoir atteindre, par une concentration, une puissance telle que toute possibilité sérieuse de concurrence est écartée (Arrêt Continental Can).

**13 mars** : M. Cornelis Berkhouwer est élu président du Parlement européen.

**1er avril** : Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange dans le domaine industriel conclu entre la Communauté et l'Islande.

**6 avril** : La commission mixte CEE-Espagne tient sa troisième réunion à Madrid (Espagne). **1er juin** : Entrée en vigueur de l'accord d'association entre la Communauté et Chypre.

**1er juillet** : Le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange dans le domaine industriel conclu entre la Communauté et la Norvège.

**3-7 juillet** : Ouverture de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Helsinki (Finlande).

**12-14 septembre** : Conférence ministérielle de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) à Tokyo (Japon). Les parties en présence estiment qu'il est nécessaire de créer un système monétaire qui mette l'économie mondiale à l'abri des secousses et des déséquilibres ; elles reconnaissent également que la nouvelle étape de la libéralisation des échanges devrait faciliter le fonctionnement ordonné du système monétaire.

**5 octobre** : Signature d'un accord de libre-échange dans le domaine industriel entre les Communautés et la Finlande.

**15 octobre** : Le Conseil arrête une série de mesures visant à améliorer ses relations avec le Parlement européen.

**6 novembre** : Les Neuf se déclarent résolus à appuyer une solution pacifique à la crise au Moyen-Orient.

**20 novembre** : Le Conseil procède à un échange de vues approfondi sur les mesures proposées par la Commission pour l'aménagement de la politique agricole commune (PAC), à mettre en oeuvre avant la fin de l'année 1977.

**14-15 décembre** : Sommet de Copenhague (Danemark). La crise énergétique conduit les États membres à marquer leur accord sur la mise en place d'une politique énergétique commune. Publication d'une déclaration sur l'identité européenne, élaborée dans le cadre de la coopération politique et approuvée par les ministres des affaires étrangères.

## 1974

**1er janvier** : L'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur des accords conclus entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et l'Autriche, le Portugal, la Suisse et la Suède. Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange dans le domaine industriel conclu entre la Finlande et les Communautés.

**31 janvier** : Dans une déclaration sur l'état de la Communauté, la Commission insiste sur la nécessité de relancer la construction communautaire par une convergence des politiques nationales et la définition de politiques communes.

**1er avril** : À la suite d'un changement de gouvernement au Royaume-Uni, le ministre britannique des affaires étrangères et du Commonwealth fait une déclaration au Conseil concernant la politique du nouveau gouvernement à l'égard de la Communauté. Il demande des modifications en profondeur de la politique agricole commune (PAC), des "méthodes plus équitables de financement du budget communautaire" et des solutions aux problèmes monétaires.

**1er juin** : Le Conseil étudie les modalités d'examen des problèmes soulevés par le Royaume-Uni et examine le mode de fonctionnement des institutions communautaires. Un accord est conclu sur certaines améliorations à apporter aux procédures de prise de décision.

**10 juin** : Le Conseil prend deux décisions d'octroi du concours du Fonds social européen pour certaines actions spécifiques en faveur des personnes handicapées et des travailleurs migrants.

**21 juin** : La Cour de justice dit pour droit que, lorsqu'un ressortissant d'un État membre souhaite exercer une activité à titre indépendant dans un autre État membre, ce dernier ne peut appliquer aucune loi, règlement, disposition ou pratique administrative susceptible d'introduire une discrimination entre cette personne et ses propres ressortissants (Arrêt Reyners).

**1<sup>er</sup> juillet** : La France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**25-26 juillet** : Conférence ministérielle conjointe de la Communauté européenne et des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP) à Kingston (Jamaïque). Elle souligne la volonté politique des États ACP et de la Communauté d'adopter la convention dans les délais imposés par l'expiration de la convention de Yaoundé et de l'accord d'Arusha.

**17 septembre** : Le Conseil approuve formellement des directives de négociation en vue d'accords globaux avec l'Espagne, Israël, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, ainsi que l'extension à la coopération et à l'agriculture de l'accord conclu avec Malte.

**14-16 novembre** : Conférence alimentaire mondiale à Rome (Italie).

**26 novembre** : Le Conseil décide d'adapter les dispositions du traité relatives à la Cour de justice afin d'améliorer son fonctionnement et lui permettre de faire face à l'accroissement de sa charge de travail.

**30 novembre** : Ratification par tous les États membres de la Communauté des accords conclus entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la Norvège et la Finlande. Ces accords entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1975.

**3 décembre** : Le Conseil conclut un accord sur le contenu du projet de traité concernant les pouvoirs budgétaires du Parlement et la création d'une Cour des comptes.

**9-10 décembre** : Sommet à Paris. Les chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté décident de se réunir trois fois par an en Conseil européen. Ils autorisent l'introduction de l'élection au suffrage direct du Parlement européen, approuvent la création du Fonds européen de développement régional et se déclarent résolus à mettre en place l'Union économique et monétaire.

## 1975

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Irlande prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**28 février** : Signature à Lomé, Togo, d'une convention, dite Lomé I, entre la Communauté et les 46 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en vue de remplacer les conventions de Yaoundé.

**10-11 mars** : Première réunion du Conseil européen à Dublin, Irlande. Des décisions importantes sont prises encourageant le gouvernement britannique à préconiser le maintien du Royaume-Uni dans la Communauté. Une déclaration concernant la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est adoptée.

**18 mars** : Création par le Conseil du Fonds européen de développement régional (FEDER) et d'un Comité de politique régionale. Le Conseil adopte une unité de compte européenne constituée par un panier des monnaies des États membres. Devant la Chambre des Communes, M. Harold Wilson, premier ministre britannique, déclare que le gouvernement britannique recommande le « oui » au référendum sur le maintien du Royaume-Uni dans la Communauté.

**20 mars** : Mise en place officielle de l'Institut universitaire européen de Florence.

**27 mars** : Le gouvernement britannique publie un Livre blanc sur les résultats de la renégociation.

**9 avril** : 369 membres de la Chambre des Communes contre 170 se prononcent en faveur du maintien du Royaume-Uni dans la Communauté.

**28 avril** : Signature à Bruxelles du protocole additionnel qui étend l'application de l'accord d'association CEE-Grèce aux trois nouveaux États membres et d'un accord intérimaire permettant l'application anticipée des dispositions commerciales de ce protocole.

**11 mai** : Signature à Bruxelles d'un nouvel accord CEE-Israël, qui remplace celui de 1970 et comporte, outre les dispositions commerciales, des clauses de coopération.

**5 juin** : Résultats du référendum britannique : 67,2 % des votants se prononcent en faveur du maintien du Royaume-Uni dans la Communauté.

**12 juin** : La Grèce présente officiellement sa demande d'adhésion aux Communautés européennes.

**23-27 juin** : La Communauté participe à Rome, Italie, à la première session du Conseil mondial de l'alimentation, issu de la conférence mondiale de l'alimentation de 1974.

**24-25 juin** : Le Conseil ou les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, adoptent des règlements permettant aux pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) de bénéficier des dispositions commerciales de la convention de Lomé à partir du 1<sup>er</sup> juillet, avant l'entrée en vigueur officielle de cette convention.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**15-17 juillet** : Signature d'un accord commercial entre la Communauté et le Mexique.

**22 juillet** : Signature du Traité de Bruxelles sur les ressources communautaires propres et les pouvoirs budgétaires du Parlement européen et création de la Cour des comptes.

**1<sup>er</sup> août** : Signature à Helsinki, Finlande, par 35 États, de l'Acte final de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

**16 septembre** : Établissement de relations officielles entre la Chine et la Communauté.

**13-16 octobre** : La Communauté participe à une réunion préparatoire à la conférence sur la coopération économique internationale à Paris, France.

**15-17 novembre** : Sommet à Rambouillet, France. Les chefs d'État ou de gouvernement de la république fédérale d'Allemagne, de France, d'Italie, du Royaume-Uni, des États-Unis et du Japon soulignent l'urgence du redressement économique à opérer dans les pays industrialisés et se déclarent disposés à intensifier la coopération internationale.

**18 novembre** : Une conférence tripartite sur la situation économique et sociale, réunissant les ministres responsables des affaires économiques et sociales, les représentants des partenaires sociaux des neuf États membres et la Commission se tient à Bruxelles.

**26 novembre** : La Commission engage, devant la Cour de justice, une procédure d'infraction au traité contre la France pour imposition d'une taxe sur les importations de vins italiens.

**1-2 décembre** : Le Conseil européen, réuni à Rome, Italie, se prononce sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct, sur l'union des passeports et sur une représentation unique de la Communauté dans le dialogue Nord-Sud.

**15 décembre** : Signature d'une convention communautaire sur le brevet européen pour le marché commun.

## 1976

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**7 janvier** : Publication du Rapport Tindemans sur les lacunes de la Communauté européenne en matière de politique étrangère

**2-16 février** : La Commission participe à la conférence de Barcelone, Espagne, où un projet de convention pour la protection de la Méditerranée est adopté.

**9 février** : Le Conseil se prononce en faveur de la demande d'adhésion de la Grèce à la Communauté.

**4 mars** : L'accord d'association de 1970 avec Malte est étendu aux domaines de l'agriculture et de la coopération, par deux protocoles.

**15 mars** : Le Conseil procède à l'examen de la situation économique de la Communauté sur la base de deux communications de la Commission, l'une présentant un résumé des politiques économiques suivies en 1975 et l'autre portant sur l'adaptation des orientations des politiques économiques pour 1976.

**1<sup>er</sup> avril** : Entrée en vigueur de la convention CEE-ACP, signée à Lomé le 28 février 1975.

**1-2 avril** : Les chefs de gouvernement ont un premier échange de vues sur le rapport de M. Tindemans du 7 janvier consacré à l'Union européenne.

**8 avril** : La Cour de justice se prononce pour l'applicabilité directe du principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes (Arrêt Defrenne).

**14 avril** : La Commission décide de rejeter officiellement la demande du gouvernement irlandais de dérogation au principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes.

**25-27 avril** : Signature des accords de coopération entre la Communauté et trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie).

**1<sup>er</sup> juin** : Signature d'un accord de coopération commerciale entre la CEE et le Pakistan.

**16 juin** : Examen et vote au Parlement de la motion de censure de la Commission présentée le 13 mai, ainsi que de la manière de consulter le Parlement à ce sujet. Cette motion, la première à avoir fait l'objet d'un vote, a été rejetée par 109 voix contre 18, et 4 abstentions.

**24 juin** : Une conférence tripartite sur la situation économique et sociale réunit à Luxembourg la Commission, les représentants des gouvernements et les partenaires sociaux des États membres.

**1<sup>er</sup> juillet** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**6 juillet** : Signature à Ottawa d'un accord-cadre de coopération économique et sociale entre le Canada et la CEE.

**12-13 juillet** : Le Conseil européen, réuni à Bruxelles, Belgique, se met d'accord sur le nombre et la répartition des sièges du Parlement qui sera élu au suffrage universel direct et désigne M. Roy Jenkins comme futur président de la Commission.

**27 juillet** : Ouverture officielle des négociations d'adhésion de la Grèce à la Communauté.

**13 septembre** : La Communauté signe la convention de Barcelone pour la protection de la Méditerranée contre la pollution.

**20 septembre** : Signature des textes relatifs à l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

**3 novembre** : Le Conseil décide que les États membres étendront leurs zones de pêche à 200 milles à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1977 au large des côtes bordant la mer du Nord et l'Atlantique Nord. Cette décision marque le début de la politique commune de la pêche.

**29-30 novembre** : Le Conseil européen, réuni à La Haye, Pays-Bas, analyse la situation économique, réaffirme l'intérêt qu'il porte aux problèmes concernant le dialogue Nord-Sud, et rend publique une déclaration sur la construction de l'Union européenne.

**13 décembre** : Les représentants des gouvernements des États membres nomment les membres de la nouvelle Commission pour la période allant du 6 janvier 1977 au 5 janvier 1981. Dépôt d'une motion de censure concernant le refus de la Commission de communiquer à la sous-commission de contrôle du Parlement un rapport de son contrôleur financier sur le secteur du malt. La motion est retirée sans être soumise au vote.

## 1977

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur de la décision des Neuf d'étendre à 200 milles les limites de leur zone de pêche en mer du Nord et dans l'Atlantique.

**6 janvier** : Entrée en fonction de la nouvelle Commission, nommée en décembre 1976 et présidée par M. Jenkins.

**18 janvier** : Signature d'accords de coopération avec trois pays du Machrek (Égypte, Jordanie et Syrie), faisant suite aux accords signés en avril 1976 avec les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie).

**23 mars** : La motion de censure déposée le 10 mars au Parlement contre la Commission ne recueille pas la majorité requise.

**25-26 mars** : Le Conseil européen se réunit à Rome, Italie.

**28 mars** : Le Portugal présente officiellement sa demande d'adhésion aux Communautés européennes. Signature des accords entre la Communauté et Sao Tome et Principe, le Cap-Vert et la Papouasie-Nouvelle-Guinée, relatifs à l'adhésion de ces pays à la convention de Lomé.

**5 avril** : Signature d'une déclaration commune du Parlement européen, du Conseil et de la Commission sur le respect des droits fondamentaux.

**3 mai** : Signature d'un accord de coopération entre la Communauté et le Liban dans le cadre de la politique méditerranéenne.

**7-8 mai** : Sommet de Downing Street : pour la première fois, la Communauté participe en tant que telle à une partie des débats du sommet économique des pays occidentaux industrialisés.

**17 mai** : Le Conseil adopte formellement la sixième directive en matière de TVA relative à l'instauration d'une assiette uniforme pour la taxe sur la valeur ajoutée.

**1<sup>er</sup> juin** : Entrée en vigueur du traité renforçant les pouvoirs budgétaires du Parlement.

**29-30 juin** : Le Conseil européen se réunit à Londres, Royaume-Uni.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Extension du tarif douanier commun (TDC) aux nouveaux États membres : Danemark, Irlande et Royaume-Uni.

**28 juillet** : L'Espagne présente officiellement sa demande d'adhésion aux Communautés européennes.

**26 septembre** : Lors de la 32<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Simonet, président du Conseil, trace les contours de la politique extérieure de la Communauté.

**4 octobre** : Ouverture de la conférence de Belgrade sur les suites à donner à la conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe.

**25 octobre** : Session constitutive à Luxembourg de la Cour des comptes des Communautés européennes qui se substitue à la Commission de contrôle (CEE et Euratom) et au commissaire aux comptes de la CECA.

**5-6 décembre** : Le Conseil européen se réunit à Bruxelles, Belgique

## 1978

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**2 février** : Djibouti dépose auprès du Secrétariat général du Conseil son acte d'adhésion à la convention de Lomé.

**13 février** : Ouverture des négociations entre la Communauté et la Yougoslavie en vue de la conclusion d'un accord de coopération visant à remplacer l'accord commercial en vigueur qui vient à expiration le 30 août.

**6-11 mars** : La Communauté participe à la réunion ministérielle du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, consacrée au problème de l'endettement des pays en voie de développement.

**9 mars** : La Cour de justice réaffirme le principe de la primauté du droit communautaire (Arrêt Simmenthal).

**22-24 mars** : À l'issue des consultations entre la CEE et le Japon, à Tokyo, Japon, publication d'une déclaration commune sur les mesures à prendre pour résoudre les problèmes causés par l'excédent de la balance commerciale du Japon vis-à-vis de la Communauté.

**28 mars-19 mai** : La Communauté participe en tant qu'observateur à la septième session de la troisième conférence des Nations unies (ONU) sur le droit de la mer.

**3 avril** : Signature entre la Communauté et la République populaire de Chine d'un accord commercial qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juin.

**7-8 avril** : Le Conseil européen, réuni à Copenhague, Danemark, parvient à un accord sur la première élection du Parlement européen au suffrage universel direct ; les chefs d'État ou de gouvernement s'associent à la déclaration commune du Parlement, du Conseil et de la Commission sur le respect des droits fondamentaux.

**19 mai** : Avis favorable de la Commission sur la demande d'adhésion du Portugal.

**6 juin** : Le Conseil se prononce en faveur de la demande d'adhésion du Portugal à la Communauté et ouvre les négociations.

**29-30 juin** : Ouverture des négociations entre la Communauté et les États-Unis sur les problèmes posés par l'application de la loi américaine sur le contrôle des substances chimiques toxiques (Toxic Substance Control Act) aux produits communautaires.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**6-7 juillet** : Le Conseil européen, réuni à Brême, Allemagne, adopte une stratégie commune en vue de parvenir à une augmentation sensible de la croissance économique et de réduire ainsi le chômage et envisage la création d'un système monétaire européen (SME).

**16-17 juillet** : La Communauté participe pour la deuxième fois à part entière au sommet économique occidental de Bonn, Allemagne.

**24 juillet** : Ouverture officielle, au cours d'une réunion ministérielle à Bruxelles, des négociations en vue de la conclusion d'une nouvelle convention entre les pays d'Afrique, des Caraïbes, et du Pacifique (ACP) et la CEE, qui prendra la relève de la convention de Lomé, expirant le 1<sup>er</sup> mars 1980.

**25 juillet** : Le Conseil arrête la décision fixant les dates de la première élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

**26 septembre** : Le Conseil adopte des accords de coopération avec l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban ainsi que les protocoles financiers additionnels avec Israël, le Portugal et Malte.

**27 septembre** : Les îles Salomon déposent leur acte d'adhésion à la convention de Lomé.

**9 octobre** : Les représentants des gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil, signent la convention relative à l'adhésion du Danemark, de l'Irlande et du Royaume-Uni à la convention concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

**24 octobre** : Signature à Ottawa, Canada, de la nouvelle convention sur la coopération multilatérale dans l'Atlantique du Nord-Ouest.

**1<sup>er</sup> novembre** : Entrée en vigueur des accords de coopération avec les pays du Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie) et du Machrek (Égypte, Syrie, Jordanie, Liban) et des protocoles financiers additionnels avec Israël, le Portugal et Malte.

**29 novembre** : Avis favorable de la Commission sur la demande d'adhésion de l'Espagne. Les négociations s'ouvriront le 5 février 1979.

**4-5 décembre** : Le Conseil européen, réuni à Bruxelles, Belgique, décide de créer le système monétaire européen (SME) sur la base d'une unité de compte européenne (l'ECU) et de réunir des personnalités chargées d'engager une réflexion sur les modifications à apporter au fonctionnement institutionnel dans la perspective de l'élargissement.

**19 décembre** : Les représentants des gouvernements des États membres renouvellent le mandat de M. Jenkins, en qualité de président de la Commission, pour la période allant du 1979-1981.

## 1979

**1<sup>er</sup> janvier** : La France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**17 janvier** : Tuvalu signe la Convention de Lomé et devient le 55<sup>e</sup> État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à adhérer à la convention.

**5 février** : Ouverture des négociations en vue de l'adhésion de l'Espagne.

**6 février** : Le Conseil adopte formellement des orientations communautaires en matière de politique régionale et des modifications au règlement de 1975, instituant le Fonds européen de développement régional (FEDER).

**20 février** : La Cour de justice dit pour droit que les consommateurs peuvent avoir accès aux denrées alimentaires en provenance d'autres États membres, à la seule condition que le produit en question ait été légalement fabriqué et commercialisé dans un État donné et qu'aucun problème majeur touchant à la santé ou à l'environnement ne s'oppose à son importation (Arrêt Cassis de Dijon).

**26 février** : La Dominique signe la convention de Lomé et devient le 56<sup>e</sup> État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à adhérer à la convention.

**6-7 mars** : La Commission participe en tant qu'observateur à la première conférence des ministres responsables de la sécurité sociale des pays membres du Conseil de l'Europe.

**12-13 mars** : Un Conseil européen, réuni à Paris, France, fixe au 13 mars l'entrée en vigueur du système monétaire européen (SME). Il examine également la situation économique et sociale, la politique agricole commune et les problèmes énergétiques.

**13 mars** : Entrée en vigueur du SME et naissance de l'ECU (European Currency Unit).

**16 mars** : Décès de Jean Monnet.

**19 mars-27 avril** : La Communauté participe en tant qu'observateur à la huitième session (première partie) de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer.

**4 avril** : La Commission adopte un mémorandum sur l'adhésion des Communautés européennes à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

**12 avril** : Phase finale des négociations commerciales multilatérales (Tokyo Round) dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

**7 mai-3 juin** : La Communauté participe en tant qu'observateur à la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à Manille, aux Philippines.

**28 mai** : Signature à Athènes des actes relatifs à l'adhésion de la Grèce aux Communautés.

**7-10 juin** : Première élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

**15 juin** : Première session de négociations d'adhésion avec l'Espagne.

**21-22 juin** : Un Conseil européen, réuni à Strasbourg, France, parvient à un accord concernant la mise au point d'une stratégie commune en matière d'énergie et examine les problèmes relatifs à la convergence des économies des États membres.

**28 juin** : Le Parlement grec ratifie le traité d'adhésion. Sainte-Lucie signe la convention de Lomé et devient le 57<sup>e</sup> État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à adhérer à la convention.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Irlande prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**16 juillet -24 août** : La Communauté participe à la huitième session (deuxième partie) de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer.

**17-20 juillet** : Première session à Strasbourg, France, du Parlement élu au suffrage universel direct. Mme Simone Veil est élue Présidente à la majorité absolue au second tour.

**25 juillet** : Réunion du Conseil des représentants de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

**31 juillet** : La Commission transmet au Conseil une proposition de directive relative au droit de séjour des ressortissants des États membres sur le territoire d'un autre État membre.

**18 septembre** : Le président du Conseil présente les grandes lignes de la position adoptée par les États membres de la Communauté sur l'importance de l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct et du système monétaire européen (SME).

**19 septembre** : La Communauté et ses États membres signent une convention du Conseil de l'Europe relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe.

**30 octobre** : Kiribati signe la convention de Lomé et devient le 58ème État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à adhérer à la convention.

**31 octobre** : Signature à Lomé, au Togo, de la deuxième convention entre les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la CEE (Lomé II).

**20 novembre** : Le Conseil approuve les résultats des négociations commerciales multilatérales de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT).

**26-30 novembre** : Lors de leur session annuelle, les parties contractantes à l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) approuvent officiellement et par consensus les résultats du « Tokyo Round ».

**29-30 novembre** : Un Conseil européen, réuni à Dublin, Irlande, examine la convergence des économies des États membres et les questions budgétaires, les modalités d'examen du rapport du Comité des sages sur les modifications à apporter au fonctionnement institutionnel et les propositions sur une meilleure maîtrise des marchés agricoles.

**13 décembre** : Débat au Parlement sur les résultats du « Tokyo Round » et sur une série de propositions de la Commission concernant la politique commerciale. Le Parlement européen rejette le budget pour 1980

**17 décembre** : La Communauté signe les accords du « Tokyo Round ».

## 1980

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**27 février** : Saint Vincent et les Grenadines adhèrent à la deuxième convention de Lomé et deviennent le 59<sup>e</sup> État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) partie à la convention.

**7-8 mars** : Signature de l'accord de coopération CEE-ANASE (Association des nations de l'Asie du sud-est).

**2 avril** : Signature d'un accord de coopération entre la Communauté et la Yougoslavie.

**27-28 avril** : Le Conseil européen de Luxembourg examine les problèmes liés à la convergence et la contribution britannique au budget communautaire.

**28 mai** : Acte d'adhésion de la Grèce

**30 mai** : Le Conseil parvient à un compromis sur la contribution du Royaume-Uni au budget communautaire.

**12-13 juin** : Le Conseil européen de Venise, Italie, publie quatre déclarations. La première concerne le Moyen-Orient, la deuxième le dialogue euro-arabe, la troisième le Liban et la quatrième l'Afghanistan. Déclaration de Venise par laquelle le Conseil européen demande le droit à l'autodétermination pour le Peuple palestinien.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**18 septembre** : Signature d'un accord-cadre de coopération entre la Communauté et le Brésil.

**1<sup>er</sup> octobre** : Entrée en vigueur de l'accord de coopération CEE-ANASE (Association des nations d'Asie du sud-est).

**4 novembre** : Le Zimbabwe adhère à la deuxième convention de Lomé et devient le 60ème État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) partie à la convention.

**11 novembre** : Ouverture à Madrid, Espagne, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

**12-13 novembre** : Reprise du dialogue euro-arabe au niveau politique à Luxembourg.

**1-2 décembre** : Le Conseil européen de Luxembourg prend des décisions sur les aides à accorder à l'Italie pour la reconstruction après le tremblement de terre, les relations Est-Ouest, le Moyen-Orient et les aides à accorder à la Pologne.

## 1981

**1<sup>er</sup> janvier** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes. La Grèce devient le dixième membre de la Communauté européenne.

**20 janvier** : La nouvelle Commission entre en fonction, sous la présidence de M. Thorn.

**18 mars** : La république de Vanuatu adhère à la deuxième convention de Lomé et devient le 61<sup>ème</sup> État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) partie à la convention.

**23-24 mars** : Le Conseil européen de Maastricht, Pays-Bas, aborde essentiellement les questions de perspectives économiques et sociales.

**30 mars** : Le Conseil décide d'augmenter le nombre de juges et d'avocats généraux à la Cour de justice européenne, qui comptera désormais 11 juges et 5 avocats généraux.

**23 juin** : Signature d'un accord de coopération économique et commerciale entre la Communauté et l'Inde.

**29-30 juin** : Le Conseil européen de Luxembourg aborde essentiellement les questions de perspectives économiques et sociales et de relations entre la Communauté, les États-Unis et le Japon.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**19-21 juillet** : Sommet économique occidental d'Ottawa, Canada.

**13 octobre** : Les ministres des affaires étrangères des Dix s'engagent à ne pas prendre de positions nationales sur des questions de politique étrangère touchant l'ensemble des pays de la communauté sans avoir au préalable consultés leurs partenaires.

**22-23 octobre** : Le sommet Nord-Sud de Cancun, Mexique, reconnaît l'urgence de parvenir à un consensus sur des négociations d'ensemble dans le cadre des Nations unies.

**7 novembre** : La France et la République fédérale d'Allemagne présentent le plan Genscher-Colombo, un projet d'« acte européen » destiné à améliorer les mécanismes institutionnels.

## 1982

**1<sup>er</sup> janvier** : La Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**4 janvier** : La CEE refuse de s'associer aux sanctions américaines contre l'URSS à la suite de l'instauration de l'état de guerre en Pologne

**19 janvier** : Élection de Pieter Dankert en tant que président du Parlement européen.

**23 février** : Dans un référendum, le Groenland, qui est devenu membre de la Communauté européenne en tant que partie du Danemark, opte pour le retrait de la Communauté.

**5 mars** : Le Belize adhère à la deuxième convention de Lomé et devient le 62<sup>e</sup> État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) partie à la convention.

**18 mai** : Compromis sur les prix agricoles et sur la contribution britannique

**30 mai** : L'Espagne devient le seizième membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Danemark reprend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**30 juillet** : Antigua-et-Barbuda adhère à la deuxième convention de Lomé et devient le 63<sup>e</sup> État d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) partie à la convention.

**1<sup>er</sup> octobre** : Entrée en vigueur de l'accord-cadre de coopération entre la Communauté et le Brésil.

**3-4 décembre** : Le Conseil européen de Copenhague énonce quelques objectifs prioritaires dans le domaine économique et social et confirme son engagement politique en faveur de l'élargissement.

## 1983

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**7 février** : La Commission transmet au Conseil européen un livre vert sur le financement futur de la Communauté.



**21-22 mars** : Le Conseil européen de Bruxelles confirme les objectifs prioritaires définis lors du Conseil européen de Copenhague de 1982, à savoir les objectifs prioritaires définis dans le domaine économique et social et l'engagement politique du Conseil européen en faveur de l'élargissement.

**27-28 avril** : Session spéciale du Parlement européen à Bruxelles consacrée au chômage.

**3 juin** : Première réunion conjointe des ministres de l'emploi et des affaires sociales et des ministres de l'éducation.

**17-19 juin** : Au Conseil européen de Stuttgart, Allemagne, les chefs d'État ou de gouvernement et les ministres des affaires étrangères signent une déclaration solennelle sur l'Union européenne.

**20 juin** : La Cour des comptes adresse au Conseil un rapport sur l'analyse globale des systèmes de gestion communautaire.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Grèce prend pour la première fois la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**25 juillet** : Le Conseil adopte une résolution relative à des programmes-cadres pour des activités communautaires de recherche, de développement et de démonstration, ainsi qu'au premier programme-cadre 1984-87.

**14 septembre** : Le député européen Altiero Spinelli présente au Parlement européen un projet de traité instituant l'Union européenne.

**19 septembre** : Le Conseil et les ministres de l'éducation adoptent une résolution sur les mesures relatives à l'introduction des nouvelles technologies de l'information dans l'éducation.

**4-6 décembre** : Le Conseil européen d'Athènes, Grèce, présente quelques options sur le financement futur de la Commission, les déséquilibres budgétaires, l'adaptation de la politique agricole commune (PAC), le renforcement des Fonds structurels et le développement de nouvelles politiques communautaires. Echec du Conseil européen d'Athènes sur la contribution britannique

**14 décembre** : Le Conseil parvient à un accord d'ensemble sur la politique commune de la pêche.

**17 décembre** : Un Accord de coopération économique entre la Communauté et les pays du Pacte andin est signé à Carthagène, Colombie.

## 1984

**1<sup>er</sup> janvier** : La France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**14 février** : Le Parlement européen adopte à une large majorité le projet de traité instituant l'Union européenne (projet Spinelli).

**28 février** : Le Conseil adopte une décision relative à un programme stratégique européen de recherche et développement dans le domaine des technologies de l'information (ESPRIT).

**13 mars** : Accord entre la CEE et le Groenland qui devient « pays et territoire d'outre-mer associé » (PTOM)

**19-20 mars** : Au Conseil européen de Bruxelles, Belgique, des accords sont conclus dans un certain nombre de domaines ; toutefois, la plupart ne peuvent pas être définitivement approuvés en raison des désaccords quant au calcul et au montant de la compensation à accorder au Royaume-Uni pour réduire sa contribution au budget communautaire.

**31 mars** : Réforme de la PAC

**9 avril** : Inauguration à Culham, Royaume-Uni, du Tore européen commun (JET) dans le domaine de la recherche sur l'utilisation pacifique de l'énergie atomique.

**7 juin** : Le Conseil et les représentants des gouvernements des États membres adoptent une résolution concernant l'allégement des contrôles des personnes aux frontières.

**14 et 17 juin** : Deuxième élection du Parlement européen au suffrage universel direct.

**19 juin** : Le Conseil adopte un règlement relatif à la réforme du Fonds européen de développement régional.

**25-26 juin** : Au Conseil européen de Fontainebleau, France, les Dix concluent un accord sur le montant de la compensation à accorder au Royaume-Uni pour réduire sa contribution au budget communautaire.

**28 juin** : La Commission transmet au Conseil européen un livre vert sur l'établissement du marché commun des services et équipements de télécommunications.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Irlande reprend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**13 juillet** : Signature à Sarrebruck, Allemagne, de l'accord franco-allemand relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières.

**24 juillet** : Élection de Pierre Pflimlin en tant que nouveau président du Parlement européen.

**26 septembre** : Paraphe de l'accord de coopération commerciale et économique entre la Chine et la Communauté.

**9 octobre** : Signature à Bruxelles de l'accord de coopération entre la Communauté et la République du Yémen.

**27 octobre** : Déclaration de Rome réactivant l'UEO

**8 novembre** : Le Conseil décide d'accélérer les réductions tarifaires prévues par les négociations commerciales multilatérales (Tokyo Round).

**14 novembre** : Pour la première fois, le Parlement refuse d'accorder décharge à la Commission sur l'exécution du budget des Communautés pour l'exercice 1982.

**3-4 décembre** : Le Conseil européen de Dublin, Irlande, décide de renforcer le système monétaire européen (SME) et d'accorder un rôle plus important à l'ÉCU.

**8 décembre** : Signature à Lomé de la troisième convention ACP-CEE par les dix États membres de la Communauté et leurs 65 partenaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

## 1985

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Jacques Delors devient président de la Commission européenne. Les premiers passeports européens sont délivrés dans la plupart des États membres.

**7 janvier** : La nouvelle Commission prend ses fonctions.

**1<sup>er</sup> février** : Le Groenland quitte la Communauté européenne, mais demeure associé à celle-ci en tant que territoire d'outre-mer.

**13 février** : La Cour de justice européenne applique le principe de non-discrimination en raison de la nationalité à un étudiant français qui, voulant étudier la technique de la bande dessinée en Belgique, ne doit pas payer de droit d'inscription plus élevé que les étudiants nationaux (Arrêt Gravier).

**29-30 mars** : Le Conseil européen de Bruxelles, Belgique, accepte l'adhésion de l'Espagne et du Portugal aux Communautés et arrête les programmes intégrés méditerranéens (PIM) tels que proposés par la Commission. Adhésion de l'Espagne et du Portugal. Présentation du rapport Dooge sur le projet d'Union européenne

**17 avril** : Proposition française en faveur d'une « Europe de la technologie » (projet Eurêka).

**7 mai** : Le onzième sommet économique occidental a lieu à Bonn, Allemagne. La Commission présente deux déclarations, l'une politique à l'occasion du 40<sup>ème</sup> anniversaire de la fin de la deuxième guerre mondiale, l'autre économique sur la croissance durable et l'emploi.

**22 mai** : La Cour de justice européenne se prononce sur le recours en carence présenté par le Parlement européen contre le Conseil européen en matière de politique commune des transports.

**10 juin** : Le comité des gouverneurs des banques centrales des États membres adopte des mesures destinées à renforcer le système monétaire européen (SME).

**12 juin** : Signature de l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal.

**14 juin** : La Commission transmet au Conseil européen un livre blanc sur l'achèvement du marché intérieur : le Livre blanc de la Commission au Conseil européen. L'accord de Schengen sur l'élimination des contrôles aux frontières est signé par l'Allemagne, la Belgique, la France, le Luxembourg et les Pays-Bas à Schengen (Luxembourg).

**20 juin** : Le comité ad hoc « Europe des citoyens » transmet son rapport final au Conseil européen.

**28-29 juin** : Au Conseil européen de Milan, Italie, les chefs d'État ou de gouvernement approuvent le Livre blanc de la Commission sur le marché intérieur et décident de lancer une conférence intergouvernementale pour envisager une réforme institutionnelle.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**20 juillet** : Les ministres et les gouverneurs des banques centrales des États membres décident un ajustement des cours pivots au sein du système monétaire européen (SME).

**22 juillet** : Le Conseil approuve la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres en vue d'apporter des modifications au traité instituant la Communauté économique européenne et d'élaborer un projet de traité sur la politique étrangère et de sécurité commune.

**23 juillet** : La Commission adresse au Conseil européen un livre vert sur les perspectives de la politique agricole commune.

**9 septembre** : Première réunion de la conférence intergouvernementale, avec la participation des ministres des affaires étrangères des Dix, de l'Espagne et du Portugal.

**12 novembre** : Signature de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et les États parties au traité général d'intégration économique centre-américaine ainsi que le Panama.

**28 novembre** : Le Comité économique et social adopte un avis sur l'achèvement du marché intérieur (Livre blanc de la Commission sur l'achèvement du marché intérieur).

**2-4 décembre** : Au Conseil européen de Luxembourg, les Dix décident de modifier le traité de Rome et de relancer le processus d'intégration européenne en élaborant un Acte unique européen.

## 1986

**1<sup>er</sup> janvier** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes. L'Espagne et le Portugal adhèrent aux Communautés européennes.

**17 et 28 février** : Signature à Luxembourg et à La Haye par les Douze de l'Acte unique européen, modifiant le traité de Rome qui fixe ainsi la réalisation du marché intérieur au 31 décembre 1992.

**26 février** : La Cour de justice européenne précise le principe de l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, y compris en matière de licenciements (Arrêt Marshall).

**30 avril** : La Cour de justice européenne décrète que les règles des traités, y compris les règles de concurrence, s'appliquent aux transports aériens (Arrêt Nouvelles Frontières).

**1<sup>er</sup> mai** : Entrée en vigueur de la troisième convention ACP-CEE, signée à Lomé, Togo, le 8 décembre 1984.

**29 mai** : Le drapeau européen, adopté par les institutions communautaires, est hissé pour la première fois devant le Berlaymont au son de l'hymne européen.

**11 juin** : Signature d'une déclaration commune du Parlement, du Conseil et de la Commission contre le racisme et la xénophobie.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**15-20 septembre** : À Punta del Este, Uruguay, les ministres de 92 nations décident de lancer un nouveau cycle de négociations commerciales multilatérales (Uruguay Round).

**5-6 décembre** : Le Conseil européen de Londres, Royaume-Uni, se penche attentivement sur la lutte contre le terrorisme, l'immigration clandestine et le trafic des drogues.

## 1987

**1<sup>er</sup> janvier** : La Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**20 janvier** : Lord Henry Plumb est élu nouveau président du Parlement européen.

**9-20 mars** : Septième session de la Conférence mondiale sur le commerce et le développement à Genève, Suisse.

**14 avril** : Le gouvernement de la République turque présente officiellement sa demande d'adhésion aux Communautés européennes.

**13 mai** : La Banque d'Espagne signe un accord pour adhérer au système monétaire européen.

**26 mai** : Suite aux résultats positifs du référendum irlandais sur la ratification de l'Acte unique européen, la Constitution irlandaise est modifiée afin de permettre à l'Irlande de ratifier l'Acte unique et de déposer les instruments de ratification.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur de l'Acte unique européen.

**20 juillet** : Le Conseil adopte une modification de son règlement intérieur concernant le déclenchement de la procédure de vote en son sein. Outre à sa propre initiative, le président du Conseil est tenu d'ouvrir une procédure de vote à l'initiative d'un membre du Conseil ou de la Commission, pour autant que la majorité des membres qui composent le Conseil se prononce en ce sens.

**12 septembre** : Les ministres de l'économie et des finances adoptent des mesures de renforcement du système monétaire européen (SME).

**28 septembre** : Le Conseil adopte le programme-cadre de recherche et de développement technologique 1987-1991.

**27 octobre** : Plate-forme de La Haye pour développer au sein de l'UEO « une identité européenne en matière de défense »

**10 novembre** : La Banque du Portugal signe un accord pour adhérer au système monétaire européen (SME).

**4-5 décembre** : Le Conseil européen de Copenhague décide de poursuivre l'examen, en février 1988, des différents aspects du plan de mise en pratique de l'Acte unique.

## 1988

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Allemagne prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**2 février** : Réunion ministérielle à Bruxelles, Belgique, entre la Communauté, ses États membres et les États de l'Association européenne de libre-échange (AELE), consacrée au marché intérieur.

**11-13 février** : Le Conseil européen de Bruxelles parvient à un accord sur l'ensemble des conclusions concernant le dossier « Réussir l'Acte unique : une nouvelle frontière pour l'Europe ». Le Conseil européen de Bruxelles adopte le « paquet Delors I » visant à financer les mesures d'accompagnement du marché unique, la réforme de la PAC et le financement de la politique de cohésion économique et sociale.

**29 mars** : La Commission rend public les résultats d'une étude, « Europe 1992 - Le défi global »

**14 juin** : La Commission transmet au Conseil européen un livre vert sur le droit d'auteur et le défi technologique : problèmes de droit d'auteur appelant une action immédiate.

**15 juin** : Signature de l'accord de coopération entre la Communauté et les États membres du Conseil de coopération des États arabes du Golfe ; à cette occasion, une déclaration politique commune est publiée.

**19-21 juin** : Sommet économique occidental de Toronto, Canada.

**25 juin** : Signature d'une déclaration commune sur l'établissement de relations officielles entre la Communauté et le Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM).

**27-28 juin** : Le Conseil européen de Hanovre, Allemagne, souligne l'importance que revêtent les aspects sociaux de la progression vers les objectifs de 1992, exprime ses préoccupations au sujet des dangers qui menacent l'environnement et confie à un comité la mission de mener à l'Union monétaire ; il convient également de renouveler le mandat de Jacques Delors en tant que président de la Commission.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Grèce prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur de l'accord interinstitutionnel approuvé en juin sur la discipline budgétaire et l'amélioration de la procédure budgétaire.

**14 septembre** : La commission adopte un document de travail sur la « dimension sociale du marché intérieur ».

**26 septembre** : Signature à Bruxelles de l'accord sur le commerce et la coopération économique entre la Communauté et la Hongrie. Le Conseil européen adopte une déclaration concernant la loi américaine sur le commerce et la compétitivité (« Trade Act »), dans laquelle il exprime ses préoccupations à l'égard du potentiel protectionniste de cette loi.

**7 octobre** : La Communauté ratifie la convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone.

**12-13 octobre** : Ouverture des négociations pour le renouvellement de la convention ACP-CEE (Afrique, Caraïbes, Pacifique - Communauté économique européenne).

**24 octobre** : Le Conseil européen adopte une décision instituant un tribunal de première instance des Communautés européennes.

**2-3 décembre** : Le Conseil européen de Rhodes, Grèce, fait le point sur le grand marché de 1992, soulignant l'importance des travaux sur la protection de l'environnement et la nécessité de développer la capacité audiovisuelle de l'Europe.

## 1989

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Espagne reprend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**2 février** : La Cour européenne de justice applique le principe de non-discrimination en raison de la nationalité. Elle accorde les mêmes indemnités à un touriste britannique attaqué dans le métro parisien que celles qui auraient été accordées à un ressortissant français (Arrêt Cowan).

**12 avril** : Le comité Delors présente son rapport sur l'Union économique et monétaire. Le Parlement adopte la déclaration des droits et libertés fondamentaux.

**4 mai** : Compromis agricole entre les Etats-Unis et la CEE

**15-18 juin** : Troisièmes élections européennes au suffrage universel direct.

**19 juin** : Entrée de la peseta dans le mécanisme de change du système monétaire européen (SME) et adaptation de la composition de l'ÉCU à la suite de l'inclusion de la peseta et de l'escudo.

**26-27 juin** : Le Conseil européen de Madrid, Espagne, adopte ses conclusions sur l'Union économique et monétaire, rappelle l'équilibre à respecter entre les aspects sociaux et les aspects économiques de la construction du marché unique et confirme le caractère prioritaire du dossier environnement. Dans le cadre des procédures de coopération politique, il adopte en outre deux déclarations importantes sur la situation au Moyen-Orient et en Chine.

**1er juillet** : La France prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**14-16 juillet** : Réuni à Paris, le sommet économique occidental confie à la Commission la coordination des actions d'aide à la restructuration économique en Pologne et en Hongrie.

**17 juillet** : L'Autriche demande officiellement son adhésion à la Communauté européenne.

**19 septembre** : Signature à Varsovie, Pologne, de l'accord de commerce et de coopération commerciale et économique entre la Communauté et la Pologne.

**2 octobre** : Une conférence audiovisuelle tenue à Paris, France, est conclue par une déclaration commune, émise par 26 pays européens et par la Commission, sur la création de "Eureka audiovisuel" pour augmenter la productivité et la compétitivité du secteur audiovisuel européen par le renforcement de la coopération.

**9 novembre** : Chute du mur de Berlin. La République démocratique allemande ouvre ses frontières.

**8-9 décembre** : Le Conseil européen de Strasbourg, France, décide de convoquer une conférence intergouvernementale avant 1990 pour élaborer une modification du traité en vue des étapes finales de l'Union économique et monétaire. Adoption de la Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs.

**15 décembre** : La nouvelle convention ACP-CEE est signée à Lomé, Togo, entre les Douze et 69 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP).

**18 décembre** : Signature à Bruxelles de l'accord de commerce et de coopération commerciale et économique entre la Communauté et l'Union soviétique.

## 1990

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Irlande prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**19 janvier** : Adoption de la Convention de Schengen pour appliquer l'accord de 1995 sur la libre-circulation en Europe

**2 avril** : Signature d'un accord-cadre de coopération commerciale et économique entre la Communauté européenne et l'Argentine.

**18 avril** : Proposition de François Mitterrand et de Helmut Kohl sur l'Union politique

**28 avril** : Lors d'une session spéciale du Conseil européen à Dublin, Irlande, une approche commune de l'unification allemande et des relations de la Communauté avec les pays d'Europe centrale et orientale est dégagée.

**7 mai** : Le Conseil européen décide la création de la Fondation européenne pour la formation et adopte un règlement relatif à la création de l'Agence européenne pour l'environnement.

**22 mai** : La Cour de justice européenne décide que le Parlement européen peut être déféré à la Cour de justice par d'autres institutions et que d'autres institutions peuvent être déférées à la Cour de justice par le Parlement européen «si l'une d'entre elles met l'équilibre communautaire en péril. » Ces principes seront intégrés ultérieurement dans le traité de Maastricht.

**29 mai** : L'accord constitutif de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) est signé à Paris, France.

**6 juin** : La Commission européenne présente un livre vert sur l'environnement urbain.

**19 juin** : L'accord de Schengen sur la suppression des contrôles aux frontières est signé par l'Allemagne, les pays du BENELUX et la France.

**20 juin** : La CEE et l'AELE entament des négociations officielles pour la création de l'Espace économique européen (EEE).

**25-26 juin** : Le Conseil européen de Dublin, Irlande, confirme la nécessité de lancer deux conférences intergouvernementales, l'une sur l'Union économique et monétaire, l'autre sur les aspects de l'Union politique, et de les tenir en parallèle.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Italie prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Entrée en vigueur de la première étape de l'Union économique et monétaire (UEM). Quatre États membres (l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande) se voient accorder un régime exceptionnel en raison de l'insuffisance de leur progression vers l'intégration financière.

**3 juillet** : Candidature officielle de Chypre aux Communautés européennes.

**16 juillet** : Candidature officielle de Malte aux Communautés européennes.

**4 août** : Condamnation par la communauté européenne de l'invasion du Koweït par l'Irak. Adoption de l'embargo.

**3 octobre** : L'Allemagne est réunifiée et les « Länder » de l'ancienne Allemagne de l'Est intègrent l'Union européenne.

**27-28 octobre** : Lors d'une session spéciale du Conseil européen à Rome, Italie, la préparation des deux conférences intergouvernementales, l'une sur l'Union économique et monétaire, l'autre sur les aspects de l'Union politique, est achevée.

**19-21 novembre** : Trente-quatre chefs d'État ou de gouvernement de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) signent une Charte pour une nouvelle Europe.

**27 novembre** : L'Italie signe l'accord de Schengen.

**19-21 novembre** : La Conférence sur la sécurité et coopération en Europe (CSCE) devient l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

**4 décembre** : Le Conseil européen adopte les mesures transitoires décidées dans le cadre de l'unification allemande.

**14-15 décembre** : Le Conseil européen de Rome, Italie, lance les deux conférences intergouvernementales, l'une sur l'Union économique et monétaire, l'autre sur l'Union politique.

**21-22 décembre** : Première conférence pour le dialogue euro-arabe, réunie à Paris

## 1991

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**18 mars** : Ouverture à Managua, au Nicaragua, de la septième conférence ministérielle entre la Communauté et ses États membres, d'une part, et les pays d'Amérique centrale, le Panama, ainsi que la Colombie, le Mexique et le Venezuela en tant que pays coopérants, d'autre part. Cette conférence («San José VII») a concentré ses travaux sur le dialogue politique et la coopération économique.

**8 avril** : Le Conseil européen se réunit en session informelle à Luxembourg, pour examiner les problèmes que suscite la crise du Golfe au Moyen-Orient. Il décide d'octroyer une aide humanitaire d'urgence en faveur des Kurdes et des autres réfugiés.

**14 avril** : Inauguration de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement à Londres, au Royaume-Uni.

**4 juin** : Les ministres de la Santé, réunis au sein du Conseil, adoptent le plan d'action «L'Europe contre le sida».

**19 juin** : Ouverture de la première session du conseil de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Berlin, en Allemagne.

**25 juin** : Eclatement de la fédération yougoslave.

**28-29 juin** : Le Conseil européen, réuni à Luxembourg, confirme la nécessité de poursuivre en parallèle les travaux des deux conférences intergouvernementales, portant, l'une, sur l'union économique et monétaire et, l'autre, sur les aspects de l'union politique, sur la base du projet de traité élaboré par la présidence.

**1<sup>er</sup> juillet** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil des Communautés européennes. La Suède présente sa demande officielle d'adhésion aux Communautés européennes.

**15-17 juillet** : Le dix-septième sommet économique occidental a lieu à Londres, au Royaume-Uni. Les participants décident d'organiser une rencontre annuelle avec l'Union soviétique et définissent un plan de soutien à ce pays. Ils se déclarent résolus à faire aboutir les négociations du cycle de l'Uruguay.

**22 juillet** : Le Conseil octroie une assistance financière en faveur d'Israël et des populations palestiniennes des Territoires occupés.

**25 juillet** : La Cour de justice des Communautés européennes dit pour droit que les dispositions de la législation française du travail interdisant le travail de nuit des femmes dans le secteur de l'industrie sont contraires au principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en ce qui concerne l'accès à l'emploi (Arrêt Stoeckel).

**1<sup>er</sup> septembre** : Entrée en vigueur de la quatrième convention de Lomé, portant sur le développement des relations entre la Communauté et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP).

**7 septembre** : Ouverture de la conférence de paix sur la Yougoslavie à La Haye, aux Pays-Bas.

**14 octobre** : François Mitterrand et Helmut Kohl décident la création de l'Eurocorps

**21 octobre** : Le Conseil parvient à un accord sur la création de l'Espace économique européen (EEE).

**30 octobre-14 novembre** : Conférence de paix sur le Proche-Orient à Madrid, en Espagne. La Communauté se voit confier un rôle de chef de file dans le cadre des négociations multilatérales devant se dérouler ultérieurement.

**6 novembre** : La Commission décide la création d'un Office européen de l'aide humanitaire.

**7 novembre** : Le Conseil marque son accord sur des mesures d'allégement de la dette des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP).

**19 novembre** : Arrêt Francovich. La Cour de justice des Communautés européennes déclare qu'un État membre qui cause un dommage à un particulier en violant le droit communautaire est tenu de réparer ce dommage.

**22 novembre** : Accord d'association entre la CEE et les pays du groupe de Visegrad

**26 novembre** : La Communauté adhère à l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (OAA - FAO), devenant ainsi la première organisation d'intégration économique membre de plein droit d'une agence spécialisée des Nations unies.

**9-10 décembre** : Le Conseil européen de Maastricht, aux Pays-Bas, approuve le projet de traité sur l'Union européenne.

**16 décembre** : Signature des «accords européens» avec la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie.

**17 décembre** : Signature de la charte européenne de l'énergie.

**21 décembre** : Les présidents des républiques de l'Union soviétique, à l'exception de la Géorgie, signent, à Alma-Ata, au Kazakhstan, un accord créant la Communauté des États indépendants (CEI).

## 1992

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Portugal prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**3 février** : Adoption par le Conseil d'actions positives pour venir en aide à la Croatie, la Slovénie, les républiques yougoslaves de Bosnie-Herzégovine et du Monténégro et l'ancienne république yougoslave de Macédoine.

**7 février** : Signature du traité sur l'Union européenne à Maastricht par les ministres des affaires étrangères et les ministres des finances des États membres

**19 février** : Adoption par la Commission d'un livre vert relatif à l'incidence des transports sur l'environnement.

**18 mars** : Candidature de la Finlande

**4 avril** : Entrée de l'Escudo dans le mécanisme de change du Système monétaire européen.

**2 mai** : Traité de Porto créant l'Espace économique européen (EEE)

**20 mai** : La Suisse présente sa demande officielle d'adhésion aux Communautés européennes.

**21 mai** : Première réforme de la Politique Agricole Commune

**2 juin** : Les Danois se prononcent par référendum à 50,7% contre la ratification du traité de Maastricht.

**3-14 juin** : Ouverture de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED) à Rio de Janeiro, Brésil. Participation de la Communauté et signature de certaines conventions internationales sur le changement climatique planétaire et la diversité biologique.

**18 juin** : Référendum en Irlande qui ratifie le traité sur l'Union européenne.

**26-27 juin** : Le Conseil européen de Lisbonne pose les conditions de l'élargissement conformément au rapport de la Commission « L'Europe face au défi de l'élargissement »

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**6-8 juillet** : Ouverture du dix-huitième sommet économique occidental à Munich, Allemagne. Les membres du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde s'emploient à redéfinir un nouveau partenariat fondé sur l'enracinement progressif de valeurs communes avec le reste de l'Europe et du monde.

**7 août** : Adoption par le Conseil d'un règlement relatif à l'extension du programme d'aide économique (PHARE) à la Slovaquie.

**25 août** : Ouverture à Londres d'une conférence internationale sur l'ex-Yougoslavie.

**20 septembre** : Les Français se prononcent par référendum à 51,4% pour la ratification du traité de Maastricht.

**7 octobre** : La Commission octroie une aide supplémentaire d'urgence aux victimes de la guerre en ex-Yougoslavie.

**12-13 octobre** : Ouverture à Genève, Suisse, d'une conférence des donateurs pour une aide à la Somalie, avec la participation de la Communauté en vue de ses dons futurs.

**16 octobre** : Un Conseil européen extraordinaire réuni à Birmingham, Royaume-Uni, adopte une déclaration intitulée « Une Communauté proche de ses citoyens ».

**20 novembre** : Compromis de Blair House entre les Etats-Unis et l'Europe sur l'agriculture dans le cadre de l'Uruguay Round

**25 novembre** : La Norvège présente sa demande officielle d'adhésion aux Communautés

**30 novembre** : Adhésion de la Grèce à l'UEO.

**2 décembre** : Adoption par la Commission d'un livre blanc sur le développement futur de la politique commune des transports.

**6 décembre** : Référendum en Suisse. La population suisse refuse de ratifier l'accord sur l'Espace économique européen.

**11-12 décembre** : Le Conseil européen, réuni à Édimbourg, Royaume-Uni, consent au Danemark des dérogations spéciales pour lui permettre de procéder à un second référendum sur la ratification du traité. Il approuve le paquet Delors II et accepte que les négociations d'adhésion avec l'Autriche, la Suède et la Finlande s'ouvrent à partir du 1er janvier.

**23 décembre** : Adoption par la Commission d'un Livre vert intitulé « Pluralisme et concentration des médias dans le marché intérieur - Évaluation de la nécessité d'une action communautaire ».

## 1993

**1er janvier** : Entrée en vigueur du « Marché intérieur ». Division de la Tchécoslovaquie en deux Etats : la République tchèque et la Slovaquie. Le Danemark prend la présidence du Conseil des Communautés européennes. Le Marché unique européen entre en vigueur. Les négociations en vue de l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède s'ouvrent à Bruxelles. Signature de l'accord européen sur le commerce et des mesures d'accompagnement avec la Roumanie.

**5 janvier** : Début de la crise du SME.

**8 mars** : Signature de l'accord européen sur le commerce avec la Bulgarie.

**5 avril** : Les négociations en vue de l'adhésion de la Norvège s'ouvrent à Luxembourg.

**14 mai** : La Commission adopte un livre vert sur la réparation des dommages causés à l'environnement.

**18 mai** : Les Danois approuvent, par un deuxième référendum, à 56,8% le traité de Maastricht.

**19-24 juin** : La Communauté participe à la conférence mondiale des Nations unies sur les droits de l'homme.

**21-22 juin** : Le Conseil européen, réuni à Copenhague charge la Commission de préparer un livre blanc sur une stratégie à long terme en faveur de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi; il rappelle que l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède devra être effective en 1995 au plus tard et il affirme que les pays d'Europe centrale et orientale associés pourront devenir membres de plein droit dès qu'ils rempliront les critères économiques et politiques requis.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Belgique prend la présidence du Conseil des Communautés européennes.

**7-9 juillet** : Sommet des sept pays les plus industrialisés (G7) à Tokyo, au Japon.



**19 juillet** : Le Conseil adopte un nouveau programme TACIS en faveur des États indépendants de l'ancienne Union soviétique.

**20 septembre** : Accord des Douze sur une réouverture des discussions avec les États-Unis sur le volet agricole du GATT. La France réclame, par ailleurs, une clause « d'exception culturelle » pour l'audiovisuel.

**29 octobre** : Le Conseil européen, réuni à Bruxelles, adopte une déclaration à l'occasion de l'entrée en vigueur du traité sur l'Union européenne ; il confirme l'entrée en vigueur de la deuxième phase de l'Union économique et monétaire, le 1<sup>er</sup> janvier 1994 et décide de plusieurs actions communes à mener par l'Union dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune.

**1er novembre** : Entrée en vigueur du traité de Maastricht sur l'Union européenne.

**16 novembre** : La Commission adopte un Livre vert sur l'accès des consommateurs à la justice et le règlement des litiges de consommation.

**17 novembre** : La Commission adopte un Livre vert intitulé « Politique sociale européenne ».

**5 décembre** : La Commission adopte un Livre blanc intitulé « Croissance, compétitivité, emploi - Les défis et les pistes pour entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle ».

**6 décembre** : Accord d'association entre la Bulgarie et l'Union européenne. Le Conseil et la Commission parviennent à un accord sur le code de conduite concernant l'accès du public aux documents des institutions.

**9 décembre** : Boris Eltsine, Jacques Delors et Jean-Luc Dehaene, président du Conseil européen, signent une déclaration sur le renforcement des relations entre la Fédération russe et l'Union européenne.

**11 décembre** : Adoption du Livre blanc pour l'emploi de la Commission lors du sommet de Bruxelles

**10-11 décembre** : Le Conseil européen, réuni à Bruxelles arrête un plan d'action à court et moyen terme sur la base du livre blanc de la Commission sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, ainsi qu'un premier plan d'action dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

**13 décembre** : Le Conseil décide la conclusion d'un accord portant création de l'Espace économique européen.

**14 décembre** : Compromis entre les États-Unis et l'Union européenne dans le cadre de l'Uruguay Round

**15 décembre** : Les délégations des États participant aux négociations du cycle de l'Uruguay (dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce - GATT), signent à Genève un accord ouvrant la voie à la plus vaste libéralisation de l'histoire du commerce mondial.

**20 décembre** : Le Conseil adopte une action commune prévoyant un pacte de stabilité en Europe, dans le cadre de la PESD

## 1994

**1er janvier** : La Grèce prend la présidence du Conseil de l'Union européenne. Deuxième étape de l'UEM avec la mise en place de l'Institut monétaire européen (IME) à Francfort. Entrée en vigueur de l'Espace économique européen (EEE) entre les pays de l'Union et ceux de l'Association européenne de libre échange (AELE), Autriche, Finlande, Islande, Liechtenstein, Norvège et Suède sauf la Suisse. L'Espace Economique Européen constitue un marché de 380 millions d'habitants.

**19 février** : La Cour des comptes publie le rapport spécial sur les contrôles relatifs aux irrégularités et aux fraudes dans le domaine agricole.

**30 mars** : Les négociations d'adhésion avec l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède s'achèvent à Bruxelles.

**1er avril** : La Hongrie, premier pays d'Europe de l'Est, à déposer sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne.

**5 avril** : Candidature de la Pologne

**6 avril** : La Commission adopte un livre vert sur la politique audiovisuelle de l'Union.

**15 avril** : L'acte final des négociations du cycle de l'Uruguay (dans le cadre de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce -GATT) est signé à Marrakech, au Maroc.

**19 avril** : Dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil décide une action commune de soutien au processus de paix au Moyen-Orient.

**26 avril** : Le quatrième programme-cadre de recherche, de développement technologique et de démonstration (1994-1998) est adopté par le Parlement européen et le Conseil.

**9 mai** : Déclaration de Kirchberg qui fait des six PECO (Pologne, Hongrie, République tchèque, Slovaquie, Bulgarie, Roumanie) et des trois pays baltes des « partenaires associés » de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO).

**25 mai** : Le conseil des gouverneurs de la Banque européenne d'investissement procède à la mise en place du Fonds européen d'investissement.

**26-27 mai** : La conférence de lancement du pacte de stabilité en Europe centrale et orientale se réunit à Paris.

**9-12 juin** : Quatrième élection du Parlement européen au suffrage universel.

**12 juin** : À l'issue d'un référendum, l'Autriche se prononce en faveur de l'adhésion à l'Union européenne.

**14 juin** : Un accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, est signé à Luxembourg.

**24-25 juin** : Le Conseil européen se réunit à Corfou, en Grèce, avec pour principal dossier le suivi du livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi. Signature des actes d'adhésion de l'Autriche, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède, ainsi que d'un nouvel accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes, leurs États membres et la Russie.

**24 juin** : Adhésion de l'Autriche, de la Finlande de la Norvège et de la Suède par le traité de Corfou.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

8-10 juillet : Le vingtième sommet économique occidental se réunit à Naples, en Italie.

**14 juillet** : La Cour de justice des Communautés européennes dit pour droit qu'un État membre qui cause un dommage à un particulier en négligeant de transposer une directive dans son droit interne, doit réparer ce dommage (Arrêt Faccini-Dori).

**18 juillet** : Des accords de libre échange avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie sont signés à Bruxelles.

**19-26 juillet** : Le nouveau parlement européen tient sa première session à Strasbourg. M. Klaus Hänsch est élu président de l'assemblée.

**27 juillet** : La Commission adopte un livre blanc sur la politique sociale européenne.

**10 octobre** : Signature d'un accord de coopération entre la Communauté européenne et l'Afrique du Sud. La conférence de révision de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) s'ouvre à Budapest, en Hongrie.

**16 octobre** : À l'issue d'un référendum, le peuple finlandais se prononce en faveur de l'adhésion de la Finlande à l'Union européenne.

**25 octobre** : La Commission adopte la première partie d'un livre vert sur la libéralisation de l'infrastructure des télécommunications et des réseaux de télévision câblée.

**13 novembre** : À l'issue d'un référendum, le peuple suédois se prononce en faveur de l'adhésion de la Suède à l'Union européenne.

**15 novembre** : Le conseil de l'Institut monétaire européen se réunit pour la première fois à Francfort.

**28 novembre** : Les Norvégiens refusent par référendum de rejoindre l'UE par 52,2 % de votes négatifs.

**29 novembre** : Le Parlement européen, le Conseil et la Commission adoptent les perspectives financières 1995-1999 en vue de l'élargissement.

**30 novembre** : Le Conseil adopte, pour la première fois, une action commune dans le domaine de la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures.

**6 décembre** : Le Conseil adopte le programme d'action communautaire en matière de formation professionnelle Leonardo da Vinci.

**9-10 décembre** : Le Conseil européen, réuni à Essen, en Allemagne, définit les lignes d'action pour le développement de la stratégie du livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'emploi, notamment en matière de lutte contre le chômage et de mise en œuvre des réseaux transeuropéens ; il arrête également une stratégie globale visant à rapprocher les pays associés d'Europe centrale et orientale de l'Union européenne et réaffirme sa volonté d'établir un partenariat euro-méditerranéen.

**15-16 décembre** : Le Conseil adopte des conclusions sur la stratégie communautaire de réduction des émissions de CO<sup>2</sup>, ainsi que sur l'environnement et les transports. Il adopte également un règlement

sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone et une directive sur l'incinération des déchets dangereux.

**17 décembre** : Le traité sur la charte européenne de l'énergie est signé à Lisbonne.

## 1995

**1er janvier** : La France prend la présidence du Conseil de l'Union européenne. Admission de l'Autriche, la Finlande et la Suède à l'Union européenne.

**23 janvier** : À la suite du vote d'approbation du Parlement européen, le 18 janvier, les représentants des gouvernements des États membres nomment le président et les membres de la Commission européenne pour un mandat de cinq ans. Le Luxembourgeois Jacques Santer devient président de la Commission européenne en succédant à Jacques Delors.

**25 janvier** : La Commission adopte la deuxième partie de son livre vert sur la libéralisation de l'infrastructure des télécommunications et des réseaux de télévision câblée.

**1er février** : Les accords européens d'association entre l'Union européenne et la Bulgarie, la Roumanie, la Slovaquie et la République tchèque entrent en vigueur.

**25-26 février** : Une conférence ministérielle du G7 sur la société de l'information se tient à Bruxelles. Europa, le site web de l'Union européenne, est lancé à cette occasion.

**6 mars** : Signature d'un accord d'Union douanière avec la Turquie.

**8 mars** : La Cour des comptes publie le rapport spécial sur l'instrument financier de cohésion.

**14 mars** : Le Parlement européen et le Conseil adoptent le programme d'action en matière d'éducation Socrates.

**20-21 mars** : Le pacte de stabilité pour l'Europe centrale et orientale est signé et adopté à Paris, par les cinquante deux membres de l'OSCE.

**26 mars** : Entrée en vigueur des accords de Schengen dans sept pays (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal).

**4 avril** : La Commission adopte un livre vert sur le rôle de l'Union en matière de tourisme.

**8 avril** : Adoption par le Conseil des ministres des finances de Versailles du Livre Vert sur la monnaie unique.

**9 avril** : Le Liechtenstein ratifie par référendum son adhésion à l'Espace économique européen.

**10 avril** : Le Conseil adopte un rapport sur le fonctionnement du traité sur l'Union européenne en vue de la conférence intergouvernementale de 1996.

**28 avril** : L'Autriche signe l'accord de Schengen.

**1er mai** : Le Liechtenstein adhère à l'Espace économique européen.

**3 mai** : La Commission approuve le programme INFO 2000, visant à stimuler le développement d'une industrie européenne du contenu multimédia dans la nouvelle société de l'information.

**3-10 mai** : La Commission adopte le livre blanc sur la préparation des pays associés d'Europe centrale et orientale en vue de leur intégration dans le marché intérieur de l'Union européenne.

**11 mai** : Le traité de non-prolifération nucléaire, objet d'une action commune au titre de la politique étrangère et de sécurité commune, est prorogé pour une « durée indéfinie ».

**31 mai** : La Commission adopte le livre vert sur les aspects pratiques de l'introduction de la monnaie unique.

**12 juin** : Signature d'accords européens d'association avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

**15 juin** : Accord d'association entre l'Union européenne et la Slovénie

**22 juin** : La Roumanie présente sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**27 juin** : La Slovaquie présente sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**26-27 juin** : Le Conseil européen, réuni à Cannes, en France, parvient à un accord global sur les financements extérieurs, comprenant les modalités de financement du huitième Fonds européen de développement (FED) pour les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Il confirme aussi le passage à la monnaie unique le 1er janvier 1999.

**29 juin** : La France reporte l'application des accords de Schengen en maintenant des contrôles aux frontières, compte tenu d'une vague de terrorisme.

**1er juillet** : L'Espagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**12 juillet** : Le Parlement européen nomme M. Jacob Söderman, de nationalité finlandaise, médiateur de l'Union européenne.

**17 juillet** : Signature de l'accord intérimaire Union européenne-Russie, de l'accord euro-méditerranéen avec la Tunisie et de l'accord de coopération Union européenne-Viêt Nam.

**19 juillet** : La Commission adopte le livre vert consacré au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information, ainsi que le livre vert sur la protection juridique de la propriété intellectuelle.

**26 juillet** : Signature de la convention Europol (lutte contre le trafic de drogue, les filières d'immigration, et plus tard, le terrorisme).

**13 septembre** : Les États membres arrêtent la liste des pays tiers dont les ressortissants doivent se munir d'un visa pour entrer dans l'Union européenne.

**13 octobre** : La Lettonie présente officiellement sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**7 novembre** : Signature du nouvel accord Euratom-États-Unis sur l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

**16 novembre** : Accord d'association entre l'Union européenne et le Maroc

**20 novembre** : Signature d'un accord de coopération avec le Népal. Signature d'un accord d'association euro-méditerranéen avec Israël.

**24 novembre** : L'Estonie présente officiellement sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**27-28 novembre** : Conférence Euro-méditerranée à Barcelone pour un projet de partenariat global entre les deux rives de la Méditerranée dans le cadre du dialogue euro-arabe.

**29 novembre** : La Commission adopte le livre vert sur le réseau des citoyens (transports urbains) et le livre blanc sur l'éducation et la formation.

**8 décembre** : La Lituanie présente officiellement sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**10 décembre** : Vote par dix États de l'Union européenne de la résolution 50/70 de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant la reprise des essais nucléaires français dans le pacifique.

**13 décembre** : La Commission adopte le Livre blanc sur « Une politique de l'énergie pour l'Union européenne ».

**14 décembre** : Signature à Paris de l'accord de Dayton, relatif à la paix en ex-Yougoslavie. La Bulgarie présente officiellement sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**15-16 décembre** : Le Conseil européen, réuni à Madrid, en Espagne, fixe le début de la conférence intergouvernementale au 29 mars 1996 et confirme l'introduction de la monnaie unique («euro») pour le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**20-21 décembre** : La Commission européenne et la Banque mondiale organisent, à Bruxelles, une réunion des pays et organisations donateurs pour la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine.

## 1996

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Italie prend la présidence du Conseil de l'Union européenne. L'Union douanière entre l'UE et la Turquie entre en vigueur.

**17 janvier** : La République tchèque présente sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**26 février** : Un accord euro-méditerranéen d'association est signé avec le Maroc.

**1<sup>er</sup>-2 mars** : Premier sommet Union européenne - Asie se tient à Bangkok, en Thaïlande et mise en œuvre d'un partenariat entre les deux zones.

**5 mars** : La Cour européenne rend son arrêt dans l'affaire Brasserie du pêcheur et Factortame. Elle indique les cas dans lesquels un État membre doit être tenu responsable pour des dommages causés aux particuliers par des violations du droit communautaire qui lui sont imputables.

**6 mars** : La Commission adopte un livre blanc sur la gestion du trafic aérien et un livre vert sur la protection juridique des services cryptés.

**20 mars** : Le ministre britannique de la santé annonce que la maladie dite de la « vache folle » (ESB) pourrait être transmissible à l'homme.

**27 mars** : La Commission adopte une décision relative à des mesures d'urgence en matière de protection contre l'ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) et interdit l'exportation de viande bovine et de produits d'origine bovine provenant du Royaume-Uni à destination de l'ensemble du monde.

**29 mars** : Ouverture de la conférence intergouvernementale en vue de la révision du traité sur l'Union européenne à Turin, en Italie. Le Conseil européen définit son programme.

**1-2 avril** : Une conférence du G7 sur l'emploi se tient à Lille.

**19-20 avril** : Le sommet G7+1 sur la sûreté et la sécurité nucléaire se réunit à Moscou.

**22 avril** : L'Union européenne signe des accords de partenariat et de coopération avec la Géorgie, L'Arménie et l'Azerbaïdjan.

**8 mai** : La Commission adopte un livre vert sur les communications commerciales dans le marché intérieur.

**13 mai** : Le Conseil approuve un plan d'action de l'Union européenne pour la Russie.

**22 mai** : La Commission adopte un livre vert sur les services financiers.

**1<sup>er</sup> juin** : Entrée en vigueur des accords de coopération avec le Viêt-Nam et le Népal.

**3 juin** : Mention du principe d'une « identité européenne de défense » dans le cadre des accords de Berlin sur la réforme des structures de l'OTAN.

**10 juin** : La Slovénie présente sa demande officielle d'adhésion à l'Union européenne.

**14-15 juin** : Une conférence tripartite sur la croissance et l'emploi, impliquant les institutions communautaires, les États membres et les partenaires sociaux, se tient à Rome, en Italie.

**21 juin** : Signature d'accords de coopération avec l'Ouzbékistan et le Chili.

**21-22 juin** : Le Conseil européen de Florence précise les objectifs et le calendrier de la Conférence intergouvernementale (CIG), donne son accord sur le cadre d'action présenté par la Commission en ce qui concerne l'éradication de l'ESB, et règle la question de la compétence de la Cour de justice pour l'interprétation de la Convention Européenne.

**25 juin** : Le Conseil adopte le nouveau règlement TACIS relatif à l'assistance aux nouveaux États indépendants et à la Mongolie pour la période 1996-1999.

**27-29 juin** : Le sommet du G7 se tient à Lyon, en France. Trois documents sont adoptés : une déclaration sur le terrorisme, un communiqué économique intitulé « Réussir la mondialisation au bénéfice de tous », et une déclaration du président intitulée " Pour plus de sécurité et de stabilité dans un monde plus solidaire ".

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Irlande prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**24 juillet** : La Commission adopte un Livre vert intitulé " Vivre et travailler dans la société de l'information : priorité à la dimension humaine ".

**25 juillet** : Le Conseil adopte un règlement relatif à la reconstruction dans les États issus de l'ex-Yougoslavie.

**30 juillet** : La Commission adopte un livre blanc sur une stratégie pour revitaliser les chemins de fer communautaires

**25 septembre** : Les 15 États membres de l'Union européenne signent la convention sur l'extradition ainsi que le protocole sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne et le Conseil adopte les actes correspondants.

**1<sup>er</sup> octobre** : Le Conseil décide une action commune sur l'interdiction totale des mines antipersonnel.

**2 octobre** : La Commission adopte un Livre vert intitulé " Éducation, formation, recherche : les obstacles à la mobilité transnationale ".

**5 octobre** : Un Conseil européen spécial se tient à Dublin, en Irlande. Les chefs d'États ou de gouvernements confirment le calendrier de la Conférence intergouvernementale (CIG).

**14 octobre** : Le mark finlandais rejoint les monnaies participant au mécanisme de change du SME.

**28 octobre** : L'Union européenne et la République de Corée signent un accord de coopération. Un représentant de l'Union européenne au Moyen-Orient est nommé pour coordonner l'action des Quinze dans le processus de paix israélo-arabe.

**4 novembre** : La Commission adopte un livre vert sur la politique de la lutte contre le bruit.

**7-9 novembre** : Une conférence européenne sur le développement rural se tient à Cork, en Irlande.

**19 novembre** : Manifestation de cheminots européens à Bruxelles contre la réglementation proposée dans le Livre blanc de la commission sur « la croissance, la compétitivité et l'emploi » (élaboré par Jacques Delors et approuvé en décembre 1993).

**20 novembre** : La Commission adopte des livres verts sur les points suivants. Relations entre l'Union européenne et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (États ACP). La politique de numérotation dans le domaine des télécommunications. Une stratégie communautaire de développement des énergies renouvelables.

**27 novembre** : La Commission adopte un Livre vert intitulé " Les marchés publics dans l'Union européenne - Pistes de réflexion pour l'avenir ".

**4-5 décembre** : La conférence de Londres sur la mise en oeuvre des accords de paix en ex-Yougoslavie adopte un plan de consolidation de la paix.

**10 décembre** : L'accord intérimaire euro-méditerranéen avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) est paraphé.

**13-14 décembre** : Un Conseil européen, à Dublin, parvient à un accord sur l'ensemble des éléments nécessaires à la mise en place de la monnaie unique (cadre juridique de l'euro, pacte de stabilité, nouveau mécanisme de change), adopte la déclaration de Dublin sur l'emploi et confirme le calendrier de la Conférence intergouvernementale (CIG).

**16 décembre** : Le sommet transatlantique avec les États-Unis se déroule à Washington.

**19 décembre** : Le Danemark, la Finlande et la Suède signent l'accord de Schengen.

## 1997

**1<sup>er</sup> janvier** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**22 janvier** : La Commission adopte un livre vert sur la politique de concurrence communautaire et les restrictions verticales.

**19 février** : Le Parlement adopte une résolution sur les conclusions de la commission temporaire d'enquête sur l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

**24 février** : La Communauté européenne et l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) signent une déclaration conjointe instaurant un dialogue politique régulier et un accord d'association euro-méditerranéen intérimaire pour une période de cinq ans.

**16 avril** : La Commission adopte un Livre vert intitulé « Partenariat pour une nouvelle organisation du travail ».

**17 avril** : Égalité des droits des veufs et des veuves en matière de pension : la Cour de justice étend le principe de l'égalité de traitement des hommes et des femmes à l'octroi de pensions de survie au titre des régimes d'assurances contre la maladie professionnelle et les accidents du travail.

**24 avril** : Le Conseil des ministres ACP-UE adopte une décision approuvant le protocole régissant l'adhésion de l'Afrique du Sud à la Convention de Lomé.

**29 avril** : L'Union européenne signe des accords de coopération avec le Cambodge et le Laos.

**6 mai** : La Commission adopte son programme de travail en matière de lutte contre la fraude pour 1997-1998.

**12 mai** : La Cour des comptes publie le rapport spécial sur les aides humanitaires de l'Union européenne entre 1992 et 1995.

**26 mai** : Le Conseil établit une convention relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires.

**2 juin** : Le Conseil adopte un règlement portant création de l'Observatoire des phénomènes racistes et xénophobes. Le Conseil adopte une position commune définissant la stratégie de l'Union européenne à l'égard de l'Albanie.

**4 juin** : La Commission adopte un plan d'action en faveur du marché unique.

**10 juin** : La Commission adopte un livre vert sur les retraites complémentaires dans le marché unique.

**16-17 juin** : Le Conseil européen se réunit à Amsterdam et parvient à un consensus sur un projet de traité modifiant le traité de Maastricht. Il approuve différentes dispositions qui facilitent un passage sans heurt à la troisième phase de l'union économique et monétaire, adopte une résolution sur la croissance et l'emploi et ouvre la voie au lancement du processus d'élargissement.

**24 juin** : La Commission adopte un livre vert sur le système des brevets en Europe.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**16 juillet** : La Commission présente l'« Agenda 2000 - pour une Union plus forte et plus large », avec ses dix avis sur les demandes d'adhésion des pays d'Europe centrale.

**22 juillet** : Le Conseil extraordinaire de l'UEO adopte une déclaration sur le rôle de l'UEO et ses relations avec l'Union européenne et avec l'Alliance atlantique, à annexer à l'acte final du traité d'Amsterdam.

**23-24 juillet** : La troisième conférence des donateurs internationaux pour la reconstruction de la Bosnie-Herzégovine se tient à Bruxelles.

**20 octobre** : La Commission adopte son rapport final à la commission temporaire du Parlement européen chargée du suivi des recommandations concernant l'encéphalopathie spongiforme bovine.

**26 octobre** : L'Italie intègre l'espace Schengen.

**11 novembre** : La Cour de justice européenne décide qu'une loi nationale garantissant une priorité aux candidats féminins dans le service public, lorsque des candidats masculins et féminins également qualifiés cherchent à obtenir le poste en question, n'est pas incompatible avec le droit communautaire, pour autant que certaines conditions soient remplies (Arrêt Marschall contre Land de Rhénanie du Nord-Westphalie).

**21-22 novembre** : Un Conseil extraordinaire sur l'emploi se réunit à Luxembourg et donne son accord sur des lignes directrices pour les politiques de l'emploi des États membres.

**26 novembre** : La Commission adopte un livre blanc sur les sources d'énergie renouvelables.

**3 décembre** : La Commission adopte un livre vert sur la convergence dans les secteurs des communications, des médias et des technologies de l'information. Une convention internationale sur les mines terrestres antipersonnel est signée à Ottawa, au Canada.

**4 décembre** : Le Conseil donne son accord sur l'interdiction de la publicité pour le tabac.

**8 décembre** : L'Union européenne et le Mexique signent un accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération.

**12-13 décembre** : Conseil européen à Luxembourg : mise en place du « conseil de l'euro », organe de concertation réunissant les pays participants à la monnaie unique et décision d'engagement des négociations avec les États candidats suivants : Chypre, Pologne, Hongrie, République Tchèque, Estonie, Slovaquie.

## 1998

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Royaume-Uni prend la présidence du Conseil de l'Union européenne. Entrée en vigueur de l'accord de coopération avec l'ancienne république yougoslave de Macédoine.

**1<sup>er</sup> février** : Entrée en vigueur des accords européens conclus avec l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie.

**1<sup>er</sup> mars** : Entrée en vigueur de l'accord de partenariat et de coopération avec l'Ukraine et de l'accord euro-méditerranéen d'association entre la Communauté et la Tunisie.

**12 mars** : Première conférence européenne réunissant les ministres des affaires étrangères des Quinze ainsi que les pays candidats à l'adhésion (onze pays au total en l'absence de la Turquie).

**14 mars** : L'ancien Premier ministre espagnol Felipe Gonzalez est nommé médiateur de l'Union européenne au Kosovo.

**16 mars** : La drachme grecque entre dans le mécanisme de change du SME.

**25 mars** : La Commission adopte un rapport sur l'état de la convergence et recommande la participation de 11 États membres à l'euro pour le 1<sup>er</sup> janvier 1999.

**30 mars** : Réunion ministérielle ouvrant le processus d'adhésion à l'Union européenne des 10 pays candidats d'Europe centrale et orientale et de Chypre.

**2 avril** : La Cour de justice européenne définit les conditions dans lesquelles des personnes physiques ou les associations qui les représentent ont qualité pour demander l'annulation d'une décision prise par la Commission (Arrêt Greenpeace).

**3-4 avril** : Le deuxième sommet Europe-Asie se tient à Londres.

**18-19 avril** : Réunion à Bruxelles de trois cents représentants européens des mouvements de lutte contre le chômage et l'exclusion.

**28 avril** : La Cour de justice européenne dit pour droit que les ressortissants communautaires peuvent se faire soigner dans un autre État membre et être remboursés selon les tarifs de l'état d'affiliation (Arrêts Kohll contre Union des Caisses de Maladie et Decker contre Caisse de Maladie des Employés privés).

**1<sup>er</sup> mai** : Entrée en vigueur de l'accord-cadre de coopération entre la Communauté européenne et les pays signataires de l'accord de Carthagène.

**3 mai** : Un Conseil extraordinaire décide que 11 États membres remplissent les conditions nécessaires pour l'adoption de la monnaie unique au 1<sup>er</sup> janvier 1999. À la suite de cette décision, le Conseil adopte deux règlements sur les spécifications techniques des pièces libellées en euros et sur l'introduction de l'euro, les ministres et les gouverneurs des banques centrales des États membres adoptant la monnaie unique. La Commission et l'Institut monétaire européen précisent les conditions de la fixation des taux de conversion irrévocables de l'euro.

**12 mai** : La Cour européenne de justice arrête que chaque ressortissant d'un État membre peut se baser sur sa citoyenneté européenne pour se protéger contre une discrimination en raison de sa nationalité par un autre État membre (Arrêt de la Cour dans l'affaire Martínez Sala contre le Land de Bavière).

**15-17 mai** : Le sommet du G8 se tient à Birmingham, au Royaume-Uni.

**25 mai** : Le Conseil adopte une position commune sur les droits de l'homme, les principes démocratiques, l'État de droit et la bonne gestion des affaires publiques en Afrique.

**26 mai** : Les gouvernements des États membres adoptant la monnaie unique nomment, d'un commun accord, le président, le vice-président et les membres du directoire de la Banque centrale européenne.

**1<sup>er</sup> juin** : Établissement de la Banque centrale européenne. L'accord portant révision à mi-parcours de la quatrième Convention de Lomé, contenant le nouveau protocole financier et le protocole régissant l'adhésion de l'Afrique du Sud à cette convention, entre en vigueur.

**4 juin** : Première réunion du conseil de l'Euro (groupe Euro 11) avec les ministres des finances des onze pays adoptant l'euro.

**15-16 juin** : Le Conseil européen se réunit à Cardiff, au Royaume-Uni. Il énonce les éléments essentiels de la stratégie de l'Union européenne pour poursuivre les réformes économiques afin de promouvoir la croissance, la prospérité, l'emploi et l'insertion sociale, recense les moyens concrets qui permettront de rendre l'Union plus proche de ses citoyens, définit les orientations et un calendrier pour les négociations à venir sur l'Agenda 2000.

**18 juin** : La Cour des comptes publie le rapport spécial concernant la mise en œuvre, par la Commission, de la politique de l'Union européenne en matière de pollution des eaux.

**30 juin** : La Cour européenne de justice arrête que licencier une femme enceinte au cours de sa grossesse est contraire au droit communautaire (Arrêt Mary Brown).

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Autriche prend la présidence du Conseil de l'Union européenne. Entrée en vigueur de l'accord intérimaire sur le commerce et les mesures d'accompagnement entre la Communauté européenne et le Mexique, de l'accord de partenariat et de coopération avec la Moldavie, et de l'accord de coopération entre l'Union européenne et le Yémen.

**22 juillet** : La Commission adopte un livre blanc concernant une approche communautaire de la tarification en matière d'infrastructures de transport ainsi qu'une communication relative à la lutte contre la contrefaçon de l'euro. La Cour des comptes publie le rapport spécial relatif aux services de la Commission chargés de la lutte contre la fraude.

**1<sup>er</sup> octobre** : Entrée en vigueur de la Convention Europol.

**15 octobre** : La Commission adopte un livre vert sur la lutte contre la contrefaçon et la piraterie dans le marché intérieur.

**10 novembre** : Réunion au niveau ministériel des conférences d'adhésion avec Chypre, la Pologne, l'Estonie, la République tchèque, la Hongrie et la Slovaquie.

**16 novembre** : La Cour des comptes publie le rapport spécial relatif à l'évaluation des interventions des Fonds structurels concernant les périodes 1989-1993 et 1994-1999.

**23 novembre** : Le conseil des ministres de l'agriculture européens lève l'embargo sur les exportations britanniques de boeuf. Quatre pays s'abstiennent dont la France.

**3, 4 décembre** : Sommet franco-britannique à Saint Malo sur les questions de défense.

**9 décembre** : La Commission adopte un livre vert sur la politique en matière de fréquences.

La Cour des comptes publie le rapport spécial relatif au financement communautaire de certaines mesures prises à la suite de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).

**11-12 décembre** : Le Conseil européen, à Vienne, adopte les lignes directrices pour l'emploi pour 1999, décide de renforcer le processus de convergence des politiques de l'emploi dans la perspective d'un pacte européen pour l'emploi, approuve le plan d'action concernant l'établissement d'un espace de liberté, de sécurité et de justice.

**31 décembre** : Le Conseil adopte les taux de conversion fixes et irrévocables entre les monnaies nationales des 11 États membres participants et l'euro (par exemple un euro égal 6,55957 Francs).

## 1999

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Allemagne prend la présidence du Conseil de l'Union européenne. Lancement officiel de l'euro. L'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne adoptent l'euro comme monnaie officielle.



**12 janvier** : Jacques Santer, président de la Commission européenne, sollicite la confiance du Parlement.

**19 janvier** : La Cour de justice européenne déclare l'expulsion à vie du territoire d'un État membre non conforme au droit communautaire.

**20 janvier** : La Commission adopte un livre vert sur l'information émanant du secteur public dans la société de l'information.

**27 janvier** : La Commission adopte un livre blanc sur le commerce.

**1<sup>er</sup> février** : Entrée en vigueur de l'accord entre les Communautés européennes et la Slovénie et de l'accord-cadre de coopération avec le Chili.

**11 mars** : La Commission européenne publie un code de conduite des membres de la Commission et un code de conduite des relations entre les membres de la Commission et leurs services.

**15 mars** : Démission collective de la Commission à la suite du rapport du comité d'experts indépendants sur les allégations de fraude, de mauvaise gestion et de népotisme à la Commission.

**24-25 mars** : Un Conseil européen extraordinaire se réunit à Berlin. Il parvient à un accord global sur l'Agenda 2000 et demande à M. Prodi d'accepter la présidence de la prochaine Commission européenne. Il adopte deux déclarations sur le Kosovo, ainsi que des déclarations sur le processus de paix au Moyen-Orient et sur l'élargissement, et approuve la conclusion de l'accord de commerce et de coopération avec l'Afrique du Sud.

**15-16 avril** : La troisième conférence euro-méditerranéenne se tient à Stuttgart, en Allemagne. La Libye y participe pour la première fois en tant qu'invité spécial de la présidence. Les ministres conviennent de donner une nouvelle impulsion à leur partenariat dans chacun des trois volets (politique de sécurité ; économique et financier ; social, culturel et humain), en améliorant en particulier la coopération intra-régionale et sous-régionale et la participation des acteurs non gouvernementaux aux actions menées.

**23 avril** : Le Conseil adopte une position commune et un règlement relatif à un embargo sur les ventes et les fournitures de pétrole et de certains produits pétroliers à la République fédérale de Yougoslavie.

**26 avril** : Le Conseil adopte une action commune concernant le soutien à l'accueil et au rapatriement des réfugiés, des personnes déplacées et des demandeurs d'asile, y compris les personnes ayant fui le Kosovo.

**28 avril** : La Commission adopte un livre blanc sur la modernisation des règles d'application des articles 85 et 86 du traité CE (politique de la concurrence).

**1<sup>er</sup> mai** : Le Traité d'Amsterdam entre en vigueur.

**5 mai** : Le Parlement approuve la nomination de M. Prodi en tant que président de la Commission.

**28 mai** : Le président de la Cour de justice européenne présente au Conseil des ministres de la justice des propositions et réflexions concernant l'avenir du système juridictionnel de l'Union européenne.

**3-4 juin** : Le Conseil européen se réunit à Cologne, en Allemagne. Il adopte la première stratégie commune de l'Union européenne, qui concerne la Russie, ainsi que des déclarations sur le Kosovo et sur le renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune, et désigne M. Javier Solana Madariaga Haut représentant pour la PESC et secrétaire général du Conseil. Il adopte également le Pacte européen pour l'Emploi et décide l'élaboration d'une charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

**10, 11 et 13 juin** : Cinquième élection des membres du Parlement européen.

**17 juin** : Un sommet Union européenne-Canada se tient à Bonn, en Allemagne.

**18 juin** : Création de l'Office européen de lutte anti-fraude

**18-20 juin** : Le sommet annuel du G8 se tient à Cologne, en Allemagne. Les chefs d'États et de gouvernements définissent des priorités pour faire face aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle, en particulier à celui de la mondialisation.

**20 juin** : Le huitième sommet Union européenne - Japon se tient à Bonn, en Allemagne. Le Japon et l'Union européenne soulignent leur volonté de renforcer leurs relations, notamment en élaborant des projets communs dans la sphère politique, en coopérant dans le cadre de la préparation du prochain cycle de négociations commerciales multilatérales et en concluant un accord bilatéral de reconnaissance mutuelle.

**21 juin** : Le sommet Union européenne - États-Unis se tient à Bonn, en Allemagne. L'UE et les États-Unis s'engagent, dans une déclaration commune, à renforcer leur partenariat dans le cadre du nouvel agenda transatlantique. Ils soulignent l'importance de la mise en place progressive d'une politique

européenne commune en matière de sécurité et de défense. Une partie importante des travaux porte également sur le Kosovo et l'Europe du Sud-Est.

**28-29 juin** : La déclaration de Rio est adoptée à l'issue du premier sommet des chefs d'États ou de gouvernements de l'Union européenne, des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Elle souligne l'importance du développement de partenariats stratégiques entre les deux régions et fixe 55 priorités d'action. Les priorités politiques prévoient une coopération dans les forums internationaux, la lutte contre la criminalité organisée, la corruption, la drogue et le terrorisme, la prévention des catastrophes et la promotion d'un développement durable.

**1<sup>er</sup> Juillet** : La Finlande prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**9 juillet** : La Commission adopte des décisions concernant les mesures de protection contre la contamination par la dioxine de certains produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ou animale, ainsi que des décisions autorisant l'octroi d'aides à des exploitations ou entreprises touchées par la crise de la dioxine en Belgique.

**19 juillet** : Conformément aux conclusions du Conseil européen de Vienne, une réunion des ministres des affaires étrangères des 15 États membres de l'Union européenne, des 10 pays candidats d'Europe centrale et orientale, de Chypre, de Malte et de la Suisse (la Turquie n'a pas souhaité participer) se tient à Bruxelles. La réunion est axée sur la lutte contre le crime organisé transnational et la situation dans les Balkans occidentaux.

**20 juillet** : Le nouveau Parlement européen élit Mme Fontaine à sa présidence.

**23 juillet** : La Commission adopte une décision fixant au 1<sup>er</sup> août la date à partir de laquelle peut commencer l'exportation de produits bovins en provenance du Royaume-Uni.

**28 juillet** : La Commission adopte un livre vert sur la responsabilité civile des produits défectueux.

**15 septembre** : Le Parlement européen vote l'investiture de la nouvelle Commission européenne présidée par Romano Prodi.

**29 septembre-1<sup>er</sup> octobre** : Une conférence internationale Union européenne-États-Unis consacrée à la pédopornographie sur Internet se tient à Vienne.

**11-14 octobre** : La 29<sup>e</sup> session de l'assemblée paritaire ACP-UE se tient à Nassau, au Bahamas.

**15-16 octobre** : Un Conseil européen spécial se réunit à Tampere, en Finlande. Il donne son accord sur un certain nombre d'orientations et de priorités politiques concernant, en particulier, le droit d'asile, l'immigration, l'accès à la justice et la lutte contre la criminalité. Il prend des décisions concernant les modalités d'élaboration du projet de charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

**18-19 octobre** : Une session spéciale du Conseil de l'UEO, consacrée aux défis que doit relever l'Europe après le Conseil de Cologne en matière de sécurité et de défense, se tient à Luxembourg.

**19 octobre** : Le Conseil de l'Union européenne publie le premier rapport annuel sur les droits de l'homme.

**22 octobre** : Un sommet Union européenne - Russie se tient à Helsinki, en Finlande. Le conflit en Tchétchénie prend une place importante dans les discussions.

**26 octobre** : La Cour de justice dit pour droit que les décisions nationales relatives à l'organisation et à la gestion des forces armées doivent, d'une manière générale, respecter le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes.

**28 octobre** : Pour la première fois, le Tribunal européen de première instance statue en formation de « juge unique ».

**26 novembre** : Rapport de la Commission sur l'exposition à la dioxine et la santé.

**9 décembre** : La Commission européenne se prononce sur un programme d'assistance communautaire au processus de stabilisation et d'association dans les Balkans occidentaux (Programme CARA).

**10-11 décembre** : Le Conseil européen se tient à Helsinki, en Finlande. Il décide d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie, la Bulgarie et Malte, et de reconnaître la Turquie comme pays candidat. Il décide de convoquer, en février 2000, une conférence intergouvernementale de révision des traités.

**16 décembre** : Un sommet Union européenne-Canada se tient à Ottawa, au Canada. Les deux parties adoptent des déclarations conjointes sur le commerce électronique et la société de l'information, sur la coopération nordique, et sur les armes légères et de petit calibre.

**17 décembre** : Un sommet Union européenne-États-Unis se tient à Washington. Les deux parties adoptent des déclarations communes sur l'Europe du sud-est, sur la Tchétchénie, sur la dimension septentrionale de l'Europe, sur les armes légères et sur l'organisation mondiale du commerce. Les

parties conviennent également de renforcer leur coopération en matière de justice et d'affaires intérieures et en matière de biotechnologie.

**21 décembre** : Un sommet Union européenne-Chine se tient à Pékin, en Chine. Les discussions portent essentiellement sur le processus de réforme en Chine, la situation des droits de l'homme, les relations économiques et commerciales, et surtout sur l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

## 2000

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Portugal prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**11 janvier** : La Cour de justice des Communautés européennes déclare que la loi allemande qui exclut les femmes d'un emploi dans les forces armées, sauf dans les services de santé et dans les formations de musique militaire, est contraire au droit communautaire sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes (Arrêt Kreil).

**12 janvier** : Adoption par la Commission d'un livre blanc sur la sécurité alimentaire.

**15 janvier** : Séance inaugurale des conférences ministérielles intergouvernementales, à Bruxelles, Belgique, ouvrant les négociations d'adhésion avec Malte, la Roumanie, la Slovaquie, la Lettonie, la Lituanie et la Bulgarie.

**18 janvier** : Dans la perspective du livre blanc sur la réforme qu'elle doit publier avant mars, la Commission adopte un document consultatif sur le plan d'action à mettre en œuvre.

**2-3 février** : Ouverture à Bruxelles de la quatrième conférence ministérielle sur les négociations entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) en vue d'un nouvel accord de partenariat pour le développement. L'Union et les pays de l'ACP s'accordent sur le plan d'action qui succédera à la quatrième convention de Lomé venant à échéance en février.

**9 février** : Adoption par la Commission d'un livre vert sur l'assistance judiciaire en matière de droit civil.

**14 février** : Ouverture à Bruxelles de la conférence intergouvernementale sur la réforme institutionnelle.

**1 mars** : La Commission adopte un livre blanc relatif à sa réforme.

**8 mars** : La Commission adopte un livre vert sur l'établissement dans l'Union européenne d'un système d'échange de droits d'émission des gaz à effet de serre.

**23-24 mars** : Réunion d'un Conseil européen spécial à Lisbonne, Portugal, pour définir une nouvelle stratégie de l'Union visant à renforcer l'emploi, la réforme économique et la cohésion sociale dans une économie fondée sur la connaissance.

**27 mars** : Le Conseil « Justice et affaires intérieures » adopte un Programme d'action sur le crime organisé.

**3-4 avril** : Un sommet Afrique-Europe se tient au Caire, Egypte, sous l'égide de l'Organisation de l'Unité Africaine et de l'Union européenne.

**7 avril** : La Cour des comptes publie le rapport spécial sur les mesures d'aides à l'emploi des jeunes relevant du Fonds social européen et du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (section orientation).

**10 avril** : Réunion du Conseil de coopération entre l'Union européenne et la Russie.

**18-19 avril** : La neuvième réunion entre le Président du Parlement européen et les Présidents des Parlements des pays candidats à l'Union européenne se tient à Ljubljana, Slovénie.

**3 mai** : La Commission propose que la Grèce devienne le douzième membre de la zone Euro.

**8 juin** : Le Parlement et le Conseil adoptent une décision proclamant l'année 2001 Année européenne des langues.

**19-20 juin** : Le Conseil européen se réunit à Santa Maria da Feira (Portugal). Il approuve les grandes orientations de politique économique des États membres et de l'Union pour l'exercice 2000 et adopte une stratégie commune à l'égard de la région méditerranéenne. Il avalise l'entrée de la Grèce dans la zone euro.

**23 juin** : Signature à Cotonou, Bénin, d'une convention entre la Communauté et les États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), en vue de remplacer les conventions de Lomé.

**28 juin** : Le premier sommet Union européenne-Inde se tient à Lisbonne, Portugal.

**1<sup>er</sup> juillet** : La France prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**19 juillet** : Le neuvième Sommet UE-Japon se tient à Tokyo, Japon. Les discussions portent essentiellement sur le renforcement de l'ensemble des relations entre l'UE et le Japon, y compris les relations économiques et commerciales, la coopération entre l'UE et le Japon dans les enceintes internationales, y compris le Sommet du G8, les Nations unies et l'ASEM, et la situation internationale, y compris la péninsule coréenne, le processus de paix au Moyen-Orient, la crise au Kosovo et en Europe du Sud-Est.

**21-23 juillet** : Un Sommet du G8 se tient à Okinawa, Japon.

**26 juillet** : La Commission européenne adopte un livre vert sur les problèmes environnementaux liés au polychlorure de vinyle (PVC).

**10 août** : La Cour des comptes publie le rapport spécial relatif à la gestion par la Commission du soutien apporté par l'Union européenne au développement des droits de l'Homme et de la démocratie dans les pays tiers.

**8 septembre** : Les Nations unies tiennent un Sommet du millénaire à New York (États-Unis). **8-10 septembre** : Un sommet ECOFIN informel se tient à Versailles (France). Les ministres européens de l'économie et des finances discutent des cours actuels du pétrole et exhortent l'OPEC à prendre des mesures, afin que l'approvisionnement des marchés réponde mieux à la situation économique mondiale.

**15 septembre** : Un sommet Ukraine/UE est organisé à Paris (France). Les discussions portent sur l'évolution récente de la situation en Ukraine et au sein de l'Union européenne, sur le degré de mise en œuvre de l'Accord de partenariat et de coopération (APC), sur la coopération en matière de justice et d'affaires intérieures et sur les divers aspects du protocole d'accord concernant la fermeture définitive de Tchernobyl.

**19 septembre** : La septième réunion du Conseil d'association entre l'Union européenne et la Hongrie et la sixième réunion du Conseil d'association entre l'Union européenne et la République tchèque se tiennent à Bruxelles.

**22 septembre** : La Banque centrale européenne, la Réserve fédérale américaine et la Banque du Japon décident d'intervenir pour soutenir l'euro.

**28 septembre** : Au Danemark, un référendum rejette l'adhésion à la monnaie unique.

**20-21 octobre** : Le troisième sommet Asie-Europe se tient à Séoul, Corée. Les discussions portent sur les événements survenus dans les deux régions, le développement du dialogue politique, le renforcement de la coopération économique et financière ainsi que la promotion de la coopération dans d'autres domaines et en vue de faire progresser le processus Asie-Europe.

**30 octobre** : Un sommet entre l'Union européenne et la Russie se tient à Paris, France.

**8 novembre** : La Commission remet au Conseil le rapport d'ensemble sur l'élargissement, constitué de rapports sur l'état de préparation des pays candidats et d'une proposition de «partenariat pour l'adhésion» identifiant les problèmes clés auxquels la Turquie doit s'attaquer avant l'ouverture de négociations d'adhésion.

**15-16 novembre** : La quatrième conférence euro-méditerranéenne a lieu à Marseille. Les ministres des affaires étrangères examinent la contribution de l'Union européenne au partenariat pour la stabilité dans la région méditerranéenne, diverses questions économiques, commerciales, sociales, culturelles et humaines et la coopération financière.

**23-24 novembre** : Un Sommet Union européenne-Balkans se tient à Zagreb, Croatie.

**29 novembre** : La Commission adopte un livre vert sur la sécurité d'approvisionnement énergétique de l'Union.

**1<sup>er</sup> décembre** : La Commission européenne publie un livre vert sur une stratégie européenne pour la sécurité d'approvisionnement énergétique.

**7 décembre** : En marge du Conseil européen de Nice, les présidents du Parlement européen, du Conseil européen et de la Commission proclament solennellement la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

**7-9 décembre** : Un Conseil européen, à Nice, réaffirme que la Charte des droits fondamentaux, proclamée conjointement par le Conseil de l'Union européenne, le Parlement européen et la Commission, doit bénéficier d'une diffusion aussi large que possible parmi les citoyens de l'Union. Il accueille avec satisfaction l'accélération des négociations d'adhésion avec les pays candidats et salue les efforts consentis par ces pays pour créer les conditions d'adoption, de mise en œuvre et d'application pratique de l'acquis ; il se réjouit des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la

stratégie de préadhésion pour la Turquie. Le Conseil examine aussi la politique européenne de sécurité et de défense. La conférence intergouvernementale se termine par un accord politique sur le traité de Nice.

## 2001

**1<sup>er</sup> janvier** : La Suède prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**2 janvier** : La Grèce devient le 12<sup>e</sup> membre de la zone euro.

**13 février** : La Commission adopte un livre blanc relatif à une stratégie future en matière de produits chimiques.

**26 février** : Le nouveau traité de Nice, modifiant le traité sur l'Union européenne et les traités établissant les Communautés européennes, est signé.

**20 mars** : Adoption par la Commission d'un livre vert sur la politique commune de la pêche après 2002.

**23-24 mars** : Le Conseil européen se réunit à Stockholm, Suède. Il définit des directives stratégiques en vue de parvenir à une croissance soutenue et à un climat de stabilité macroéconomique et d'atteindre les objectifs en matière de taux d'emploi.

**17 mai** : Un sommet Union européenne-Russie se tient à Moscou.

**7 juin** : Un référendum a lieu en Irlande. La population vote contre le traité de Nice.

**14 juin** : Un sommet Union européenne-États-Unis se tient à Göteborg, Suède.

**15-16 juin** : Le Conseil européen se tient à Göteborg, en Suède. Il se met d'accord sur le cadre destiné à mener les négociations sur l'élargissement à bonne fin, adopte une stratégie de développement durable et approuve les grandes orientations des politiques économiques, ainsi que les grands principes destinés à assurer la viabilité à long terme des régimes de retraite.

**21 juin** : Un sommet Union européenne-Canada se tient à Stockholm, Suède.

**25 juin** : Un accord euro-méditerranéen d'association est signé avec l'Égypte.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Belgique prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**18 juillet** : Adoption par la Commission d'un Livre vert intitulé «Promouvoir un cadre européen pour la responsabilité sociale des entreprises».

**20-22 juillet** : Un sommet du G7/G8 se tient à Gênes, Italie. Les thèmes abordés par les participants sont la santé, le commerce international, la lutte contre la pauvreté, le développement, la dette, l'environnement, la sécurité alimentaire, les Balkans et le Proche-Orient.

**25 juillet** : Adoption par la Commission d'un livre blanc sur la gouvernance européenne.

**5 septembre** : Un sommet Union européenne-Chine se tient à Bruxelles.

**12 septembre** : Adoption par la Commission d'un livre blanc sur la politique européenne des transports.

**21 septembre** : Réunion d'un Conseil européen extraordinaire à Bruxelles afin d'analyser la situation internationale suite aux attentats terroristes du 11 septembre à New York et Washington, États-Unis, et de donner les impulsions nécessaires aux actions de l'Union européenne.

**28 septembre** : Adoption par la Commission d'un livre vert sur l'indemnisation des victimes de la criminalité.

**2 octobre** : Adoption par la Commission d'un livre vert sur la protection des consommateurs dans l'Union européenne.

**3 octobre** : Un sommet UE-Russie se tient à Bruxelles.

**19 octobre** : Réunion informelle des chefs d'États et de gouvernements à Gand, Belgique. Soutien sans réserve de l'action engagée contre le terrorisme dans le cadre défini par les Nations unies, et solidarité totale avec les États-Unis.

**29 octobre** : Signature de l'accord de stabilisation et d'association entre l'Union européenne et la Croatie.

**22 novembre** : Adoption par la Commission d'un livre blanc sur la jeunesse.

**23 novembre** : Un sommet UE-Inde se tient à New Delhi, Inde.

**24 novembre** : L'Union européenne signe un accord de coopération avec le Pakistan.

**5 décembre** : La Commission européenne adopte son programme de travail pour 2002.

**8 décembre** : Un sommet UE-Japon se tient à Bruxelles.

**11 décembre** : La Commission européenne adopte un livre vert sur la création d'un procureur européen pour assurer la protection pénale des intérêts financiers communautaires. La Commission européenne adopte un livre vert sur la réforme du règlement du Conseil 4064/89.

**12 décembre** : La Commission européenne adopte le rapport annuel 2001 sur les activités de recherche et de développement technologique de l'UE.

**14 décembre** : Les pays de la zone euro rendent disponibles des « kits euro ». Les citoyens peuvent dès lors acheter des pièces dans la perspective du passage à l'euro.

**14-15 décembre** : Le Conseil européen se réunit à Laeken, en Belgique. Il adopte une déclaration sur l'avenir de l'Union ouvrant la voie à la future grande réforme de l'Union et convoque une Convention afin de préparer la prochaine Conférence intergouvernementale. Il adopte une déclaration d'opérationnalité de la politique extérieure commune de sécurité et de défense.

**18 décembre** : Un sommet UE-Canada se tient à Ottawa, Canada.

## 2002

**1er janvier** : Mise en circulation des pièces et des billets en euros dans les douze Etats membres de la zone Euro

**15 janvier** : Election de M. Pat Cox, Président du Parlement européen

**28 février** : Séance inaugurale de la Convention sur l'avenir de l'Europe à Bruxelles

**26 mars** : Lancement du système européen de positionnement et de navigation par satellite (GALILEO)

**22 avril** : Signature d'un accord d'association entre l'Union européenne et l'Algérie à Valence (Espagne)

**23 avril** : La Commission européenne adopte une proposition pour lutter contre la cybercriminalité

**8 mai** : Sommet Union européenne-Canada à Toledo (Espagne)

**17-18 mai** : Sommet Union européenne-Amérique Latine et Caraïbes à Madrid (Espagne)

**18 mai** : Sommet Union européenne-Mexique à Madrid (Espagne)

**29 mai** : Sommet Union européenne-Russie à Moscou (Russie)

**31 mai** : L'Union européenne ratifie le protocole de Kyoto

**17 juin** : Signature d'un accord d'association entre l'Union européenne et le Liban à Luxembourg

**23 juillet** : Expiration du Traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier

**24 septembre** : Sommet Union européenne-Chine à Copenhague (Danemark) ; Sommet Union européenne-République de Corée à Copenhague (Danemark)

**26 septembre** : La première journée européenne des langues afin de promouvoir l'apprentissage des langues à travers l'Europe.

**9 octobre** : La Commission considère que les pays suivants seront prêts pour une adhésion à l'Union européenne dès 2004 : Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, La Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie. Elle recommande que les négociations d'adhésion engagées soient achevées avant la fin de l'année 2002.

**10 octobre** : Sommet Union européenne-Inde à Copenhague (Danemark)

**19 octobre** : A l'occasion d'un deuxième référendum, les Irlandais se prononcent en faveur du Traité de Nice.

**11 novembre** : Sommet Union européenne-Russie à Bruxelles (Belgique)

**18 novembre** : Signature d'un Accord d'association Union européenne-Chili à Bruxelles

**12-13 décembre** : Conseil européen de Copenhague (Danemark). Le Conseil décide d'accueillir les Etats suivants comme membres au 1<sup>er</sup> mai 2004 : Chypre, la République tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, La Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie. Il se donne comme objectif d'accueillir la Bulgarie et la Roumaine en tant que nouveaux Etats membres de l'Union européenne en 2007. Il décide aussi que si, en décembre 2004, la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague, l'Union européenne ouvrira des négociations d'adhésion avec ce pays.

**19 décembre** : Sommet Union européenne-Canada à Ottawa (Canada)

## 2003

- 1<sup>er</sup> Janvier** : La Grèce prend la présidence du Conseil de l'Union européenne ; L'UE fête les 10 ans du Marché unique.
- 15 janvier** : La première mission de police de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine est inaugurée.
- 26 janvier** : L'Année européenne des personnes handicapées est lancée à Athènes.
- 27-28 janvier** : Une conférence ministérielle UE-ASEAN se tient à Bruxelles, Belgique
- 17 février** : Un conseil européen extraordinaire se tient à Bruxelles, Belgique
- 8 mars** : A Malte, la majorité de la population se prononce, par référendum, en faveur de l'adhésion du pays à l'Union européenne.
- 14 mars** : L'Union Européenne et l'OTAN signent un Pacte de sécurité à Athènes.
- 19 mars** : Le rapport donnant le feu vert à l'adhésion en 2004 de Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque et la Slovénie, est adopté à la majorité au Parlement européen.
- 20-21 mars** : Un Conseil européen de printemps à Bruxelles, a porté notamment sur : la stratégie pour la compétitivité, l'emploi et l'inclusion sociale décidée à Lisbonne , la situation en Irak.
- 23 mars** : En Slovénie, la majorité de la population se prononce, par référendum, en faveur de l'adhésion du pays à l'Union européenne.
- 12 avril** : En Hongrie, la majorité de la population se prononce, par référendum, en faveur de l'adhésion du pays à l'Union européenne.
- 16 avril** : Signature du Traité d'adhésion des dix nouveaux Etats membres à Athènes ; Conseil européen informel d'Athènes.
- 11 mai** : Référendum favorable à l'adhésion en Lituanie
- 17 mai** : Référendum favorable à l'adhésion en République slovaque
- 28 mai** : Sommet Union européenne-Canada à Athènes, Grèce
- 31 mai** : Sommet Union européenne-Russie à Saint Pétersbourg, Russie
- 8 juin** : Référendum favorable à l'adhésion en Pologne
- 14 juin** : Référendum favorable à l'adhésion en République Tchèque
- 20-21 juin** : Conseil européen à Thessalonique. L'avant-projet de constitution pour l'UE élaboré par la convention est accueilli comme une base de départ pour les négociations sur l'avenir de l'Europe.
- 25 juin** : Sommet Union européenne-Etats-Unis à Washington
- 1 juillet** : L'Italie prend la présidence de l'Union européenne.
- 14 septembre** : Référendum favorable à l'adhésion en Estonie, Référendum défavorable à l'entrée de la Suède dans la zone Euro
- 20 septembre** : Référendum favorable à l'adhésion de la Lettonie à l'Union européenne.
- 4 octobre** : La Conférence intergouvernementale (CIG) se tient à Rome, Italie, notamment pour discuter de l'élaboration et de l'adoption de la version finale de la première Constitution européenne. La CIG devrait parvenir à un accord avant les prochaines élections européennes de juin 2004.
- 16-17 octobre** : Conseil européen à Bruxelles (Belgique). Il doit traiter trois sujets principaux: le suivi des décisions du Conseil de Thessalonique sur le droit d'asile et l'immigration, la politique économique dans le cadre de l'initiative européenne pour la croissance, et les relations extérieures de l'Union européenne.
- 23-24 octobre** : Conférence des donateurs pour la reconstruction de l'Irak à Madrid.
- 1 novembre** : M. Jean-Claude Trichet, précédemment gouverneur de la Banque de France, devient président de la Banque centrale européenne. Il succède à M. Willem F. Duisenberg, président de la BCE du 1er juin 1998 au 31 octobre 2003.
- 6 novembre** : Sommet Union européenne-Russie à Rome (Italie)
- 18 novembre** : Rencontre des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne sur la CIG à Bruxelles (Belgique).
- 25-26 novembre** : Conférence ministérielle pour le développement durable de la pêche en Méditerranée à Venise (Italie).
- 29 novembre** : Sommet Union européenne-Inde à New Delhi (Inde)

## 2004

**1er janvier** : L'Irlande prend la tête du Conseil de l'Union européenne. L'année européenne de l'éducation par le sport est lancée à Garmisch-Partenkirchen (Allemagne). Entrée en vigueur de l'accord commercial intérimaire entre l'Union européenne et l'Égypte.

**20 janvier** : Journée solidarité jeunesse, organisée par le Parlement européen et l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) et réunissant 550 jeunes en provenance de tous les États membres, Bruxelles.

**6 février** : Conférence de Munich sur la sécurité dans un climat transatlantique apaisé

**11 février** : Paris, Londres et Berlin proposent de créer plusieurs forces de réaction très rapides

**18 mars** : Sommet Union européenne-Canada à Ottawa (Canada)

**25-26 mars** : Conseil européen de printemps à Bruxelles (Belgique). Il se concentre sur la stratégie de Lisbonne et la situation économique, sociale et environnementale dans l'Union. Il a également reçu un rapport de la Présidence sur la Conférence intergouvernementale et adopté une déclaration sur la lutte contre le terrorisme.

**22 avril** : La Commission donne son accord à l'ouverture de négociations pour l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne

**24 avril** : Référendum négatif à Chypre sur le plan de réunification de l'île

**1er mai** : Entrée de dix nouveaux pays dans l'Union européenne : l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République Tchèque, la Slovaquie, la Slovénie, Chypre et Malte.

**5 mai** : Le Parlement européen procède à un vote formel d'approbation des 10 nouveaux Commissaires venant des 10 nouveaux États membres au cours de la dernière période de session de la législature actuelle. Le Conseil des ministres a également formellement nommé les dix nouveaux Commissaires.

**28-29 mai** : Un sommet Union européenne – Amérique latine et Caraïbes se tient à Guadalajara, Mexique.

**29 mai** : Un sommet Troïka de l'Union européenne - Chili se tient à Guadalajara, Mexique.

Le second sommet entre le Mexique et l'UE se tient à Guadalajara, Mexique, à l'occasion du troisième sommet Union européenne -Amérique latine et Caraïbes.

**22 juin** : Un sommet Union européenne-Japon a lieu à Tokyo (Japon).

**26 juin** : Un sommet Union européenne-États-Unis a lieu à Dromoland Castle, Irlande.

**29 juin** : A Bruxelles, la réunion du Conseil des chefs d'État ou de gouvernement décide de choisir : José Manuel Durão Barroso comme futur président de la Commission ; Javier Solana comme secrétaire général du Conseil et haut représentant pour la PESC, Pierre de Boissieu comme secrétaire général adjoint. Les chefs d'État ou de gouvernement ont également décidé que M. Solana serait nommé ministre des Affaires étrangères de l'UE le jour de l'entrée en vigueur de la Constitution.

**1 juillet** : Les Pays-Bas prennent la tête du Conseil de l'Union européenne.

**8 juillet** : Un sommet Union européenne-Ukraine se tient à La Hague, Pays-Bas.

**20 juillet** : Le nouveau Parlement européen choisit Josep Borrell Fontelles comme son Président.

**20-23 juillet** : L'ouverture de la session plénière du 6ème Parlement européen élu au suffrage universel direct et maintenant élargi débute sous la présidence de son plus ancien membre, Giovanni Berlinguer.

**22 juillet** : Le Parlement européen approuve la nomination de José Manuel Barroso comme nouveau Président de la Commission européenne.

**12 août** : José Manuel Barroso, président de la Commission européenne attribue les portefeuilles politiques à chacun des 24 Commissaires désignés. La nouvelle Commission européenne entrera en fonction le 1er novembre, sous réserve du vote d'approbation du Parlement européen. Le vote du Parlement européen ne peut porter que sur l'ensemble du collège, et non sur les différents Commissaires.

**27 août** : La Commission européenne ouvre un Bureau de Liaison à Pristina, Kosovo.

**14 septembre** : Première réunion du Conseil de stabilisation et d'association entre l'UE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine.

**26 septembre** : La journée européenne des langues est célébrée.



**27 septembre - 8 Octobre** : Les commissions spécialisées du Parlement européen tiennent une série d'auditions des 24 commissaires désignés, en préparation du vote d'approbation par le Parlement du nouveau Collège des commissaires dans son ensemble.

**11 octobre** : L'UE et le Tadjikistan signent un accord de partenariat et de coopération à Luxembourg.

**12 octobre** : Le sommet Union européenne -République de Corée se tient à Hanoi, Vietnam.

**29 octobre** : Les chefs d'État et de gouvernement ainsi que les ministres des affaires étrangères signent le traité établissant une Constitution pour l'Europe.

**4-5 novembre** : Un Conseil européen a lieu à Bruxelles, Belgique. Il examine trois questions: la préparation de l'évaluation à mi-parcours de la stratégie de Lisbonne ; un espace de liberté, de sécurité et de justice : le programme de La Haye ; l'initiative «communiquer l'Europe». Le Conseil s'entretient par ailleurs avec le Premier ministre iraquien, M. Allawi.

**8 novembre** : Un sommet Union européenne-Inde se tient à La Haye, Pays-Bas.

**18 novembre** : Le Parlement européen approuve la nouvelle Commission Barroso, par 449 voix pour, 149 contre et 82 abstentions.

**20-25 novembre** : La huitième session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE se tient à La Haye. La tragédie humanitaire du Darfour, la situation en Côte d'Ivoire et le dialogue politique entre les pays ACP et l'UE sont les principaux sujets en discussion.

**23 novembre** : Une réunion du Conseil commun de coopération Afrique du Sud-Union européenne a lieu à Bruxelles.

**25 novembre** : Un sommet Union européenne -Russie se tient à La Haye, Pays-Bas.

**2 décembre** : Journée européenne des personnes handicapées 2004.

**8 décembre** : Le 7e sommet Union européenne -Chine se tient à La Haye, Pays-Bas.

**14 décembre** : Cérémonie solennelle de remise du prix Sakharov à l'Association des journalistes du Bélarus, lors d'une session plénière du Parlement européen, à Strasbourg.

**16-17 décembre** : Un Conseil européen se tient à Bruxelles, Belgique.

## 2005

**1 janvier** : Le Luxembourg prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**26 janvier** : Les objectifs stratégiques de la Commission pour 2005-2009 "Prosperité, solidarité et sécurité" sont publiés.

**31 janvier** : La cinquième réunion du Comité d'association entre l'Union européenne et la Tunisie se tient à Bruxelles.

**1 février** : Javier Solana, haut représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), signe un accord avec l'ambassadeur du Maroc Menouar ALEM sur la participation du Royaume du Maroc à l'opération Althea, une opération militaire de gestion de crise menée par l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine. L'accord d'association entre l'Union européenne et la Croatie entre en vigueur.

**16 février** : La Commission européenne salue l'entrée en vigueur du protocole de Kyoto qui met à disposition de la communauté internationale l'instrument le plus puissant à ce jour pour lutter contre le changement climatique.

**20 février** : L'Espagne est le premier État membre à organiser un référendum sur la Constitution européenne. Le vote est positif.

**21-22 février** : Le président américain George W. Bush rend visite à l'OTAN et à l'Union européenne. Il s'agit de la première visite d'un président américain auprès des institutions européennes.

**7 Mars** : Signature d'un accord entre l'Union européenne et la République d'Albanie sur la participation de la République d'Albanie à l'opération militaire de gestion de crise menée par l'Union européenne en Bosnie-et-Herzégovine (opération Althea).

**11 mars** : Cette date commémore les actes terroristes de Madrid un an après, et a été instituée Journée européenne des victimes du terrorisme.

**15 mars** : La septième Journée européenne du consommateur, organisée par le Comité économique et social européen (CESE), a pour thème la consommation durable et la nécessité d'accepter les produits et services durables.

**13 avril** : Le Parlement européen donne son accord à l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie à l'UE, prévue pour 2007.

**2 mai** : Le quatorzième sommet Union européenne -Japon se tient à Luxembourg.

**9 mai** : 60e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe.

**10 mai** : Le quinzième sommet Union européenne -Russie se tient à Moscou, Russie.

**26 mai** : La deuxième réunion du Conseil d'association entre l'Union européenne et le Chili se tient à Luxembourg.

**29 mai** : Les électeurs français votent non à la ratification du Traité constitutionnel européen.

**1 juin** : Les électeurs néerlandais votent non à la ratification du Traité constitutionnel.

**6 juin** : Le Groupe ACP, qui comprend 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, célèbre son 30ème anniversaire.

**13 juin** : Une réunion du Conseil de coopération Ukraine-Union européenne a lieu à Luxembourg.

**14 juin** : La onzième réunion du Comité d'association entre l'Union européenne et la Roumanie se tient à Luxembourg.

**19 juin** : Un sommet Union européenne -Canada se tient à Niagara-on-the-Lake, Canada.

**22 juin** : Une conférence internationale avec l'Irak co-organisée par l'Union européenne et les Etats-Unis s'est tenue à Bruxelles.

**10 juillet** : Les électeurs luxembourgeois votent « oui » à la ratification du traité constitutionnel européen.

**18 juillet** : La deuxième réunion du Conseil de stabilisation et d'association entre l'UE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine a lieu à Bruxelles.

**19 juillet** : La septième réunion du Conseil commun de coopération Kazakhstan - UE se tient à Bruxelles.

**5 septembre** : Le 8e sommet Union européenne - Chine se tient à Beijing, Chine.

**7 septembre** : Le 6e sommet Union européenne - Inde se tient à New Delhi, Inde.

**21 septembre** : La déclaration conjointe Union européenne-Iraq sur le dialogue politique est signée à New York.

**26 septembre** : Journée européenne des langues.

**3 octobre** : Les négociations sont ouvertes avec la Turquie et la Croatie en vue de leur adhésion à l'Union européenne.

**4 octobre** : Le 16e sommet Union européenne - Russie se tient à Londres.

**26 octobre** : Le mouvement cubain d'opposition "Damas de Blanco" (les "Dames en blanc"), l'avocate nigériane Hauwa Ibrahim et l'organisation internationale "Reporters sans frontières" sont les trois lauréats du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit 2005.

**7 novembre** : Anne-Marie Sigmund, présidente du CESE, et José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, signent un nouveau protocole de coopération entre les deux institutions. La 6e réunion du Conseil commun de coopération Afrique du Sud-UE a lieu à Bruxelles.

**27-28 novembre** : Le sommet Euromed se tient à Barcelone et marque le 10e anniversaire de l'adoption de la déclaration de Barcelone en novembre 1995.

**1 décembre** : Un sommet Union européenne-Ukraine se tient à Kiev.

**12 décembre** : La 7e réunion du Conseil commun de coopération Kirghizstan-Union européenne se tient à Bruxelles.

## 2006

**1 janvier** : L'Autriche prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**31 janvier** : La onzième réunion du Comité d'association entre l'Union européenne et la Bulgarie se tient à Bruxelles.

**1 février** : La Commission européenne lance un Livre blanc "Débattre de l'Europe en impliquant les citoyens".

**16 février** : Michel Delebarre, député-maire de Dunkerque (région Nord-Pas-de-Calais), est élu président du Comité des régions. Le Parlement européen adopte en première lecture, à une large majorité, son rapport sur la directive relative aux services dans le marché intérieur.

**20 février** : Lancement à Bruxelles de l'Année européenne de la mobilité des travailleurs.

**10 mars** : L'UE et la Russie signent un document commun visant à améliorer la coopération bilatérale dans le secteur des activités spatiales.

**11 mars** : Deuxième Journée européenne des victimes du terrorisme.

**15 mars** : La huitième Journée européenne du consommateur, organisée par la présidence autrichienne se tient à Vienne.

**20 mars** : La douzième réunion du Comité d'association entre l'Union européenne et la Roumanie se tient à Bruxelles.

**7 avril** : Le domaine de premier niveau ".eu" est ouvert à tous les résidents de l'Union européenne (particuliers, associations, clubs, etc.) ce qui fournit un nouvel espace tout en promouvant l'identité européenne sur Internet.

**10 avril** : La deuxième réunion du Conseil de stabilisation et d'association entre l'UE et la Croatie a lieu à Luxembourg.

**11 avril** : La 8e réunion du Conseil de coopération Union européenne-Moldova a lieu à Luxembourg. La première réunion du Comité d'association entre l'Union européenne et le Liban a lieu à Luxembourg.

**4 mai** : Un livre vert sur l'Initiative européenne en matière de transparence est adopté par la Commission. Il marque le lancement d'un débat sur le lobbying, sur l'instauration de l'obligation légale pour les États membres de publier les informations relatives aux bénéficiaires des fonds à gestion partagée, ainsi que sur les pratiques de la Commission en matière de consultation.

**25 mai** : Le 17e sommet Union européenne -Russie a lieu à Sotchi, Russie.

**1 juin** : Le Conseil et le Parlement désignent 2007 comme l'Année européenne de l'égalité des chances pour tous.

**19 juin** : Ouverture de la 11ème session de l'Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE qui rassemble les députés européens et les parlementaires de 79 pays ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique) à Vienne.

**21 juin** : Le président de la Commission José Manuel Barroso, le président du Conseil européen et chancelier autrichien Wolfgang Schäussel et le président des États-Unis George W. Bush se rencontrent au Sommet Union européenne-USA qui se tient à Vienne pour aborder la coopération politique étrangère, la sécurité énergétique, l'économie et le commerce, et d'autres défis à l'échelle planétaire.

**1 juillet** : La Finlande prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**10 juillet** : Josep Borrell est en Chine, du 8 au 14 juillet, pour la première visite d'un président du Parlement européen en 13 ans.

**17 juillet** : La huitième réunion du Conseil commun de coopération Kirghizstan-Union européenne se tient à Bruxelles.

**18 juillet** : Une conférence internationale sur le Darfour, co-organisée par l'Union européenne, les Nations unies et l'Union africaine, se tient à Bruxelles

**1 août** : À Salzbourg, lors d'une réunion sur le pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, Ivo Sanader, premier ministre croate, affirme que la Croatie souhaite adhérer à l'Union européenne en 2008.

**10 août** : Les parlementaires arabes et européens conviennent d'une déclaration commune sur la crise de plus en plus grave qui frappe le Liban.

**30 août** : La commission des transports et du tourisme du Parlement réclame l'établissement d'une liste noire européenne des compagnies aériennes qui ne respectent pas les normes de sécurité internationales.

**5 septembre** : Le Parlement européen adopte un rapport de première lecture sur le programme Daphné III, qui combat et prévient avec succès la violence à l'encontre des enfants, des jeunes et des femmes.

**9 septembre** : Un sommet entre l'UE et la République de Corée se tient à Helsinki (Finlande). Le 9<sup>e</sup> sommet UE-Chine se tient à Helsinki (Finlande).

**13 septembre** : Le général Pervez Musharraf, président du Pakistan, visite le Parlement européen lors d'une rencontre avec les présidents des groupes politiques et le président du Parlement, M. Josep Borrell.

**14 septembre** : Le Conseil de coopération Ukraine-UE se réunit à Bruxelles.

**13 octobre** : Le 7<sup>e</sup> sommet UE-Inde se tient à New Delhi (Inde).

**16 octobre** : Le Conseil adopte une décision autorisant la présidence à signer un accord provisoire relatif au traitement par l'administration américaine de données figurant dans le dossier des passagers (PNR) communiquées par les transporteurs aériens.

**27 octobre** : Le 10<sup>e</sup> sommet UE-Ukraine se tient à Helsinki.

**8 novembre** : La 7<sup>e</sup> session du Conseil de coopération UE-Ouzbékistan se tient à Bruxelles. Session inaugurale de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine (EUROLAT).

**14 novembre** : La 5<sup>e</sup> session du Conseil d'association UE-Jordanie se tient à Bruxelles.

**24 novembre** : Le 18<sup>e</sup> sommet UE-Russie se tient à Helsinki.

**5 décembre** : Le traité constitutionnel est ratifié par le Parlement finlandais, ce qui porte à seize le nombre d'États membres l'ayant ratifié.

**8 décembre** : La 2<sup>e</sup> réunion du Conseil de partenariat permanent UE-Russie (CPP) sur l'énergie se tient à Moscou. Le Prix Sakharov 2006 pour la liberté de l'esprit est remis à Alexandre Milinkevitch, leader de l'opposition biélorusse, par le président du Parlement européen, Josep Borrel.

**12 décembre** : Les parlementaires européens approuvent la nomination des commissaires bulgare et roumain.

## 2007

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Allemagne assume la présidence de l'Union européenne. L'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie clôture le cinquième élargissement de l'Union européenne commencé en mai 2004, faisant passer le nombre d'États membres à 27 et la population de l'Union à 492,8 millions d'habitants. Le Conseil de l'Union européenne a nommé M<sup>me</sup> Meglena Kuneva (Bulgarie) et M. Leonard Orban (Roumanie) membres de la Commission européenne pour la période du 12 janvier 2007 au 31 octobre 2009. Avec l'ajout du bulgare, de l'irlandais et du roumain, l'Union européenne compte désormais 23 langues officielles. L'adoption de l'euro en Slovénie est un succès.

**16 janvier** : Hans-Gert Poettering est élu président du Parlement européen.

**13 février** : La neuvième réunion du Conseil commun de coopération Kazakhstan-UE se tient à Bruxelles.

**6 mars** : La troisième réunion du Conseil de stabilisation et d'association entre l'UE et la Croatie a lieu à Bruxelles.

**24-25 mars** : Rassemblés à Berlin pour une réunion informelle, les chefs d'État et de gouvernement adoptent une déclaration à l'occasion du cinquantième anniversaire de la signature des traités de Rome.

**3 avril** : La Communauté européenne devient la première organisation à adhérer à la Conférence de La Haye de droit international privé.

**17 avril** : La direction générale de l'agriculture et du développement rural organise une journée de dialogue à Bruxelles à l'occasion de la première Journée européenne des jeunes agriculteurs.

**30 avril** : Tenue à Washington DC du sommet UE-États-Unis au cours duquel un accord de ciel ouvert est signé et où les deux partenaires décident de renforcer leurs relations économiques au cours des prochaines années.

**8 mai** : Le 17<sup>e</sup> Conseil conjoint et la réunion ministérielle CCG-UE se tiennent à Riyad, en Arabie Saoudite.

**15 mai** : La 8<sup>e</sup> réunion de la troïka ministérielle UE-Afrique se tient à Bruxelles.

**18 mai** : Le 18<sup>e</sup> sommet UE-Russie se tient à Samara, en Russie.

**24 mai** : Le Conseil adopte une action commune prorogeant d'un an, jusqu'au 24 mai 2008, le mandat de la mission de l'UE d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah, entre Gaza et l'Égypte (EUBAM Rafah).

**4 juin** : Un sommet UE-Canada se tient à Berlin, en Allemagne.

**5 juin** : Le 16<sup>e</sup> sommet UE-Japon se tient à Berlin, en Allemagne.

**18 juin** : La 11<sup>e</sup> réunion du Conseil de coopération Ukraine-UE et la neuvième réunion du Conseil de coopération Moldavie-UE se tiennent à Luxembourg.

**24 juin** : La 4<sup>e</sup> réunion au niveau ministériel organisée dans le cadre du dialogue sur l'énergie entre l'Union européenne (UE) et l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se tient à Vienne, en Autriche.

**23-28 juin** : La 13<sup>e</sup> Assemblée parlementaire paritaire ACP-UE se tient à Wiesbaden, en Allemagne, du 23 au 28 juin 2007.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Portugal prend la présidence du Conseil de l'Union européenne.

**4 juillet** : Le premier sommet UE-Brésil se tient à Lisbonne (Portugal).

**10 juillet** : Le Conseil Ecofin autorise Chypre et Malte à adopter l'euro à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

**23 juillet** : Les représentants des États membres se réunissent à Bruxelles pour l'ouverture officielle d'une conférence intergouvernementale (CIG) sur un projet de traité modificatif en vue de modifier les traités de l'UE.

**24 juillet** : La quatrième réunion du conseil de stabilisation et d'association entre l'UE et l'ancienne République yougoslave de Macédoine se tient à Bruxelles.

**1<sup>er</sup> août** : La Bulgarie et la Roumanie deviennent membres à part entière d'Europol.

**25 août** : Annonce du décès de Raymond Barre, Premier ministre français de 1976 à 1981 et vice-président de la Commission européenne de 1967 à 1973.

**14 septembre** : Le 11<sup>e</sup> sommet UE-Ukraine se tient à Kiev.

**17 septembre** : Le Tribunal de première instance confirme un arrêt de 2004 dans l'affaire opposant depuis plusieurs années la Commission européenne au géant américain du logiciel Microsoft pour abus de position dominante.

**19 septembre** : M. Gilles de Kerchove est nommé coordinateur européen de la lutte contre le terrorisme. Le service américain d'inspection postale (USPIS) et l'Office européen de police (Europol) signent un accord de liaison.

**25 septembre** : Le Livre vert sur la mobilité urbaine, intitulé «Vers une nouvelle culture de la mobilité urbaine», est adopté.

**10 octobre** : La seconde troïka ministérielle se tient à Tshwane en Afrique du Sud, dans le cadre du partenariat stratégique entre l'UE et l'Afrique du Sud.

**11 octobre** : La douzième troïka ministérielle se tient à Ouagadougou au Burkina Faso.

**15 octobre** : Un accord de stabilisation et d'association (ASA) et un accord intérimaire entre l'UE et le Monténégro sont signés à Luxembourg.

**16 octobre** : La huitième session des Conseils de coopération UE-Arménie, UE-Azerbaïdjan et UE-Géorgie se tient à Luxembourg.

**18-19 octobre** : Un sommet historique sur le traité modificatif se tient à Lisbonne, où est adopté le texte précis du nouveau «traité de Lisbonne», qui sera signé formellement par tous les chefs d'État et de gouvernement européens le 13 décembre 2007 à Lisbonne.

**26 octobre** : Le vingtième sommet UE-Russie se tient à Mafra au Portugal

**5-6 novembre** : Les ministres des affaires étrangères du partenariat euro-méditerranéen se réunissent à Lisbonne.

**30 novembre** : Le huitième sommet UE-Inde se tient à New Delhi (Inde).

**12 décembre** : Hans-Gert Pöttering, président du Parlement européen, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, et José Sócrates, Premier ministre portugais et président en exercice du Conseil de l'Union européenne, signent la Charte des droits fondamentaux lors d'une cérémonie officielle au Parlement européen, à Strasbourg.

**13 décembre** : Le traité de Lisbonne est signé au monastère des Hiéronymites (Mosteiro dos Jerónimos), à Lisbonne. Le Parlement européen adopte en seconde lecture le budget de l'UE pour 2008.

**18-20 décembre** : La première session plénière ordinaire de l'Assemblée parlementaire Europe-Amérique latine (EUROLAT), qui réunit des membres du Parlement européen et des parlementaires d'Amérique latine, se tient à Bruxelles.

**21 décembre** : L'espace Schengen s'élargit : il inclut désormais aussi l'Estonie, la République tchèque, la Lituanie, la Hongrie, la Lettonie, Malte, la Pologne, la Slovaquie et la Slovénie.

## 2008

**1<sup>er</sup> janvier** : La Slovénie assume la présidence du Conseil de l'Union européenne. Chypre et Malte adoptent l'euro. La zone euro est désormais composée de 15 pays de l'UE, soit une population d'environ 320 millions de personnes.

**8 janvier** : L'Année européenne du dialogue interculturel 2008 est inaugurée à Ljubljana.

**28 janvier** : L'Union européenne approuve le lancement d'une opération militaire dans l'est du Tchad et dans le nord-est de la République centrafricaine («EUFOR Tchad/RCA»), dans le cadre de la

politique européenne de sécurité et de défense (PESD) et conformément à la résolution 1778 du Conseil de sécurité des Nations unies (2007).

**5 février** : Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), reçoit le prix de la paix du Children's United Parliament of the World (CUPW) pour ses actions en faveur de la paix et de la compréhension entre les peuples.

**12 février** : Le Conseil de l'Union européenne adopte un partenariat révisé pour l'adhésion avec la Croatie.

**16 février** : Le Conseil de l'Union européenne crée une mission « État de droit » de l'Union européenne au Kosovo « EULEX Kosovo » dont Yves de Kermabon est chef de la mission.

**11 mars** : Le 12<sup>e</sup> Conseil de coopération entre l'UE et l'Ukraine se réunit à Bruxelles.

**30 mars** : Le nouvel accord « Ciel ouvert » en matière de transport aérien, signé entre l'UE et les États-Unis, entre en vigueur. Les compagnies aériennes européennes et américaines pourront désormais voler sans restriction entre tout point de l'UE vers tout point des États-Unis et inversement.

**15 avril** : L'Union européenne et le Monténégro signent un accord bilatéral d'adhésion à l'OMC.

**23 avril** : Le 17<sup>e</sup> sommet UE-Japon se tient à Tokyo, au Japon. La 13<sup>e</sup> réunion de la CEDEAO et de l'UE au niveau de la Troïka ministérielle a lieu à Luxembourg.

**16-17 mai** : Le cinquième sommet Union européenne–Amérique latine et Caraïbes (UE-ALC) se tient à Lima (Pérou).

**17 mai** : Le troisième sommet entre le Cariforum et la troïka de l'UE et le sommet entre le Mercosur et la troïka de l'UE se tiennent à Lima (Pérou). Une réunion entre le Nigeria et la troïka ministérielle de l'UE se tient à Ljubljana (Slovénie).

**26 mai** : Le 18<sup>e</sup> conseil conjoint et la réunion ministérielle CCG-UE se tiennent à Bruxelles.

**27 mai** : La 46<sup>e</sup> réunion du conseil d'association CE–Turquie se tient à Bruxelles. La première réunion entre le Cap-Vert et la troïka ministérielle de l'UE se tient à Bruxelles.

**12 juin** : Dans un référendum tenu en Irlande, 53,4 % des votants se prononcent contre le traité de Lisbonne, visant à rendre plus efficaces les institutions européennes et leurs méthodes de travail.

**17 juin** : La Commission européenne propose une stratégie en dix points visant à réduire l'immigration illégale. Cette stratégie est accompagnée d'une proposition visant à conférer aux demandeurs d'asile le même niveau de protection où qu'ils soient dans l'UE.

**18 juin** : Le Parlement européen approuve la nomination de M. Antonio Tajani au poste de commissaire européen chargé des transports. Il remplace Franco Frattini.

**18-19 juin** : Le Conseil européen examine l'avenir du traité de Lisbonne et décide de poursuivre le processus de ratification.

**1<sup>er</sup> juillet** : La France prend la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Ses priorités sont l'énergie et le changement climatique, la rédaction d'un pacte en matière de politique d'immigration, la sécurité et la lutte contre le terrorisme, l'agriculture et l'avenir du traité de Lisbonne.

**7-8 juillet** : Les dirigeants du G8 se réunissent à Tokyo au Japon. Ils y approuvent un nouvel objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, que l'UE appelait de ses vœux.

**13 juillet** : Un sommet tenu à Paris donne le coup d'envoi de la nouvelle Union pour la Méditerranée. Des projets communs sont élaborés afin de renforcer les relations entre l'UE et ses voisins du sud-est méditerranéen.

**21 juillet** : Radovan Karadžić, ancien dirigeant des Serbes de Bosnie, est arrêté après 13 ans de cavale. Il est transféré au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) de La Haye afin d'y être jugé.

**8 août** : Un conflit armé éclate entre la Géorgie et la Russie. La Présidence de l'Union européenne participe à la négociation d'un cessez-le-feu.

**1<sup>er</sup> septembre** : Les dirigeants de l'Union européenne se réunissent pour évoquer les combats en Géorgie et condamner la « réaction disproportionnée » de la Russie.

**7 septembre** : Une crise financière d'une grande ampleur frappe l'économie mondiale. La gravité de la situation devient patente lorsque le gouvernement américain annonce la mise sous tutelle des organismes de refinancement hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae. Plusieurs banques européennes connaissent aussi des difficultés.

**17 septembre** : Le Parlement européen lance «Europarl TV», une chaîne de télévision sur internet. Cette chaîne, qui s'adresse aux acteurs politiques, aux groupes d'intérêts et aux étudiants, retransmet en

plus de 20 langues des programmes sur les grands événements et l'actualité marquante de l'Union européenne.

**15 octobre** : La crise financière domine les débats au Conseil européen. Les dirigeants de l'Union européenne appellent à une réforme du système financier, qui comprenne un renforcement de la supervision au niveau mondial, un système «d'alerte précoce» en cas de crise et des normes réglementaires internationales garantissant la transparence et la responsabilisation.

**22 octobre** : La nomination de Catherine Ashton au poste de commissaire chargé du commerce extérieur en remplacement de Peter Mandelson. Le septième sommet Asie-Union européenne (ASEM7) a donné lieu notamment à une déclaration sur le développement durable.

**10 novembre** : Le Conseil lance une opération militaire conjointe de l'Union européenne afin de renforcer la sécurité maritime au large des côtes de la Somalie. L'opération «Atalanta» intervient en réponse au nombre croissant d'attaques de navires par des pirates.

**14 novembre** : Lors du sommet UE-Russie, les discussions ont notamment porté sur la Géorgie, la sécurité paneuropéenne et la crise financière internationale.

**16 novembre** : Un sommet du G20 a été organisé afin d'évoquer la crise financière mondiale. Les dirigeants présents ont reconnu la nécessité d'adopter des réformes pour renforcer les marchés financiers, mieux gérer les risques et aider les pays émergents et en développement à bénéficier de financements en cette période de récession économique.

**12 décembre** : Sommet européen : le Conseil parvient à un accord sur le changement climatique, sur le plan de relance économique et sur la réponse à apporter à la crise financière. Il définit également une démarche afin de permettre à l'Irlande de ratifier le traité de Lisbonne. L'UE accueille la Suisse au sein de l'espace Schengen, qui permet la circulation des personnes sans contrôle aux frontières tout en contribuant au renforcement de la coopération policière.

**18 décembre** : Le Parlement européen décerne le prix Sakharov au dissident chinois emprisonné Hu Jia.

## 2009

**1<sup>er</sup> janvier** : La Slovaquie adopte l'euro comme monnaie nationale. Pour la première fois, la République tchèque occupe la présidence tournante de l'Union européenne et place l'économie et l'énergie parmi ses priorités. L'Année européenne de la créativité et de l'innovation débute.

**7 janvier** : Les villes de Linz (Autriche) et de Vilnius (Lituanie) se partagent le titre de capitale européenne de la culture pour l'année 2009.

**8 février** : La Suisse vote l'extension de l'accord sur la libre circulation des personnes entre l'UE et son territoire.

**22 février** : Les membres européens du G20, qui regroupe les principales économies de la planète, se rencontrent à Berlin. Les dirigeants concernés conviennent qu'il est nécessaire d'adopter une approche commune pour lutter contre la crise financière et restaurer la confiance dans le marché unique.

**25 février** : Le groupe d'experts «de Larosière» présente un rapport qui appelle à renforcer la surveillance financière afin d'éviter une nouvelle crise dans ce domaine.

**1<sup>er</sup> mars** : Réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement en vue d'examiner la mise en œuvre du plan de relance de l'économie.

**6 mars** : Hillary Clinton, secrétaire d'État américaine, est la première personnalité américaine de ce niveau à se rendre au Parlement européen depuis la venue de Ronald Reagan en 1985.

**19-20 mars** : Conseil européen : les responsables politiques conviennent, entre autres mesures, d'affecter cinq milliards d'euros de crédits non consommés du budget de l'UE à des projets visant à améliorer les infrastructures dans le domaine de l'énergie et de l'internet, et d'augmenter l'aide accordée par l'UE aux pays en difficulté.

**2 avril** : Les participants au sommet du G20 à Londres décident d'injecter 832 milliards d'euros dans le FMI et d'autres institutions, et de renforcer la réglementation des marchés financiers.

**5 avril** : Les dirigeants européens et le président américain Barack Obama évoquent la crise financière et les questions de sécurité lors du sommet UE-États-Unis à Prague.

**30 avril** : Les ministres de la santé de l'Union européenne se réunissent à Luxembourg pour faire le point sur l'apparition en Europe du nouveau virus de la grippe A (H1N1).

**7 mai** : L'UE organise à Prague un sommet extraordinaire visant à maîtriser les effets de la crise économique sur l'emploi en Europe.

**4-7 juin** : À l'issue des élections européennes organisées dans toute l'UE, 736 députés européens sont élus. Le taux de participation est de 43,2%.

**18-19 juin** : Le sommet européen organisé à Bruxelles prépare la tenue d'un second référendum sur le traité de Lisbonne en Irlande.

**1 juillet** : La Suède prend la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour la deuxième fois. Ses priorités sont la reprise économique et le changement climatique.

**14 juillet** : Le député européen polonais Jerzy Buzek est élu président du Parlement européen.

**23 juillet** : L'Islande présente sa demande d'adhésion à l'Union européenne.

**20 août** : Une équipe d'observateurs de l'Union européenne surveille le déroulement de l'élection présidentielle en Afghanistan.

**16 septembre** : Le Parlement européen approuve la désignation de José Manuel Barroso pour un second mandat de cinq ans à la présidence de la Commission européenne.

**17 septembre** : Réunion informelle des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne, organisée à Bruxelles en vue de préparer le prochain sommet du G20 à Pittsburgh.

**24-25 septembre** : Sommet du G20 à Pittsburgh, en Pennsylvanie (États-Unis). Les chefs d'État et de gouvernement des principales puissances économiques de la planète discutent du changement climatique et des conditions d'une reprise économique durable.

**3 octobre** : L'Irlande dit «oui» au traité de Lisbonne à l'issue d'un second référendum.

**30 octobre** : Le Conseil européen discute de l'aide financière à accorder aux pays en développement afin de les aider à lutter contre le réchauffement planétaire et prépare la conférence internationale sur le changement climatique qui aura lieu en décembre.

**18 novembre** : Tenue d'un sommet UE-Russie à Stockholm: les discussions portent sur un mécanisme d'alerte précoce destiné à prévenir d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement en énergie, sur la réponse à la crise économique et financière et sur le changement climatique.

**20 novembre** : À l'issue d'une réunion du Conseil européen, le Belge Herman Van Rompuy est nommé premier président permanent du Conseil de l'Union européenne et la Britannique Catherine Ashton, commissaire européenne au commerce, est nommée haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

**1<sup>er</sup> décembre** : Le traité de Lisbonne entre en vigueur.

**10-11 décembre** : Le «programme de Stockholm», qui vise à renforcer la liberté, la justice et la sécurité dans l'UE pour la période 2010-2014, est adopté lors du sommet européen organisé à Bruxelles.

**19 décembre** : Un accord sur le climat est signé à Copenhague. Sans valeur contraignante, il est toutefois considéré comme un pas en avant vers un futur accord mondial. L'UE propose de se fixer des objectifs supplémentaires de réduction des émissions de CO<sub>2</sub> si d'autres pays lui emboîtent le pas.

**22 décembre** : La Serbie présente sa candidature à l'adhésion à l'Union européenne.

## 2010

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Espagne prend la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Elle est le premier pays à assumer la présidence depuis l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne et du nouveau système de « triple présidence », en vertu duquel elle va collaborer avec les deux prochains pays qui lui succéderont à cette fonction, à savoir la Belgique et la Hongrie. La région de la Ruhr (Allemagne), la ville de Pécs (Hongrie) et celle d'Istanbul (Turquie) partagent le titre de capitale européenne de la culture en 2010.

**11-19 janvier** : Les commissions du Parlement européen procèdent à l'audition des 26 commissaires désignés pour former le nouveau collège de la Commission européenne.

**20 janvier** : Nikiforos Diamandouros est élu au poste de Médiateur européen pour la deuxième fois.

**26 janvier** : L'Union européenne porte à 400 millions d'euros le montant consacré à des opérations de secours et de reconstruction en Haïti, après que le pays a été frappé par un séisme de magnitude 7 sur l'échelle de Richter.

**9 février** : Le Parlement européen approuve la Commission Barroso II par 488 voix pour, 137 voix contre et 72 abstentions.



**11 février** : Lors d'un sommet informel à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement acceptent de soutenir les efforts du gouvernement grec visant à atteindre les objectifs du programme de stabilité établis pour 2010. Le président Barroso expose par ailleurs ses priorités pour la stratégie Europe 2020.

**26 mars** : Lors d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE adoptent les objectifs de la stratégie Europe 2020 et les seize pays de la zone euro approuvent un plan d'aide destiné à aider la Grèce à réduire son déficit budgétaire.

**10 avril** : Le président polonais Lech Kaczynsk, son épouse et d'autres personnalités civiles et militaires meurent dans un accident d'avion alors qu'ils se rendent à Smolensk, en Russie, pour commémorer le 70<sup>e</sup> anniversaire du massacre de Katyn.

**7 mai** : Les chefs d'état et de gouvernement de la zone euro conviennent de renforcer l'assainissement des finances publiques, la coordination économique et la surveillance budgétaire afin de défendre l'euro.

**17 juin** : Lors d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE adoptent une stratégie sur dix ans en faveur d'une croissance intelligente, durable et inclusive : Europe 2020. Ils décident également d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Islande.

**21 juin** : Les institutions européennes parviennent à un accord politique sur la structure et le fonctionnement du Service européen d'action extérieure.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Belgique prend la présidence du Conseil de l'Union européenne pour six mois. Ses priorités, dont l'économie et l'environnement, ont été définies précédemment, en coordination avec l'Espagne et la Hongrie, pour la période de 18 mois durant laquelle les trois pays occupent successivement la présidence tournante.

**23 juillet** : Quatre-vingt onze banques européennes sont soumises à des tests d'évaluation de leur résistance aux chocs économiques. Il est positif pour quatre-vingt quatre d'entre elles.

**29 septembre** : L'UE apporte son soutien à la population rom d'Europe et se prononce contre toute restriction à la liberté de circulation des citoyens de l'Union européenne.

**29 octobre** : Le Conseil européen débat du renforcement de la zone euro et des moyens d'augmenter la résistance des économies face aux crises.

**28 novembre** : L'UE convient de soutenir l'économie irlandaise pour contribuer à maintenir la stabilité de l'euro.

**11 décembre** : La conférence de Cancún débouche sur la signature d'un accord complet sur le climat pour l'après 2012.

**20 décembre** : La procédure de coopération renforcée (possibilité de mettre en œuvre des mesures dans un groupe restreint de pays de l'UE, faute d'accord entre les 27) est utilisée pour la première fois: le Conseil européen adopte un règlement reconnaissant le droit des couples internationaux vivant dans l'Union européenne à choisir la législation nationale applicable en cas de divorce.

## 2011

**1<sup>er</sup> janvier** : La Hongrie assure la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour six mois. Trois nouvelles instances européennes de surveillance financière entrent en fonction: l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et pensions professionnelles et l'Autorité européenne des valeurs mobilières. Les villes de Turku (Finlande) et Tallinn (Estonie) deviennent les capitales européennes de la culture pour 2011.

**18 janvier** : Lancement du premier «semestre européen», un cycle semestriel de coordination des politiques économiques des États membres de l'Union européenne qui vise à empêcher la survenue de crises économiques comme en 2008-2010.

**17 février** : Le Parlement européen approuve une résolution qui accorde un soutien politique et financier de l'Union européenne à la transition démocratique de l'Égypte réaffirme sa solidarité envers la « Révolution de jasmin » en Tunisie.

**11 mars** : L'Union européenne déclenche son mécanisme de protection civile pour coordonner l'aide et les secours européens à la suite du séisme et du tsunami qui ont dévasté le Japon.

**25 mars** : Le «pacte pour l'euro plus» est destiné à améliorer la coordination des politiques économiques dans l'Union économique et monétaire.

**26 avril** : 25<sup>e</sup> anniversaire de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl. L'UE réaffirme sa détermination à renforcer la sécurité nucléaire.

**26 mai** : Ratko Mladić, soupçonné de crimes de guerre et de génocide, est arrêté par les autorités serbes. Cette arrestation lève un obstacle à l'adhésion de la Serbie à l'Union européenne.

**23 juin** : La Commission et le Parlement lancent un registre de transparence commun pour les représentants d'intérêts, résultat de la fusion de leurs registres respectifs. Ce registre constitue une étape importante vers une plus grande transparence.

**24 juin** : Le Conseil européen convient que les négociations d'adhésion avec la Croatie doivent être clôturées avant la fin du mois de juin 2011. La Croatie devrait ainsi devenir le 28<sup>e</sup> État membre de l'UE en 2013.

**30 juin** : Le Parlement grec adopte des mesures de réduction des dépenses et des réformes structurelles afin de diminuer la dette du pays et de rendre l'économie plus compétitive. L'Union européenne réaffirme sa solidarité et son soutien à la Grèce.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Pologne prend la tête de la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne.

**11 juillet** : Les pays de la zone euro signent un traité établissant un mécanisme européen de stabilité, pouvant prêter jusqu'à 500 milliards d'euros aux pays de la zone euro en difficulté.

**21 juillet** : Les dirigeants de la zone euro adoptent de nouvelles mesures de soutien à la Grèce, d'un montant de 109 milliards d'euros.

**1<sup>er</sup> août** : L'Union européenne adopte des mesures restrictives à l'encontre de la Syrie, en réponse à la répression violente de manifestations en faveur de la démocratie.

**24 août** : L'Union européenne offre une aide financière et humanitaire à une Libye démocratique, après la chute du régime Khadafi.

**12 septembre** : La période de protection des droits d'enregistrement musical passe de 50 à 70 ans dans l'UE, grâce à l'adoption d'une directive européenne.

**23 septembre** : L'Union européenne participe pour la première fois à l'assemblée générale annuelle des Nations unies.

**27 septembre** : L'Union européenne annonce qu'elle offrira une aide de 350 millions d'euros aux pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient en voie de démocratisation.

**28 septembre** : Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, propose une nouvelle taxe sur les transactions financières lors de son discours sur l'état de l'Union.

**21 octobre** : L'Union européenne lance ses deux premiers satellites Galileo et se rapproche un peu plus de son objectif de disposer de son propre système de navigation par satellite.

**1<sup>er</sup> novembre** : Mario Draghi, ancien gouverneur de la banque centrale d'Italie, devient président de la Banque centrale européenne (BCE).

**3-4 novembre** : Les dirigeants de 20 économies avancées et émergentes se réunissent pour le sommet du G20 à Cannes (France).

**8 novembre** : Le Conseil Affaires économiques et financières approuve un ensemble de six propositions législatives visant à renforcer la gouvernance économique au sein de l'UE.

**23 novembre** : La Commission présente quatre mesures destinées à renforcer la gouvernance économique de la zone euro et de l'UE: l'examen annuel de la croissance 2012 fixant les priorités économiques pour l'année à venir, deux règlements visant à renforcer la surveillance économique et budgétaire dans la zone euro et un livre vert sur les obligations de stabilité.

**9 décembre** : Lors du Conseil européen, 17 pays membres de la zone euro et plusieurs autres pays de l'UE acceptent de participer à un nouveau pacte budgétaire et de coordonner plus étroitement leurs politiques économiques.

**18 décembre** : Décès de Václav Havel, ancien président tchécoslovaque et tchèque, combattant pour la liberté sous le régime communiste.

**19 décembre** : Le Liechtenstein rejoint l'espace Schengen.

## 2012

**1<sup>er</sup> janvier** : Le Danemark prend la tête de la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne. Guimarães (Portugal) et Maribor (Slovénie) sont les capitales européennes de la culture 2012.

**17 janvier** : Les députés européens élisent le socialiste allemand Martin Schulz président du Parlement européen.

**22 janvier** : Les Croates disent «oui» à l'adhésion de leur pays à l'UE. La Croatie devrait devenir le 28<sup>e</sup> pays membre de l'Union européenne le 1<sup>er</sup> juillet 2013.

**30 janvier** : Lors du sommet informel du Conseil européen, un nouveau traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance dans l'Union économique et monétaire est approuvé par tous les États membres, à l'exception de la République tchèque et du Royaume-Uni.

**2 février** : Signature d'un traité établissant un mécanisme européen de stabilité (MES). Siégeant à Luxembourg, cette organisation soutiendra si nécessaire les pays de la zone euro afin de préserver la stabilité financière.

**14 février** : Les relations économiques sont au cœur du sommet UE-Chine organisé à Pékin.

**21 février** : Les ministres des finances de la zone euro adoptent un second plan destiné à assurer l'avenir de la Grèce dans la zone euro. Celui-ci comprend un accord avec les créiteurs du secteur privé et une surveillance accrue.

**1<sup>er</sup> mars** : Le Conseil européen accorde le statut de pays candidat à la Serbie.

**1-2 février** : Herman Van Rompuy est réélu président du Conseil européen.

**1<sup>er</sup> avril** : L'initiative citoyenne européenne devient réalité : elle permet pour la première fois aux citoyens de proposer à l'Union européenne de légiférer sur des questions spécifiques.

**27 avril** : Les ministres de la justice de l'Union européenne adoptent une nouvelle législation garantissant le droit des accusés à être informés pendant une procédure pénale dans un autre État membre.

**30 mai** : Dans le cadre du «semestre européen», la Commission adopte des recommandations pour chacun des 27 États membres de l'Union européenne, qui reçoivent ainsi des orientations relatives à leurs budgets et à leurs politiques économiques pour 2012-2013.

**30 mai** : Le Conseil adopte un règlement évitant aux utilisateurs de téléphones portables de devoir payer des prix excessifs pour les services d'itinérance (roaming) lorsqu'ils voyagent dans l'Union européenne.

**7 juin** : Le Conseil adopte des règles européennes accélérant les procédures successorales dans les situations présentant une dimension transfrontière et permettant aux héritiers, aux légataires et aux héritiers réservataires d'entrer en possession de la quote-part respective leur revenant dans la succession plus facilement et à moindre coût.

**28-29 juin** : En Conseil européen, les dirigeants de l'Union arrêtent des mesures destinées à rétablir la confiance dans l'économie, investir davantage en faveur de la croissance et établir une union plus forte. Le «pacte pour la croissance et l'emploi» mobilisera 120 milliards d'euros, qui seront investis immédiatement.

**1<sup>er</sup> juillet** : Chypre prend la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour six mois, en promettant d'œuvrer à «une Europe meilleure».

**4 juillet** : L'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) est rejeté par le Parlement européen à une très large majorité, après que la proposition d'accord a suscité un vaste débat public sur les droits des utilisateurs d'internet. C'est la première fois que le Parlement exerce le droit de rejeter un accord commercial international que lui confère le traité de Lisbonne.

**13 août** : Entrée en vigueur d'une directive améliorant la collecte et le traitement des déchets électroniques.

**12 septembre** : Dans son discours annuel sur l'état de l'Union, José Manuel Barroso, président de la Commission européenne, plaide vigoureusement en faveur d'une nouvelle direction et d'une nouvelle pensée pour l'Europe. Il propose que l'Union européenne évolue vers une fédération d'États-nations.

**4 octobre** : L'Union européenne adopte une nouvelle législation sur les droits des victimes de la criminalité.

**8 octobre** : Le mécanisme européen de stabilité (MES) entre en vigueur.

**18-19 octobre** : Le Conseil européen se réunit pour discuter de l'économie et de la croissance, et s'accorde sur le principe d'instaurer une surveillance commune des banques de la zone euro.

**28 novembre** : La Commission publie son examen annuel de la croissance pour 2012.

**10 décembre** : L'Union européenne reçoit à Oslo le prix Nobel de la paix 2012. Ce prix récompense sa contribution à la paix et à la réconciliation, à la démocratie et aux droits de l'homme au cours des soixante dernières années.

**13 décembre** : Lors du Conseil européen, les dirigeants de l'UE posent les premiers jalons d'une future union bancaire en adoptant la décision de principe de créer un «mécanisme de surveillance unique» autorisant la Banque centrale européenne à exercer une surveillance directe sur les grandes banques de la zone euro.

## 2013

**1<sup>er</sup> janvier** : L'Irlande prend la présidence tournante du Conseil de l'Union européenne pour six mois. Marseille (France) et Košice (Slovaquie) sont les Capitales européennes de la culture de l'année 2013.

**21 janvier** : L'Eurogroupe désigne son nouveau président pour un mandat de deux ans et demi : Jeroen Dijsselbloem, ministre néerlandais des finances.

**22 janvier** : Les ministres des finances s'accordent sur le principe de l'introduction d'une taxe sur les transactions financières par 11 pays de la zone euro.

**7-8 février** : En Conseil européen, les pays de l'UE parviennent à un accord sur le cadre financier pluriannuel pour la période 2013-2020.

**28 février** : Le Conseil parvient à un accord politique recommandant la mise en place d'une «garantie pour la jeunesse» destinée aux moins de 25 ans. Ce mécanisme vise à assurer aux jeunes de se voir offrir un emploi, une formation, un apprentissage ou la poursuite de leurs études dans les quatre mois suivant leur sortie de l'école ou la perte de leur emploi.

**15 mars** : Le Conseil européen adopte les priorités économiques de l'Union pour 2013 et formulent des orientations stratégiques pour les politiques budgétaires et les réformes structurelles des États membres.

**25 mars** : L'Eurogroupe parvient à un accord politique sur le futur programme d'ajustement économique de Chypre.

**19 avril** : La Serbie et le Kosovo signent un pacte à Bruxelles, à l'issue de négociations facilitées par la Haute représentante de l'UE, Catherine Ashton.

**13 mai** : Deux règlements de l'UE («deuxième paquet») sur la gouvernance économique dans la zone euro sont adoptés. Ils visent à renforcer la surveillance des finances publiques des différents pays.

**21 mai** : Le Parlement européen adopte des normes de sécurité plus strictes pour les activités de forage de pétrole et de gaz en mer.

**22 mai** : Le Conseil européen se réunit à Bruxelles pour débattre des problèmes d'évasion et de fraude fiscales, ainsi que des politiques énergétiques.

**27-28 mai** : Le Conseil européen adopte un vaste programme pour lutter contre le chômage des jeunes. Ils décident également d'ouvrir les négociations d'adhésion avec la Serbie et confirment que la Lettonie adoptera l'euro en 2014.

**1<sup>er</sup> juillet** : La Croatie adhère à l'UE, portant le nombre total d'États membres à 28. L'UE compte désormais 24 langues officielles. La Lituanie assume la présidence du Conseil de l'UE pour six mois.

**18 juillet** : Sommet UE-Afrique du Sud, Prétoria

**11 septembre** : Discours sur l'état de l'Union du président de la Commission européenne devant le Parlement européen

**14-15 septembre** : Journées européennes du Patrimoine

**1<sup>er</sup> octobre** : Emily O'Reilly prend ses fonctions en tant que Médiatrice européenne.

**24-25 octobre** : Le Conseil européen se réunit pour discuter, notamment, de l'économie numérique et de la politique économique et sociale.

**13 novembre** : La Commission publie son examen annuel de la croissance pour 2013. Celui-ci donne le coup d'envoi au «semestre européen», un outil de coordination des politiques économiques qui veille à ce que les pays de l'UE orientent leurs programmes budgétaires et économiques vers la croissance.

**20 novembre** : Malala Yousafzai, la jeune fille pakistanaise qui défend le droit à l'éducation des filles dans son pays, reçoit le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, décerné tous les ans par le Parlement européen.

**28-29 novembre** : Lors du sommet du partenariat oriental organisé à Vilnius, la Géorgie et la Moldavie ont signé un accord d'association avec l'UE.

**2 décembre** : Le système européen de surveillance des frontières extérieures de l'UE (EUROSUR) devient opérationnel. Il vise à lutter contre la criminalité transfrontalière, la perte de vies humaines en mer et l'immigration clandestine. Le Conseil adopte le «cadre financier pluriannuel», le budget à long terme de l'UE pour la période 2014-2020.

**19 décembre** : Pour la première fois, le Conseil européen organise un débat approfondi sur la politique de sécurité et de défense commune.

## 2014

**1 janvier** : La Grèce prend la présidence du Conseil de l'UE pour six mois. Riga (Lettonie) et Umeå (Suède) sont les capitales européennes de la culture de l'année 2014.

**20 janvier** : Les ministres des affaires étrangères de l'UE suspendent certaines sanctions contre l'Iran, conformément au plan d'action adopté à l'échelle internationale pour répondre aux inquiétudes liées au programme nucléaire de ce pays.

**23 janvier** : Vítor Manuel da Silva Caldeira est réélu à la présidence de la Cour des comptes européenne pour un troisième mandat de trois ans.

**3 février** : La Commission dévoile son premier rapport anticorruption.

**17 mars** : Les ministres des affaires étrangères de l'UE condamnent fermement le référendum organisé en Crimée (Ukraine) par des groupes favorables au rattachement de la région à la Russie. L'UE ne reconnaît pas l'annexion illégale de la Crimée. Elle impose des sanctions à l'encontre des personnes qui, en Russie, sont responsables d'actes portant atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

**26 mars** : Lors d'un sommet organisé à Bruxelles, les dirigeants de l'UE et le président des États-Unis, Barack Obama, s'entretiennent de la politique étrangère internationale, de la crise en Ukraine et des grands enjeux mondiaux.

**15 avril** : Le Parlement européen adopte un ensemble de règlements visant à régler le problème des banques confrontées à de graves difficultés, afin que les contribuables n'aient plus à payer pour les banques défailtantes. Il s'agit du dernier volet de l'union bancaire européenne.

**28 avril** : Avant les élections européennes prévues en mai, les partis politiques désignent pour la première fois leurs candidats pour le poste de président de la Commission européenne.

**22-25 mai** : À l'issue des élections européennes organisées dans toute l'UE, 751 députés européens sont élus. Le taux de participation est de 43,09 %.

**2 juin** : Dans le cadre du «semestre européen», la Commission adopte des recommandations pour chacun des 28 États membres de l'Union européenne, qui reçoivent ainsi des orientations relatives à leurs budgets et à leurs politiques économiques pour 2014-2015.

**5 juin** : Les chefs d'État et de gouvernement du G7 se réunissent pour la première fois à Bruxelles, sous la houlette de l'UE.

**26-27 juin** : Les chefs d'État et de gouvernement de l'UE, réunis au sein du Conseil européen, nomment Jean-Claude Juncker président désigné de la Commission européenne. Ils accordent à l'Albanie le statut de pays candidat à l'adhésion à l'UE et confirment que la Lituanie adoptera l'euro en 2015. Des accords d'association sont signés avec la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Italie prend la présidence du Conseil de l'UE pour six mois. Les députés européens réélisent le socialiste allemand Martin Schulz à la présidence du Parlement européen pour un second mandat de deux ans et demi.

**15 juillet** : Le Parlement européen élit Jean-Claude Juncker comme prochain président de la Commission européenne.

**30 août** : Lors d'une réunion extraordinaire du Conseil européen à Bruxelles, Donald Tusk, Premier ministre polonais, est désigné président du Conseil européen, tandis que Federica Mogherini, ministre italienne des affaires étrangères, est nommée Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

**18 septembre** : Les résidents écossais votent «non» au référendum sur l'indépendance de l'Écosse vis-à-vis du Royaume-Uni. Les partisans du «non» l'emportent, avec 55,3 % des voix.

**22 octobre** : Le Parlement européen approuve le nouveau collège des 27 commissaires présenté par son président Jean-Claude Juncker, élu avec 423 voix pour, 209 voix contre et 67 abstentions.

**24 octobre** : En Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE adoptent des objectifs en matière de climat les plus ambitieux au monde.

**1<sup>er</sup> novembre** : Entrée en vigueur des nouvelles dispositions concernant le vote au Conseil des ministres, conformément au traité de Lisbonne. Pour pouvoir être adoptée à la majorité qualifiée, une nouvelle loi ou tout autre décision doit désormais obtenir une «double majorité», à la fois des États membres et de la population.

**4 novembre** : Le mécanisme de surveillance unique pour les banques entre en vigueur. La Banque centrale publie dans ce cadre un «test de résistance» accompagné d'une analyse détaillée de la solidité des 130 plus grandes banques.

**26 novembre** : La Commission annonce un plan d'investissement de 315 milliards d'euros visant à relancer la croissance en Europe et à favoriser les retours à l'emploi. Selon les estimations, ces mesures pourraient créer jusqu'à 1,3 million de nouveaux emplois.

**28 novembre** : La Commission publie son examen annuel de la croissance pour 2015.

**1<sup>er</sup> décembre** : Donald Tusk, ancien Premier ministre polonais, succède à Herman Van Rompuy au poste de président du Conseil européen.

**18 décembre** : Le Conseil européen soutient la création d'un Fonds européen pour les investissements stratégiques (EFSD), en vue de mobiliser 315 milliards d'euros d'investissements nouveaux entre 2015 et 2017.

## 2015

**1<sup>er</sup> janvier** : La Lettonie prend la tête de la présidence tournante du Conseil de l'UE pour six mois. La Lituanie adopte l'euro, devenant ainsi le 19<sup>e</sup> membre de la zone euro. Mons (Belgique) et Plzeň (République tchèque) sont les Capitales européennes de la culture 2015

**7 janvier** : À la suite d'une attaque terroriste contre le magazine satirique «Charlie Hebdo», à Paris, des manifestations ont lieu dans toute l'Europe en faveur de la liberté d'expression, et de nouvelles initiatives sont adoptées, au niveau européen, pour lutter contre le terrorisme.

**13 février** : Les dirigeants de l'UE se rencontrent lors d'un Conseil européen informel à Bruxelles afin de débattre de trois enjeux pour l'Europe : rétablir la paix en Ukraine, lutter contre le terrorisme et améliorer l'Union monétaire européenne.

**25 février** : La Commission européenne présente sa stratégie pour parvenir à une Union de l'énergie résiliente.

**18 mars** : La Commission européenne présente une série de mesures sur la transparence fiscale dans le cadre de son programme de lutte contre l'évasion fiscale des entreprises et la concurrence dommageable dans l'UE.

**19 mars** : Réunis au sein du Conseil européen, les dirigeants de l'UE conviennent de créer une Union de l'énergie. Ils rappellent leur engagement de fournir une énergie abordable, sûre et durable au sein de l'UE.

**23 avril** : Lors d'une réunion extraordinaire du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE sont convenus de quatre domaines d'action prioritaires, après le décès en Méditerranée de 1 800 migrants qui tentaient de rejoindre les côtes européennes dans des embarcations de fortune. Il s'agit notamment de mesures pour combattre les trafiquants, d'un nouveau programme de retour pour les migrants en situation irrégulière, d'une protection accrue des réfugiés provenant de zones de conflit et d'un triplement des ressources allouées aux opérations européennes de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale.

**6 mai** : La Commission européenne dévoile des propositions détaillées pour créer un marché unique numérique et préparer l'avenir numérique de l'Europe.

**13 mai** : Dans le cadre du «semestre européen», la Commission adopte des recommandations pour chacun des 28 États membres de l'Union européenne, qui reçoivent ainsi des orientations relatives à leurs budgets et à leurs politiques économiques pour 2015-2016.

**21-22 mai** : Lors d'un sommet organisé à Riga, les dirigeants de l'Union européenne rencontrent les représentants des six pays du partenariat oriental (Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Géorgie, Moldavie et Ukraine). Ils fixent un programme constructif pour l'avenir, qui inclut la nécessité de mettre en place des institutions plus fortes et plus transparentes, libres de toute corruption.

**7-8 juin** : L'Allemagne accueille la réunion des chefs d'État et de gouvernement du G-7, qui regroupe les pays économiquement les plus avancés de la planète.

**22 juin** : Les cinq présidents des institutions de l'UE présentent des projets pour approfondir l'Union économique et monétaire entre 2015 et 2025.

**26 juin** : En Conseil européen, les dirigeants de l'UE examinent la situation en Grèce, les migrations, le futur référendum au Royaume-Uni, la sécurité et la défense, ainsi que des questions économiques.

**30 juin** : Le Parlement européen et le Conseil parviennent à un accord sur la suppression totale des frais d'itinérance pour la téléphonie mobile dans l'UE d'ici à 2017.

**1<sup>er</sup> juillet** : Le Luxembourg assume la présidence tournante du Conseil de l'UE pour six mois.

**5 juillet** : La Grèce organise un référendum sur les conditions d'un programme d'aide proposé conjointement par la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne. La proposition recueille 61 % de votes contre et 39 % de votes pour.

**13 juillet** : Lors d'un sommet organisé à Bruxelles, les dirigeants de la zone euro et le gouvernement grec adoptent un nouveau programme d'aide à la Grèce au titre du mécanisme européen de stabilité. Ce programme, qui prévoit des conditions strictes, est assorti d'une aide de 35 milliards d'euros pour soutenir la croissance et l'emploi.

**14 juillet** : Un accord sur le programme nucléaire iranien est conclu entre l'Iran et les grandes puissances mondiales, dont l'UE, représentée par Federica Mogherini, haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Cet accord garantit que l'Iran n'utilisera son programme nucléaire qu'à des fins civiles et que les sanctions économiques établies depuis longtemps à son encontre seront levées.

**6 août** : Après deux ans et demi d'intenses négociations, l'UE et le Vietnam parviennent à un accord de principe en vue de conclure un accord de libre-échange (ALE).

**10 août** : La Commission européenne approuve 23 programmes de financement au titre du Fonds «Asile, migration et intégration» (AMIF) et du Fonds pour la sécurité intérieure (FSI).

**20 août** : La Commission européenne signe avec la Grèce un protocole d'accord sur un programme de soutien à la stabilité. Le mécanisme européen de stabilité sera en mesure de verser jusqu'à 86 milliards d'euros de prêts au cours des trois prochaines années.

**9 septembre** : Dans son discours sur l'état de l'Union, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, présente sa vision politique pour l'avenir de l'UE en mettant l'accent sur la crise des réfugiés, le futur de l'euro et la politique étrangère.

**22 septembre** : Les ministres de l'intérieur de l'UE décident de reloger 120 000 demandeurs d'asile. La Commission propose la création d'un système permanent de réinstallation ainsi qu'un nouvel ensemble de mesures pour gérer cette crise.

**15 octobre** : En Conseil européen, les dirigeants européens examinent la crise des réfugiés et la question des migrations.

**21 octobre** : La Commission européenne définit des étapes concrètes pour achever l'Union économique et monétaire.

**25 octobre** : Des dirigeants représentant l'Albanie, l'Allemagne, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, l'Autriche, la Bulgarie, la Croatie, la Grèce, la Hongrie, la Roumanie, la Serbie et la Slovaquie se réunissent à Bruxelles en vue d'améliorer la coopération et d'intensifier les consultations entre les pays bordant la route migratoire.

**27 octobre** : Le Parlement européen donne son approbation finale aux règles interdisant les frais d'itinérance facturés pour l'utilisation de téléphones portables dans un autre pays de l'UE. Ces nouvelles règles entreront en vigueur en juin 2017.

**12 novembre** : Lors d'un sommet sur la migration organisé à La Valette, les chefs d'État et de gouvernement européens et africains conviennent d'un plan d'action visant à renforcer la coopération et à relever les défis actuels, tout en reconnaissant l'importance d'une bonne gestion de la migration et de la mobilité entre les continents.

**13 novembre** : Paris est frappée par plusieurs attentats terroristes, qui font 130 morts. Dans une déclaration commune, les responsables de l'UE et les chefs d'État et de gouvernement des États membres condamnent fermement ces actes, qu'ils qualifient d'«attaque contre nous tous». Ils s'engagent à «faire face à cette menace ensemble, avec tous les moyens nécessaires et une détermination sans faille».

**26 novembre** : La Commission publie son examen annuel de la croissance pour 2016. Celui-ci donne le coup d'envoi au «semestre européen» annuel de coordination des politiques économiques, dans le cadre duquel les pays de l'UE harmonisent leurs programmes budgétaires et économiques axés sur la croissance.

**29 novembre** : Sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'UE avec la Turquie. Un plan d'action conjoint est adopté pour faire face à la crise des réfugiés engendrée par la situation en Syrie. L'UE et

les États membres conviennent de renforcer leur coopération avec la Turquie et d'accroître de manière substantielle leur soutien politique et financier.

**7 décembre** : La Commission adopte une nouvelle stratégie de l'aviation pour l'Europe.

**12 décembre** : Lors d'une conférence des Nations unies à Paris, 195 pays concluent un nouvel accord sur le changement climatique, grâce notamment au rôle central joué par l'UE. Cet accord comprend un plan d'action visant à maintenir le réchauffement de la planète nettement en dessous de 2 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle.

**18 décembre** : Lors du Conseil européen, les dirigeants européens discutent de la crise migratoire, de la lutte contre le terrorisme et des demandes de réforme du Royaume-Uni.

## 2016

**1 janvier** : Les Pays-Bas prennent la présidence du Conseil de l'UE pour six mois. Wrocław (Pologne) et Saint-Sébastien (Espagne) sont les capitales européennes de la culture de l'année.

**28 janvier** : La Commission européenne annonce des propositions destinées à prévenir l'évasion fiscale des grandes entreprises dans les 28 pays de l'UE.

**16 février** : La Commission européenne présente des mesures sur la sécurité énergétique.

**19 février** : En Conseil européen, les dirigeants de l'UE se mettent d'accord sur un nouvel arrangement pour le Royaume-Uni dans l'Union européenne. Cet arrangement prévoit que l'UE continue à soutenir la compétitivité de l'économie, que des pays de l'UE puissent limiter temporairement certaines prestations sociales accordées aux migrants européens, et que des mesures de sauvegarde soient introduites pour renforcer la subsidiarité. Le Premier ministre David Cameron annonce qu'un référendum sur le maintien ou non du Royaume-Uni dans l'UE aura lieu le 23 juin 2016.

**1<sup>er</sup> mars** : La Grèce a soumis un « plan d'urgence » à l'Union européenne pour l'aider à organiser l'accueil de 100 000 réfugiés sur son territoire, estimant à 480 millions d'euros ses besoins financiers alors que plus de 20 000 migrants sont bloqués dans le pays.

**3 mars** : 34<sup>e</sup> sommet franco-britannique où la crise des migrants affluant dans la « jungle » de Calais pour tenter de rejoindre l'Angleterre est au cœur des discussions entre François Hollande et David Cameron.

**7 mars** : Les dirigeants de l'UE se réunissent avec leurs homologues turcs en vue de renforcer la coopération sur la question des migrations et de la crise des réfugiés.

**8 mars** : La Commission européenne propose une révision de la directive de 1996 en qui concerne les travailleurs détachés, afin de réduire au maximum les différences de coût du travail entre salariés dans un même pays.

**17-18 mars** : Lors de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE concluent un accord avec la Turquie en vue de réduire les migrations irrégulières par la mer de la Turquie vers la Grèce.

**22 mars** : Un double attentat terroriste à Bruxelles fait plus de 30 morts et plus de 300 blessés. Dans une déclaration, Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, exhorte l'Union à «faire face ensemble à la menace terroriste et à apporter des solutions européennes à des questions qui nous concernent tous».

**18 mai** : Dans le cadre du «semestre européen», la Commission adopte des recommandations pour chacun des 28 États membres de l'Union européenne, qui reçoivent ainsi des orientations relatives à leurs budgets et à leurs politiques économiques pour 2016-2017.

**23 mai** : Lors du sommet mondial humanitaire à Istanbul, l'Union européenne s'engage à soutenir l'action des Nations unies visant à améliorer l'assistance aux personnes en situation de crise à travers le monde et à atténuer l'impact de futures crises humanitaires.

**23 juin** : Lors d'un référendum, les citoyens britanniques se prononcent en faveur de la sortie de l'Union européenne (52 % contre 48 %). L'article 50 du traité sur l'Union européenne définit les procédures à suivre dans le cas où un État membre décide de quitter l'UE. Le Royaume-Uni demeure un État membre de l'UE jusqu'à la conclusion des négociations sur les modalités de sortie de l'Union.

**28 juin** : Réunis lors du Conseil européen, les dirigeants de l'UE débattent des conséquences politiques du référendum au Royaume-Uni.



**29 juin** : En présence des présidents du Conseil européen et de la Commission européenne, les dirigeants de l'UE se réunissent pour la première fois sans le Royaume-Uni. Ils déplorent le résultat du référendum mais sont déterminés à faire progresser les priorités actuelles.

**1 juillet** : La Slovaquie prend la présidence tournante du Conseil de l'UE pour six mois.

**13 juillet** : Les dirigeants de l'UE et leurs homologues chinois se rencontrent à Pékin et conviennent de faire progresser leur partenariat stratégique. Ils décident également d'entamer un nouveau cycle de dialogue sur les droits de l'homme entre l'UE et la Chine dans le courant de l'année à Bruxelles.

**14 juillet** : Un attentat fait 87 morts et plus de 300 blessés à Nice, en France.

**20 juillet** : La Commission européenne présente, dans le cadre de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat, un ensemble de mesures visant à accélérer la transition de l'Europe vers une économie à faible intensité de carbone dans tous les secteurs.

**30 août** : La Commission européenne conclut que l'Irlande a accordé à Apple des avantages fiscaux indus pour un montant de 13 milliards d'euros. L'Irlande doit à présent récupérer ces aides illégales.

**14 septembre** : Dans son discours sur l'état de l'Union, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, présente sa vision pour une meilleure Europe, «une Europe qui protège, donne les moyens d'agir et défend

**16 septembre** : À l'occasion d'une réunion informelle à Bratislava (Slovaquie), les 27 chefs d'État et de gouvernement entament une réflexion politique sur la poursuite du développement d'une Union à 27 pays membres, à la suite de la décision du Royaume-Uni de se retirer de l'UE.

**19 septembre** : Le Britannique Julian King est nommé membre de la Commission européenne chargé de l'«union de la sécurité». Il remplace Jonathan Hill, qui a démissionné à la suite du référendum organisé en juin par le Royaume-Uni sur la sortie de l'Union.

**30 septembre** : Les ministres de l'UE approuvent la ratification, par l'Union européenne, de l'«accord de Paris» sur le changement climatique, adopté en décembre 2015 dans le cadre des Nations unies. Cette ratification permet l'entrée en vigueur de l'accord.

**6 octobre** : L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes est officiellement instaurée afin de renforcer la gestion et la sécurité des frontières extérieures de l'UE.

**21 octobre** : Lors du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE débattent du commerce, des migrations, ainsi que de la Russie et de son rôle en Syrie.

**25 octobre** : La Commission annonce des projets visant à réformer la fiscalité des sociétés au sein du marché unique, afin de parvenir à un système d'imposition équitable et propice à la croissance.

**30 octobre** : Les dirigeants européens et canadiens se réunissent à Bruxelles pour signer l'accord économique et commercial global (AECG ou «CETA»).

**24 novembre** : Les dirigeants de l'UE et de l'Ukraine se réunissent à Bruxelles. Depuis le dernier sommet, en 2015, l'Ukraine a mis au point un ambitieux programme de réformes bénéficiant d'un important soutien de l'UE.

**30 novembre** : La Commission européenne présente un train de mesures intitulé «Une énergie propre pour tous les Européens».

**13 décembre** : La toute première déclaration commune visant à accélérer un ensemble de propositions prioritaires pour l'UE est signée par les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Ils s'engagent, au nom de leurs institutions respectives, à engranger des progrès considérables dans des domaines clés au cours de l'année à venir.

**15 décembre** : Lors d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE discutent des questions les plus urgentes, dont la migration, la sécurité, l'économie, la jeunesse et les relations extérieures.

**21 décembre** : La Commission européenne adopte un ensemble de mesures destinées à renforcer la capacité de l'UE à lutter contre le financement du terrorisme et de la criminalité organisée dans les domaines du blanchiment de capitaux, des mouvements illicites d'argent liquide et du gel et de la confiscation d'avoirs.

## 2017

**1<sup>er</sup> janvier** : Pour la première fois, Malte prend les rênes de la présidence du Conseil de l'Union européenne. Les priorités de son programme sont la migration, la sécurité, l'inclusion sociale, le marché unique ainsi que les politiques maritime et de voisinage de l'Europe. De nouvelles règles

entrent en vigueur, qui obligent les États membres à échanger automatiquement des informations sur toutes les nouvelles décisions fiscales transfrontières dont bénéficient les entreprises multinationales dans les pays de l'UE. Aarhus, au Danemark, et Paphos, à Chypre, se partagent le titre de « Capitale européenne de la culture » en 2017. La ville allemande d'Essen est la « Capitale verte de l'Europe » pour 2017.

**17 janvier** : Les députés européens élisent le conservateur italien Antonio Tajani au poste de président du Parlement européen.

**6 février** : Réunis au sein du Conseil européen, les dirigeants de l'UE réaffirment qu'il importe que la Libye retrouve la stabilité grâce à un accord politique inclusif dans le cadre de l'accord politique libyen. Ils évoquent également le processus de paix au Proche-Orient, ainsi que la situation en Ukraine et en Égypte.

**15 février** : Le Parlement européen approuve par un vote l'accord économique et commercial global (AECG) entre l'UE et le Canada, concluant ainsi le processus de ratification de cet accord au niveau de l'UE. L'AECG entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié par le Canada et par les parlements des États membres.

**21 février** : À la suite de la déclaration de l'état de famine au Soudan du Sud, qui touche actuellement 100 000 personnes, la Commission européenne s'engage à verser 82 millions d'euros d'aide humanitaire. Les fonds seront en grande partie destinés à atténuer les difficultés les plus urgentes rencontrées par la population et à aider les pays voisins à faire face à l'afflux massif de réfugiés.

**1<sup>er</sup> mars** : La Commission européenne lance un « Livre blanc sur l'avenir de l'Europe » afin de permettre aux citoyens et aux dirigeants de toute l'Europe de donner leur avis sur la meilleure voie à suivre pour l'UE. Le livre blanc présente cinq scénarios possibles dans la perspective d'un sommet qui se tiendra à Rome le 25 mars.

**9-10 mars** : À l'occasion de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, 27 États membres préparent la célébration du 60<sup>e</sup> anniversaire de la signature des traités de Rome, le 25 mars. Ils insistent sur leur volonté de renforcer la confiance mutuelle et de maintenir l'unité politique parmi les 27 États membres.

**25 mars** : À Rome, 27 dirigeants de l'UE se réunissent pour célébrer le 60<sup>e</sup> anniversaire de la signature des traités de Rome, qui ont ouvert la voie à une Union de la paix, de la solidarité et de la démocratie. Ils adoptent la « Déclaration de Rome », qui évoque les réussites passées de l'UE, présente les défis à venir et s'engage à œuvrer pour l'unité entre les 27 États membres, ainsi qu'à renforcer l'action commune dans des domaines essentiels.

**29 mars** : Le Premier ministre du Royaume-Uni, Theresa May, notifie au Conseil européen l'intention du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne. Cette notification fait suite au référendum du 23 juin 2016 et lance la procédure de retrait du Royaume-Uni au titre de l'article 50 du traité de Lisbonne.

**30 mars** : La Commission européenne obtient un engagement pour les dix prochaines années visant à sauver les stocks halieutiques de la Méditerranée et à protéger la richesse écologique et économique de la région. La « déclaration de Malte » définit un programme de travail détaillé pour les dix années à venir.

**26 avril** : La Commission européenne publie un document de réflexion sur la dimension sociale de l'Europe, dans le prolongement du livre blanc sur l'avenir de l'Europe. Ce document marque le début d'un processus de réflexion avec les citoyens, les partenaires sociaux, les institutions européennes et les autorités nationales, qui vise à trouver des réponses aux défis auxquels les sociétés et les citoyens seront confrontés dans les années à venir, et à clarifier la contribution de l'UE aux efforts visant à relever ces défis.

**22 mai** : Le Conseil européen autorise l'ouverture de négociations avec le Royaume-Uni au titre de l'article 50 et désigne la Commission en tant que négociateur de l'Union. La Commission salue l'adoption de la première série de directives de négociation qui lui confèrent le mandat politique et juridique nécessaire pour négocier avec le Royaume-Uni au nom de l'UE-27. La Commission européenne présente ses recommandations par pays pour 2017, dans lesquelles elle décrit ses orientations économiques adressées aux États membres pour les 12 à 18 prochains mois. Une attention particulière est accordée aux priorités et défis recensés pour la zone euro.

**24 mai** : Lors d'un sommet organisé à Bruxelles, les dirigeants de l'UE et le président américain, Donald Trump, débattent de la politique étrangère, de la sécurité, de la lutte contre le changement climatique et des relations commerciales.

**1<sup>er</sup> juin** : L'Estonie assure la présidence du Conseil de l'Union européenne. Ses quatre grandes priorités sont les suivantes : une économie européenne ouverte et innovante, une Europe sûre et sécurisée, l'Europe numérique et la libre circulation des données, ainsi qu'une Europe inclusive et durable. Les États-Unis annoncent leur intention de se retirer de l'accord de Paris sur le climat. Tout en regrettant cette décision, Miguel Arias Cañete, commissaire chargé de l'action pour le climat et de l'énergie, déclare : «Le monde peut continuer à compter sur l'Europe pour jouer un rôle moteur dans la lutte contre le changement climatique à l'échelle mondiale».

**13 juin** : L'Union européenne célèbre 30 ans de séjours «Erasmus» à l'étranger, dont ont bénéficié jusqu'à présent 9 millions de personnes dans toute l'Europe.

**15 juin** : Les frais d'itinérance pour l'utilisation des téléphones portables à l'étranger sont supprimés. Désormais, les Européens qui voyagent dans l'UE peuvent passer des appels, envoyer des SMS et surfer sur le web depuis leur appareil mobile au même prix que dans leur pays d'origine.

**16 juin** : Décès de l'ancien chancelier allemand Helmut Kohl. Le président Juncker déclare qu'«Helmut Kohl ne fut pas seulement l'architecte de l'unité allemande. Il a contribué de façon essentielle, et plus que d'autres, à la réconciliation entre l'histoire européenne et la géographie européenne».

**19 juin** : Lancement du premier cycle de négociations au titre de l'article 50 entre la Commission européenne et le Royaume-Uni.

**27 juin** : La Commission condamne Google à une amende de 2,42 milliards d'euros pour abus de position dominante sur le marché des moteurs de recherche en favorisant son propre service de comparaison de prix dans les résultats de recherche et en rétrogradant les produits de ses concurrents.

**30 juin** : Décès de Simone Veil, rescapée d'Auschwitz et femme politique française. Elle a été la première femme à occuper la fonction de présidente du Parlement européen, de 1979 à 1982.

**7-8 juillet** : Le sommet du G20, présidé par l'Allemagne, se tient à Hambourg. Les dirigeants adoptent une déclaration mettant l'accent sur les objectifs suivants : partager les bénéfices de la mondialisation, renforcer la résilience, améliorer la viabilité des moyens de subsistance et assumer les responsabilités.

**26 juillet** : La Commission européenne fait part de son inquiétude concernant une loi récemment adoptée en Pologne sur la réforme du système judiciaire. Elle demande aux autorités polonaises de ne pas prendre de mesure visant à révoquer ou à mettre à la retraite forcée les juges de la Cour suprême.

**17 août** : Deux attaques terroristes perpétrées à Barcelone et Cambrils font 16 morts et 120 blessés. Le président Juncker déclare : «Nous ne nous laisserons jamais intimider par une telle barbarie».

**18 août** : Un homme armé d'un couteau tue deux personnes et en blesse plusieurs autres à Turku, en Finlande. Le président Juncker condamne fermement cette agression aveugle.

**13 septembre** : Le président Juncker prononce son discours sur l'état de l'Union 2017 devant le Parlement européen à Strasbourg. Il expose la manière dont l'Union européenne pourrait évoluer d'ici à 2025 et présente une feuille de route pour une Union plus unie, plus forte et plus démocratique.

**21 septembre** : L'accord économique et commercial global (CETA) conclu par l'UE et le Canada entre provisoirement en vigueur : il prendra effet pleinement et définitivement lorsque tous les États membres de l'UE l'auront ratifié. La Commission s'emploie avec les États membres et le Canada à assurer sa mise en œuvre harmonieuse et efficace.

**29 septembre** : La présidence estonienne du Conseil organise un sommet numérique à Tallinn, qui réunit les chefs d'État ou de gouvernement de l'UE. Ce sommet constitue une plateforme pour le lancement de discussions à haut niveau concernant les programmes en matière d'innovation numérique, afin de permettre à l'Europe de rester à la pointe du progrès technologique et d'être un chef de file dans le monde numérique de demain.

**18 octobre** : La Commission présente une série de mesures opérationnelles et pratiques pour mieux défendre les citoyens de l'UE contre les menaces terroristes et construire une Europe qui protège. Ces mesures visent à remédier aux vulnérabilités mises au jour par les récents attentats et aideront les États membres à protéger les espaces publics et à priver les terroristes de leurs moyens d'agir.

**19-20 octobre** : Lors de la réunion du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE discutent de leur programme pour les deux prochaines années, notamment la réforme de la zone euro, les migrations, la sécurité intérieure, le commerce et le financement futur de l'UE.

**8 novembre** : La Commission présente un train de mesures visant à renforcer le premier rang mondial de l'UE dans le domaine des véhicules non polluants, parmi lesquelles une proposition concernant les

objectifs en matière de dioxyde de carbone applicables aux voitures et camionnettes neuves après 2020.

**17 novembre** : Les dirigeants de l'UE proclament et signent à Göteborg (Suède) le socle européen des droits sociaux lors du premier sommet social de l'UE organisé depuis 20 ans. Le socle définit 20 principes et droits essentiels au bon fonctionnement et à l'équité des marchés du travail et des systèmes de protection sociale.

**6 décembre** : La Commission européenne présente des projets pour renforcer l'unité, l'efficacité et la légitimité démocratique de l'Union économique et monétaire européenne.

**7 décembre** : La Commission européenne lance l'Année européenne du patrimoine culturel 2018, qui vise à mettre en valeur la richesse du patrimoine culturel européen et son rôle dans la construction d'un sentiment d'identité partagé.

**8 décembre** : L'UE et le Japon concluent un accord de libre-échange historique. L'accord de partenariat économique permettra d'ouvrir le marché japonais, fort de 127 millions de consommateurs, aux principales exportations agricoles de l'UE, et renforcera les possibilités d'exportation de l'UE dans un certain nombre d'autres secteurs.

**11 décembre** : Le Conseil établit un cadre permanent pour la coopération en matière de défense. Les 25 États membres participant à la coopération structurée permanente (CSP) présenteront des plans pour un premier groupe de 17 projets collaboratifs.

**12 décembre** : Lors du sommet «One Planet» organisé à Paris, la Commission présente son nouveau plan d'action pour la planète, qui comprend 10 initiatives en faveur d'une économie moderne et d'une société juste, déclinées en 10 priorités politiques.

**14 décembre** : Réunis au sein du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE débattent de la défense et de la sécurité, de questions sociales, de l'éducation, de la culture et du changement climatique. Suite à la reconnaissance de Jérusalem en tant que capitale d'Israël par Donald Trump, les dirigeants de l'UE réaffirment leur engagement en faveur de la solution fondée sur la coexistence de deux États, avec Jérusalem comme capitale d'Israël et de la Palestine.

**15 décembre** : Les dirigeants des 27 pays de l'UE conviennent que des progrès suffisants ont été réalisés en ce qui concerne les droits des citoyens, le dialogue sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, et le règlement financier. Ils adoptent des lignes directrices afin de passer à la seconde phase des négociations sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE.

**20 décembre** : La Commission lance des mesures sans précédent contre la Pologne après avoir conclu à l'existence d'un risque manifeste de violation grave de l'état de droit, à la suite d'une série de réformes qui menacent l'indépendance du pouvoir judiciaire dans le pays.

## 2018

**1<sup>er</sup> janvier** : La Bulgarie prend pour la première fois les rênes de la présidence tournante du Conseil de l'Union pour six mois. Son programme est axé sur quatre domaines clés: l'avenir de l'Europe et des jeunes; la perspective européenne et la connectivité des Balkans occidentaux; la sécurité et la stabilité; l'économie numérique. De nouvelles règles visant à empêcher l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent entrent en vigueur. Elles obligent les États membres à accorder aux autorités fiscales l'accès aux données collectées en application de la législation anti-blanchiment. Leeuwarden aux Pays-Bas, et La Valette, à Malte, partagent le titre de capitale européenne de la culture pour un an.

**16 janvier** : La Commission européenne présente la toute première stratégie européenne sur les matières plastiques dans le cadre de la transition vers une économie plus circulaire.

**19 janvier** : L'Année du tourisme UE-Chine est lancée à Venise. Elle vise à accroître les flux de visiteurs et les investissements des deux côtés, et à permettre aux Européens et aux Chinois de mieux se connaître et s'apprécier.

**20 janvier** : La ville néerlandaise de Nijmegen devient la Capitale verte européenne pour 2018. Elle jouera un rôle de modèle en matière de développement urbain durable, en partageant et en promouvant des bonnes pratiques.

**22 janvier** : L'Union européenne adopte une nouvelle stratégie pour l'Iraq à la suite de la défaite de Daech sur le plan territorial, afin de relever les nombreux défis auxquels le pays est confronté.

**25 janvier** : Le premier sommet européen sur l'éducation est organisé à Bruxelles. Il s'inscrit dans le cadre des travaux visant à instaurer un Espace européen de l'éducation destiné à faire de la mobilité

une réalité pour tous, à mettre en place un réseau d'universités européennes et à promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie. Le sommet fait suite à la présentation d'un ensemble de propositions visant à renforcer les compétences clés et les compétences numériques, ainsi que la dimension européenne de l'éducation.

**29 janvier** : L'observatoire européen de la précarité énergétique est lancé à Bruxelles dans le cadre des efforts déployés par la Commission pour lutter contre la pauvreté énergétique dans les pays de l'UE. Il fait partie intégrante de la mise en œuvre du socle européen des droits sociaux et constitue une des mesures de facilitation adoptée pour favoriser une transition énergétique juste et équitable sur le plan social.

**6 février** : La Commission européenne adopte une stratégie pour permettre à six pays partenaires des Balkans occidentaux de rejoindre l'Union européenne. La Serbie et le Monténégro font office de favoris et pourraient être prêts à adhérer d'ici à 2025.

**14 février** : La Commission européenne présente différentes options, ainsi que leurs conséquences financières, pour un budget à long terme de l'UE nouveau et moderne, à même de respecter ses priorités de manière efficace après 2020. Elle présente également un certain nombre d'idées qui pourraient renforcer l'efficacité de l'UE et améliorer le lien entre les dirigeants des institutions de l'UE et les citoyens européens.

**23 février** : Les dirigeants de l'UE-27 se réunissent à Bruxelles pour une discussion informelle sur le budget à long terme après 2020 et sur les questions institutionnelles, notamment la composition du Parlement européen après la sortie du Royaume-Uni de l'UE et la nomination du président de la Commission européenne. Ils débattent également de la guerre en Syrie et appellent à un cessez-le-feu immédiat. Le Brexit et les relations avec la Turquie sont également à l'ordre du jour.

**28 février** : La Commission européenne publie le projet d'accord de retrait entre l'Union européenne et le Royaume-Uni.

**8 mars** : La Commission européenne dévoile un plan d'action qui a pour but de permettre au secteur financier de profiter de l'essor rapide des nouvelles technologies, telles que les chaînes de blocs, l'intelligence artificielle et les services d'informatique en nuage. Elle propose également de nouvelles règles qui aideront les plateformes de financement participatif à se développer dans le marché unique de l'UE.

**14 mars** : La Commission présente des propositions pour simplifier les formalités permettant aux voyageurs en règle d'obtenir un visa pour se rendre en Europe, ce qui favorisera le tourisme, les échanges commerciaux et les affaires, tout en renforçant la sécurité et en atténuant les risques de migration irrégulière.

**22-23 mars** : La réunion du Conseil européen de printemps est principalement consacrée aux affaires économiques, et notamment au commerce. Les dirigeants de l'UE prennent note du fait que les importations d'acier et d'aluminium en provenance de l'UE sont temporairement exemptées des droits de douanes américains, et demandent que cette exemption soit rendue permanente. Ils expriment leur solidarité sans faille avec le Royaume-Uni à la suite de la récente attaque à l'agent neurotoxique commise à Salisbury. Les dirigeants examinent également d'autres problèmes pressants, notamment les actions menées par la Turquie en Méditerranée orientale et en mer Égée, le prochain sommet UE-Balkans occidentaux et la fiscalité. Lors d'une réunion distincte, les dirigeants de l'UE à 27 se félicitent de l'accord conclu par les négociateurs sur des parties du texte juridique de l'accord de retrait, et adopte des lignes directrices sur le cadre des relations futures avec le Royaume-Uni après le Brexit.

**28 mars** : Conformément à l'engagement du président Juncker visant à créer une véritable union de la défense d'ici 2025, la Commission et la haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité présentent un plan d'action afin d'améliorer la mobilité militaire au sein et en dehors de l'Union européenne.

**31 mars** : Le système automatique d'appel d'urgence devient obligatoire dans toute l'UE pour les voitures neuves dans le but de sauver davantage de vies sur les routes. Le système compose automatiquement le 112, le numéro d'appel d'urgence unique européen, en cas d'accident grave.

**1<sup>er</sup> avril** : De nouvelles règles de l'UE entrent en vigueur, qui permettent aux citoyens qui achètent ou s'abonnent à des services de contenu en ligne de continuer à regarder des films ou des émissions sportives, à écouter de la musique, à télécharger des livres électroniques ou à jouer à des jeux lorsqu'ils se rendent dans d'autres pays de l'UE.

**11 avril** : La Commission européenne propose une nouvelle donne pour les consommateurs afin que ceux-ci puissent jouir pleinement des droits que leur accorde la législation de l'UE. Elle renforcera également le contrôle de l'application de ces règles, en garantissant que les autorités ont le pouvoir d'infliger des sanctions dissuasives et que les consommateurs peuvent prétendre à une indemnisation en cas de violation de leurs droits.

**17 avril** : La Cour de justice de l'UE juge qu'une «grève sauvage» du personnel navigant après l'annonce surprise d'une restructuration ne constitue pas une «circonstance extraordinaire» permettant à une compagnie aérienne de se libérer de son obligation de verser une indemnisation en cas d'annulation ou de retard important d'un vol.

**21 avril** : L'Union européenne et le Mexique concluent un nouvel accord commercial. Cet accord s'inscrira dans le cadre d'un accord global UE-Mexique plus vaste et modernisé et permettra d'approfondir et d'élargir le champ d'application de l'accord commercial existant signé en 1997.

**23 avril** : La Commission européenne propose une nouvelle loi afin de renforcer la protection des lanceurs d'alerte dans toute l'UE. Cette proposition vise à instaurer des canaux sûrs permettant les signalements tant au sein d'une organisation qu'auprès des pouvoirs publics.

**24-25 avril** : La deuxième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région met l'accent sur l'aide humanitaire et le renforcement du processus politique de paix mené par les Nations unies. L'UE et les coprésidents des Nations unies adoptent une déclaration conjointe traduisant l'importance de l'engagement de la communauté internationale à l'égard des Syriens et des pays voisins pour les années à venir.

**25 avril** : Suite à la signature par 25 États membres de la déclaration de coopération sur l'intelligence artificielle, la Commission présente une approche européenne visant à mettre cette technologie au service des citoyens européens et à stimuler la compétitivité de l'Europe dans ce domaine.

**26 avril** : La Commission propose des mesures pour lutter contre la désinformation en ligne, et notamment l'élaboration, à l'échelle de l'UE, d'un code de bonnes pratiques contre la désinformation. Cette proposition fait suite à un ensemble de mesures opérationnelles, recommandées en mars, devant être prises par les entreprises et les États membres afin d'accélérer ce travail de lutte contre le contenu illicite en ligne.

**1<sup>er</sup> mai** : Entrée en vigueur de nouvelles règles renforçant la protection des citoyens de l'UE qui résident ou voyagent en dehors de l'Union européenne. Ces règles permettent aux citoyens européens se trouvant dans une situation de détresse dans un pays non-membre de l'UE de recevoir une assistance de l'ambassade ou du consulat de n'importe quel pays de l'UE si leur pays d'origine n'est pas représenté. Entrée en vigueur d'un nouvel accord douanier entre l'UE et la Nouvelle-Zélande visant à instaurer un environnement plus sûr et plus favorable aux échanges et de travailler ensemble pour prévenir, traquer et combattre les infractions à la réglementation douanière.

**2 mai** : La Commission présente ses propositions concernant le budget à long terme de l'UE pour 2021-2027, qui reflètent les priorités politiques de l'Union et les évolutions rapides dans les domaines de l'innovation, de l'économie, de l'environnement et de la géopolitique.

**3 mai** : L'UE lance DiscoverEU, une nouvelle initiative permettant à de jeunes Européens de 18 ans de découvrir leur continent. Les candidats retenus recevront des billets de transport gratuits pour visiter jusqu'à quatre pays différents. L'objectif est de permettre aux jeunes Européens de découvrir le riche patrimoine culturel du continent, de faire de nouvelles rencontres, de s'enrichir d'autres cultures et de découvrir ce qui unit l'Europe.

**9 mai** : Lors de la journée de l'Europe, la Commission européenne lance une consultation publique en ligne demandant à tous les Européens d'indiquer quelle direction ils aimeraient que l'Union européenne prenne à l'avenir. Cette consultation unique a été préparée par un groupe de 96 citoyens venant de 27 États membres qui se sont réunis pour décider des questions à poser à leurs concitoyens européens.

**17 mai** : Sommet UE-Balkans occidentaux à Sofia, Bulgarie. Les chefs d'État ou de gouvernement des États membres de l'UE et les dirigeants des six pays partenaires des Balkans occidentaux réaffirment leur engagement envers «une perspective européenne pour l'ensemble de la région». Les dirigeants de l'UE adoptent la déclaration de Sofia, sur laquelle les partenaires des Balkans occidentaux se sont alignés. Ils adoptent également le programme d'actions prioritaires de Sofia en vue de renforcer la coopération avec la région.

**25 mai** : Une révision majeure des règles de l'UE applicables à la protection de la vie privée ouvre une nouvelle ère dans le domaine de la protection des données. Les nouvelles règles visent à garantir la protection des données à caractère personnel des citoyens au sein de l'UE, quel que soit le lieu où elles sont envoyées, traitées ou stockées, même en dehors de l'UE.

**28 mai** : Face à la nuisance occasionnée par les quantités croissantes de déchets plastiques déversés dans les océans et les mers, la Commission européenne propose de nouvelles règles à l'échelle de l'UE pour cibler les 10 produits en matière plastique à usage unique les plus fréquemment trouvés sur les plages et dans les mers d'Europe, ainsi que les engins de pêche perdus ou abandonnés.

**1<sup>er</sup> Juin** : La Commission propose la toute première initiative de l'UE destinée à enrayer le déclin des pollinisateurs sauvages. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'UE pour stopper, d'ici à 2020, la perte de biodiversité et la dégradation des services écosystémiques et contribuer aux engagements pris dans le cadre des objectifs de développement durable des Nations unies.

**8 juin** : Entrée en vigueur de règles en matière de défense commerciale plus fermes et plus efficaces, afin de mieux protéger les producteurs et les travailleurs de l'UE. Grâce à ces nouvelles règles, l'Union sera mieux armée pour faire face aux enjeux de la mondialisation de l'économie et à la concurrence déloyale liée à certaines importations.

**8-9 juin** : Le Canada accueille la réunion des dirigeants du G7, qui regroupe les pays économiquement les plus avancés de la planète. Les débats portent essentiellement sur l'économie et le commerce, la sécurité et les affaires étrangères, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, ainsi que la protection de l'environnement.

**12 juin** : La Commission lance un concours en vue de développer un système européen de lancement spatial à bas coût. Le prix de 10 millions d'euros sera attribué à un projet innovant et commercialement viable permettant de lancer des satellites légers pour un coût réduit.

**18-24 juin** : Le premier sommet européen du patrimoine culturel européen se tient à Berlin, dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine culturel.

**26 juin** : Les ministres de l'UE adoptent officiellement la révision de la législation de l'UE en matière de sécurité aérienne. Celle-ci englobe les toutes premières règles à l'échelle de l'UE concernant les drones civils de toutes tailles, qui définissent les principes de base afin de garantir la sécurité, la sûreté, le respect de la vie privée, ainsi que la protection des données et de l'environnement.

**28-29 juin** : Lors du Conseil européen de juin, les dirigeants de l'UE débattent des migrations et appellent à adopter de nouvelles mesures pour réduire les migrations illégales et empêcher que ne se reproduisent les flux incontrôlés de 2015. Ils débattent également de la sécurité et de la défense, ainsi que des affaires économiques et financières. Au cours d'une réunion distincte, les dirigeants de l'UE-27 examinent l'état d'avancement des négociations sur le Brexit.

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Autriche prend les rênes de la présidence du Conseil de l'UE pour la troisième fois, après 1998 et 2006. Son programme est axé sur trois domaines spécifiques : sécurité et lutte contre la migration illégale; maintien de la prospérité et de la compétitivité par la numérisation; stabilité dans le voisinage européen. L'UE célèbre le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'union douanière. L'union douanière est devenue une pierre angulaire du marché unique, en préservant la sécurité des frontières de l'UE et en protégeant les citoyens des marchandises interdites et dangereuses telles que les armes et les drogues. De nouvelles règles de l'UE garantissant une meilleure protection des vacanciers entrent en vigueur, tout en renforçant les droits des consommateurs.

**9 juillet** : Des règles de l'UE renforcées destinées à prévenir le blanchiment de capitaux et à lutter contre les risques de financement du terrorisme entrent en vigueur. De nouvelles règles en matière de performance énergétique entrent en vigueur: elles devraient permettre de réaliser d'importants gains d'efficacité dans le secteur du bâtiment, le plus gros consommateur d'énergie en Europe.

**10 juillet** : L'UE et l'OTAN signent une déclaration commune réaffirmant leur engagement à approfondir et à élargir leur coopération pour la sécurité de leurs citoyens.

**17 juillet** : L'UE et le Japon signent un accord commercial historique, le plus important jamais signé par l'UE, ainsi qu'un accord de partenariat stratégique visant à renforcer leur coopération dans un certain nombre de domaines. Ils conviennent également de reconnaître comme «équivalents» leurs systèmes respectifs de protection des données, concluant ainsi les négociations sur ce sujet.

**18 juillet** : La Commission inflige à Google une amende de 4,34 milliards d'euros pour avoir imposé des restrictions illégales aux fabricants d'appareils Android et aux opérateurs de réseaux mobiles en vue de renforcer la position dominante de son moteur de recherche.

**21 juillet** : De nouvelles règles visant à assurer la stabilité financière et la protection des investisseurs deviennent applicables. Elles visent à garantir que les fonds monétaires, qui sont utilisés par les entreprises, les universités, les hôpitaux et les investisseurs pour gérer leurs liquidités excédentaires, résistent mieux aux chocs sur le marché et sont en mesure de rémunérer les investisseurs à tout moment.

**25 juillet** : Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne, rencontre le président des États-Unis, Donald Trump, à la Maison Blanche. Les deux dirigeants s'attachent à améliorer le commerce transatlantique et à établir un partenariat économique renforcé.

**13 août** : Un groupe de 11 réseaux de recherche et d'enseignement signe un accord pour une nouvelle autoroute de l'information numérique entre l'Europe et l'Amérique latine. Cet accord constitue une nouvelle étape vers la création d'un espace commun de recherche entre l'UE et l'Amérique latine.

**20 août** : Avec la conclusion fructueuse du programme de soutien à la stabilité qu'elle a mis en œuvre pendant trois ans, la Grèce assure sa place au cœur de la zone euro et de l'Union européenne. Ce programme a suivi une approche coordonnée afin de remédier aux problèmes structurels enracinés de longue date.

**1<sup>er</sup> septembre** : De nouveaux tests d'émissions deviennent obligatoires pour toutes les voitures neuves avant leur mise en circulation sur les routes européennes. Les ampoules halogènes énergivores ne seront plus vendues dans l'Union européenne. La nouvelle réglementation permettra aux consommateurs européens de diminuer leurs factures d'énergie tout en contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

**12 septembre** : Le président Juncker prononce son discours sur l'état de l'Union 2018 devant le Parlement européen à Strasbourg. Il présente ses priorités pour l'année à venir et expose sa vision de la manière dont l'Union européenne peut poursuivre l'édification d'une «Europe plus unie, plus forte et plus démocratique» et plus souveraine.

**19-20 septembre** : Lors d'une réunion informelle à Salzbourg, en Autriche, les dirigeants de l'UE débattent des questions de migrations et de sécurité intérieure. Au cours d'une réunion distincte, les dirigeants de l'UE-27 examinent les progrès accomplis dans les négociations sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union et discutent de la voie à suivre.

**26 septembre** : Des représentants de plateformes en ligne, des principaux réseaux sociaux et du secteur de la publicité conviennent d'un code de bonnes pratiques pour lutter contre les fausses nouvelles et la désinformation en ligne.

**29 septembre** : De nouvelles règles sur l'utilisation transfrontière de l'identification électronique telle que les cartes d'identité, les permis de conduire et les cartes bancaires, prennent effet dans l'UE. Elles permettent aux citoyens et aux entreprises de l'UE d'accéder à des services en ligne, même s'ils sont originaires d'un État membre différent.

**1<sup>er</sup> octobre** : Le président Juncker débat avec les citoyens lors du 1 000<sup>e</sup> dialogue avec les citoyens à Fribourg, en Allemagne. Ces débats publics organisés régulièrement permettent aux citoyens de discuter librement et ouvertement de l'Europe, de ses politiques et de son avenir.

**12 octobre** : Un nouvel ensemble d'étiquettes harmonisées pour les carburants apparaissent en Europe. Elles fournissent aux automobilistes de meilleures informations sur l'adéquation des carburants pour leur véhicule, où qu'ils se trouvent dans l'UE.

**17-18 octobre** : Lors d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE-27 font le point sur l'état d'avancement des négociations sur le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Ils renouvellent leur confiance à Michel Barnier en tant que négociateur de l'UE et constatent que les progrès réalisés ne sont pas suffisants. Lors d'une réunion distincte, les dirigeants de l'UE débattent des questions de migrations et de sécurité intérieure.

**19 octobre** : La Cour de justice de l'Union européenne ordonne à la Pologne de suspendre immédiatement l'application d'une nouvelle loi qui abaisse l'âge de départ à la retraite des juges de la Cour suprême de 70 à 65 ans. La mesure provisoire intervient après que la Commission a saisi la Cour de justice. Un jugement définitif sera rendu à une date ultérieure.



L'UE et Singapour renforcent leurs liens économiques et politiques en signant trois accords, faisant progresser sensiblement leurs relations dans le domaine politique et commercial ainsi qu'en matière d'investissements.

**25 octobre** : Le Parlement européen décerne le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit au réalisateur ukrainien Oleg Sentsov.

**31 octobre** : De nouvelles règles de l'UE garantissent plus de transparence et fournissent davantage d'informations sur les frais bancaires aux consommateurs, leur permettant ainsi de comparer plus facilement les offres.

**7 novembre** : La Commission européenne présente une nouvelle stratégie visant à protéger les citoyens et l'environnement contre les substances chimiques qui altèrent le fonctionnement du système hormonal et nuisent à la santé humaine et animale.

**15 novembre** : La Commission fédérale des communications des États-Unis décide d'exempter de licence la réception des signaux de Galileo aux États-Unis. Les citoyens et les entreprises des États-Unis pourront ainsi bénéficier des signaux de navigation de pointe de Galileo, que ce soit pour les voitures et les montres connectées, l'agriculture ou la navigation aérienne.

**23 novembre** : De nouvelles règles entrent en vigueur pour protéger les Européens, en particulier les jeunes, contre les substances psychoactives dangereuses. La nouvelle législation permettra aux États membres de réagir beaucoup plus rapidement aux problèmes posés par ces nouvelles drogues, qui peuvent avoir de graves conséquences sanitaires et sociales, y compris des intoxications aiguës, ainsi que des décès.

**25 novembre** : À l'occasion d'une réunion spéciale du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'Union post-Brexit approuvent l'accord de retrait du Royaume-Uni, tel que présenté par les négociateurs de l'UE et du Royaume-Uni. Ils approuvent également les relations futures entre l'Union et le Royaume-Uni.

**1<sup>er</sup> décembre** : Le sommet du G20, dont l'Union européenne est membre à part entière, se tient à Buenos Aires (Argentine). Les dirigeants adoptent une déclaration mettant l'accent sur l'avenir du travail, les infrastructures au service du développement, un avenir alimentaire durable et l'égalité entre les hommes et les femmes.

**3 décembre** : En vertu de nouvelles règles les consommateurs européens peuvent désormais faire des achats en ligne dans l'UE sans être bloqués ni redirigés. La législation fait partie d'une série de nouvelles règles sur le commerce électronique visant à stimuler les ventes en ligne transfrontières dans l'UE, dans l'intérêt des consommateurs et des commerçants en ligne. Des règles plus strictes érigeant en infraction le blanchiment de capitaux entrent en vigueur dans l'ensemble de l'UE. Ces nouvelles règles garantiront que les criminels et les terroristes dangereux soient passibles de sanctions de même sévérité pour le blanchiment de capitaux où qu'ils se trouvent dans l'UE, dont une peine d'emprisonnement d'une durée minimale de quatre ans. Les États membres disposent d'un délai de 24 mois pour transposer les nouvelles règles dans leur droit national.

**7 décembre** : La Commission annonce le nom des 2 800 premières villes européennes ayant remporté des coupons d'une valeur de 15 000 euros pour installer des points d'accès Wi-Fi dans les espaces publics. Au total, environ 8 000 communes pourront bénéficier du programme WiFi4EU d'ici à 2020.

**10 décembre** : L'UE adopte une nouvelle stratégie visant à renforcer la coopération et le partenariat avec l'Inde.

**11 décembre** : Un attentat terroriste sur un marché de Noël à Strasbourg (France) fait cinq morts et une douzaine de blessés. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, déclare dans un tweet: «Mes pensées sont avec les victimes de la fusillade de Strasbourg, que je condamne avec grande fermeté. Strasbourg est par excellence une ville symbole de la paix et de la démocratie européennes. Des valeurs que nous défendrons toujours.»

**12 décembre** : Le Parlement approuve l'accord commercial entre l'Union européenne et le Japon. Le vote fait suite à une décision similaire prise par le parlement japonais, la Diète nationale, ouvrant la voie à l'entrée en vigueur de l'accord le 1<sup>er</sup> février 2019.

**13-14 décembre** : Les dirigeants de l'UE réunis à Bruxelles lors d'un Conseil européen s'entretiennent du budget à long terme de l'UE, des relations extérieures, des migrations et du marché unique. Les dirigeants de l'UE à 27 débattent également du Brexit et de la zone euro.

**16 décembre** : Lors d'une conférence des Nations unies à Katowice (Pologne), les pays adoptent un corpus de règles claires qui permettra à l'accord de Paris sur le climat d'être mis en application à travers le monde, l'UE jouant un rôle déterminant à cet égard.

**20 décembre** : Entrée en vigueur de nouvelles règles visant à promouvoir le déploiement rapide de la 5G et d'autres technologies de réseau de nouvelle génération dans toute l'Europe. La nouvelle législation prévoit un système d'alerte du public en cas d'urgence vitale et un plafonnement des prix des appels et des SMS intra-UE.

**24 décembre** : Trois actes législatifs clés visant à faciliter la transition de l'Europe vers une énergie propre entrent en vigueur. Le nouveau cadre stratégique fixe deux nouveaux objectifs pour l'UE à l'horizon 2030 : un objectif contraignant d'un minimum de 32 % d'énergies renouvelables et un objectif d'au moins 32,5 % de gains d'efficacité énergétique, avec une éventuelle révision à la hausse en 2023. Il présente également les premiers plans nationaux en matière de climat et d'énergie, qui indiquent comment les États membres atteindront leurs objectifs respectifs.

**28 décembre** : Entrée en vigueur de nouvelles règles visant à renforcer le système d'information Schengen, le système de partage d'informations le plus largement utilisé en Europe pour la gestion de la sécurité et des frontières.

## 2019

**1<sup>er</sup> janvier** : La Roumanie prend pour la première fois les rênes de la présidence tournante du Conseil de l'Union pour six mois. L'euro fête son 20<sup>e</sup> anniversaire. Il est aujourd'hui utilisé par plus de 340 millions de citoyens dans 19 pays de l'UE et constitue la deuxième monnaie la plus importante au monde. Plovdiv (Bulgarie) et Matera (Italie) se partagent le titre de « Capitale européenne de la culture » pendant un an. Les nouvelles règles de l'UE ciblant les principales formes d'évasion fiscale pratiquées par les grandes multinationales entrent en vigueur.

**4 janvier** : Oslo (Norvège) devient la « Capitale verte européenne » pour 2019.

**13 janvier** : De nouvelles règles en matière de fonds de pension professionnelle entrent en vigueur dans l'UE. Elles encouragent et facilitent l'accès aux pensions de retraite, améliorent et modernisent la manière dont les fonds de pension sont gérés et renforcent la clarté des informations fournies aux affiliés et aux bénéficiaires des fonds de pension.

**21 janvier** : Les premiers patients participant à une nouvelle initiative de l'UE en matière de soins de santé peuvent commencer à utiliser des prescriptions électroniques dans un autre pays de l'UE. Les patients finlandais peuvent désormais se rendre dans une pharmacie en Estonie et y obtenir les médicaments prescrits électroniquement par leur médecin. L'échange de prescriptions électroniques s'étendra progressivement à d'autres pays de l'UE.

**22 janvier** : La Commission européenne inflige une amende de 570 millions d'euros à Mastercard pour avoir empêché les détaillants de comparer les prix afin de bénéficier de meilleures conditions offertes par des banques établies dans d'autres États membres.

**23 janvier** : L'UE et le Japon adoptent des décisions reconnaissant comme « adéquats » leurs systèmes respectifs de protection des données, créant ainsi le plus grand espace de flux sécurisés de données au monde.

**24 janvier** : L'Union européenne et l'Éthiopie renforcent leur partenariat et leur coopération. La signature de trois nouveaux programmes s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Alliance Afrique-Europe pour l'investissement et l'emploi durables, qui vise à approfondir les relations économiques et commerciales entre les deux continents.

**29 janvier** : De nouveaux règlements clarifiant les droits de propriété des couples internationaux mariés ou ayant conclu un partenariat enregistré deviennent applicables dans 18 États membres. Ils établissent des règles claires en cas de divorce ou de décès et mettent fin à l'engagement de procédures parallèles et parfois concurrentes dans plusieurs États membres, au sujet par exemple de biens ou de comptes bancaires.

**1<sup>er</sup> février** : L'accord commercial entre l'UE et le Japon entre en vigueur. Les entreprises et les consommateurs de toute l'Europe et du Japon peuvent désormais tirer parti de la plus grande zone de libre-échange au monde.

**9 février** : De nouvelles règles visant à rendre la détection des médicaments falsifiés plus facile et plus efficace entrent en vigueur dans l'ensemble de l'UE. De nouveaux dispositifs de sécurité doivent être

placés sur l'emballage des médicaments destinés à être vendus sur le marché de l'UE. Les pharmacies et les hôpitaux devront vérifier l'authenticité des médicaments avant de les distribuer aux patients.

**13 février** : Le Parlement européen approuve les accords de commerce et d'investissement entre l'UE et Singapour. Une fois en place, ces accords constitueront la première pierre d'un futur accord de commerce et d'investissement de région à région entre l'UE et l'ensemble de l'Asean.

**15 février** : L'Union européenne se réjouit de la notification formelle de son nouveau nom par la République de Macédoine du Nord, à la suite de l'entrée en vigueur de l'accord de Prespa, et considère cet accord comme une « étape historique ». Le pays rebaptisé est un pays candidat à l'adhésion à l'UE depuis décembre 2005.

**16 février** : De nouvelles règles de l'UE visant à réduire les coûts et les formalités administratives pour les citoyens vivant ou travaillant dans un autre État membre entrent en vigueur dans toute l'Union européenne.

**24-25 février** : Le tout premier sommet entre l'Union européenne et la Ligue des États arabes se tient à Charm El-Cheikh, en Égypte. Les dirigeants conviennent de renforcer leur partenariat et adoptent une déclaration commune résumant le large éventail des sujets abordés.

**5 mars** : La Commission inflige à des fournisseurs d'équipements de sécurité automobile une amende de 368 millions d'euros dans le cadre d'une procédure de transaction. Ces entreprises ont participé à deux ententes portant sur la fourniture de ceintures de sécurité, d'airbags et de volants de direction à des constructeurs automobiles européens.

**12-14 mars** : La troisième conférence de Bruxelles sur l'avenir de la Syrie et de la région a lieu. Elle renouvelle et renforce l'engagement politique, humanitaire et financier de la communauté internationale en faveur du peuple syrien, des pays voisins et des communautés les plus touchées par le conflit.

**18-22 mars** : La première Semaine européenne de l'éducation aux médias a lieu, avec plus de 200 manifestations à Bruxelles et dans toute l'Europe. Cette initiative de la Commission vise à promouvoir des actions et des projets dans toute l'UE et à soutenir la lutte contre la désinformation.

**20 mars** : La Commission inflige à Google une amende de 1,49 milliard d'euros pour pratiques abusives en matière de publicité en ligne.

**21 mars** : Un nouveau système visant à renforcer la réponse collective de l'UE aux catastrophes naturelles, connu sous le nom de rescEU, entre en vigueur. Il crée une nouvelle réserve européenne de capacités, comprenant des avions et des hélicoptères bombardiers d'eau, tout en renforçant les mesures de prévention et de préparation aux catastrophes.

**21-22 mars** : Le Conseil européen de printemps est axé sur l'économie et le sommet à venir avec la Chine. Les dirigeants de l'UE discutent également du changement climatique et adoptent des conclusions concernant la tenue d'élections libres et équitables et la lutte contre la désinformation. Les dirigeants des États membres de l'UE, de l'Islande, du Liechtenstein et de la Norvège célèbrent le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Espace économique européen. L'EEE rassemble ces pays dans le marché unique, qui facilite la vie quotidienne des citoyens et des entreprises en permettant aux personnes, aux biens, aux services et aux capitaux de circuler presque aussi librement qu'à l'intérieur d'un même pays. Les dirigeants de l'Union à 27 prennent acte de la demande de la Première ministre britannique Theresa May de reporter le retrait du Royaume-Uni de l'UE au-delà du 29 mars. Ils acceptent de proroger le délai prévu à l'article 50.

**25 mars** : La Commission européenne inflige à Nike une amende de 12,5 millions d'euros pour avoir interdit la vente de produits dérivés sous licence dans d'autres pays au sein de l'Espace économique européen.

**28 mars** : Une décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) confirme la position défendue de longue date par l'Union européenne selon laquelle les États-Unis n'ont pas respecté les règles de l'OMC relatives au soutien accordé à Boeing, ce qui a causé un préjudice important à son concurrent européen Airbus. Cette décision clôt définitivement la procédure de mise en conformité entamée en 2012.

**3 avril** : La Commission lance un débat en vue de renforcer l'état de droit dans l'UE, exposant des pistes possibles pour l'avenir. L'état de droit, qui garantit que tous les membres d'une société — y compris les pouvoirs publics — sont soumis de manière égale à la loi, sous le contrôle de juridictions indépendantes, est l'une des valeurs communes sur lesquelles l'Union européenne est fondée.

**8 avril** : La Commission européenne inflige à General Electric une amende de 52 millions d'euros pour avoir fourni des renseignements inexacts au cours de l'enquête menée par la Commission, sur la base du règlement de l'UE sur les concentrations, au sujet du projet de rachat de LM Wind par GE.

**10 avril** : Le premier cadre de l'UE pour le filtrage des investissements directs étrangers dans l'Union entre en vigueur. Les États membres et la Commission disposent de 18 mois pour mettre en place les dispositions nécessaires à l'application du nouveau mécanisme. La Commission dévoile la toute première image d'un trou noir capturée par Event Horizon Telescope, une collaboration scientifique mondiale à laquelle sont associés des scientifiques financés par l'UE. Les dirigeants de l'UE à 27 conviennent de reporter le Brexit, en accord avec le Royaume-Uni. Ils conviennent de proroger le délai prévu à l'article 50 pour permettre la ratification de l'accord de retrait. Cette prorogation ne devrait durer que le temps nécessaire et, en tout état de cause, ne pas dépasser la date du 31 octobre 2019.

**18 avril** : Un nouvel ensemble de règles pour le domaine de premier niveau «.eu» entre en vigueur dans l'UE. Ces règles simplifient le cadre juridique actuel et permettent aux citoyens de l'Union européenne et de l'Espace économique européen d'enregistrer un domaine «.eu» quel que soit leur pays de résidence. Les nouvelles règles s'appliqueront à partir du 13 octobre 2022, mais l'enregistrement du nom de domaine .eu pour les citoyens résidant en dehors de l'UE sera applicable à partir du 19 octobre 2019.

**24 avril** : La Commission adopte un nouveau règlement établissant une limite maximale à l'utilisation d'acides gras trans d'origine industrielle dans les produits alimentaires vendus dans l'UE. La mesure vise à protéger la santé des consommateurs et à offrir aux Européens des aliments plus sains. La limite maximale de 2 grammes d'acides gras trans d'origine industrielle pour 100 grammes de matières grasses s'appliquera à partir du 2 avril 2021.

**30 avril** : De nouvelles règles européennes entrent en vigueur pour protéger 100 % des agriculteurs européens, ainsi que les petits et moyens fournisseurs, contre les pratiques commerciales déloyales dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

**1<sup>er</sup> mai** : La Commission célèbre le 15<sup>e</sup> anniversaire du plus grand élargissement de l'histoire de l'UE avec l'arrivée, en 2004, de dix nouveaux pays : Chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Malte, Pologne, Slovaquie, Slovénie et Tchéquie. Les investissements de l'UE, mais aussi les efforts déployés par ces États membres pour adopter des réformes et attirer les investisseurs et les entreprises ont donné des résultats très positifs sur le terrain.

**5 mai** : Les nouvelles règles de l'UE garantissant l'accès à l'aide juridictionnelle aux personnes concernées par des procédures pénales commencent à s'appliquer dans l'ensemble de l'UE.

**9 mai** : Les dirigeants de l'Union des 27 organisent un sommet informel à Sibiu, en Roumanie, afin d'échanger leurs points de vue sur les défis et les priorités de l'UE au cours des trois prochaines années. Ils adoptent la déclaration de Sibiu en témoignage de leur unité et de leur confiance dans l'avenir de l'UE.

**13 mai** : La Commission européenne inflige une amende de 200 millions d'euros à AB InBev, la plus grande entreprise brassicole du monde, pour restriction des ventes transfrontières de bière.

**15 mai** : Baisse du coût des appels vers les autres pays de l'UE. Un nouveau prix maximal s'applique à tous les appels et SMS internationaux au sein de l'UE, dans le cadre de la réforme européenne des règles en matière de télécommunications. La Commission européenne lance un nouvel outil pour aider les pays de l'UE à sévir contre la fraude à la TVA, qui fait perdre environ 50 milliards d'euros par an aux finances publiques. Le nouveau système permettra aux États membres d'échanger rapidement et de traiter conjointement les données relatives à la TVA, ce qui conduira à une détection plus précoce des réseaux suspects.

**16 mai** : La Commission européenne inflige à cinq banques des amendes d'un montant de 1,07 milliard d'euros pour leur participation à deux ententes sur le marché des opérations de change au comptant concernant 11 devises.

**17 mai** : Le Council établit un cadre permettant à l'UE d'imposer des sanctions à des personnes responsables de cyberattaques menaçant l'UE ou ses États membres. Les mesures ciblées comprennent le gel des avoirs et l'interdiction de voyager dans l'UE.

**20 mai** : Les systèmes de traçabilité et de sécurité des produits du tabac à l'échelle de l'UE deviennent opérationnels. Ces mesures constituent une étape importante dans la lutte de l'UE contre le commerce illicite des produits du tabac.

**23-26 mai** : Élections européennes dans l'UE : 751 membres du Parlement sont élus. Plus de la moitié des citoyens de l'UE ayant le droit de voter participent aux élections. Il s'agit du taux de participation le plus élevé depuis 20 ans.

**28 mai** : De nouvelles règles concernant la libre circulation des données à caractère non personnel commencent à s'appliquer dans l'UE. Elles autoriseront le stockage et le traitement de ces données n'importe où dans l'Union, sans restriction injustifiée.

**10 juin** : De nouvelles règles de l'UE concernant les droits des actionnaires et la transparence commencent à s'appliquer. Elles encouragent un actionariat plus responsable et remédient aux déficiences en matière de gouvernance d'entreprise qui ont contribué à la crise financière.

**11 juin** : De nouvelles règles et garanties spéciales en faveur des enfants faisant l'objet de procédures pénales commencent à s'appliquer dans l'UE.

Entrée en vigueur de nouvelles règles destinées à faire collaborer de manière plus intelligente et plus ciblée les systèmes d'information de l'UE concernant la sécurité, ainsi que la gestion des migrations et des frontières. Ces nouvelles règles aideront les garde-frontières et les agents de police à détecter plus facilement les fraudes à l'identité.

**13 juin** : Le Conseil adopte un règlement instituant une Autorité européenne du travail. Les États membres choisissent Bratislava pour accueillir le siège de la nouvelle Autorité, qui soutiendra la mobilité équitable de la main-d'œuvre au sein de l'UE.

**17 juin** : Le Conseil adopte une nouvelle stratégie de l'UE pour l'Asie centrale, qui vise à renforcer le partenariat avec le Kazakhstan, la République kirghize, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

**20-21 juin** : Lors d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE adoptent un nouveau programme stratégique pour 2019-2024. Ils évoquent également le changement climatique, la désinformation, le budget à long terme de l'UE et les relations extérieures.

Les dirigeants de l'UE des 27 discutent également de l'euro et des mesures de préparation en vue du Brexit.

**21 juin** : Grâce aux services électroniques de santé transfrontières, les premiers dossiers de patients sont transférés au sein de l'UE. Des médecins luxembourgeois peuvent ainsi recevoir les dossiers informatisés de voyageurs originaires de Tchéquie. Ce service, qui fournit des informations générales sur des questions de santé importantes, telles que les allergies, les médicaments prescrits, les maladies et interventions chirurgicales antérieures, sera progressivement déployé dans d'autres pays de l'UE.

**24 juin** : La Cour de justice européenne juge qu'une loi polonaise abaissant l'âge de départ à la retraite des juges de la Cour suprême, est contraire au droit de l'UE et qu'elle enfreint le principe de l'inamovibilité des juges et par conséquent de l'indépendance de la justice.

**27 juin** : Le règlement européen sur la cybersécurité entre en vigueur. Il instaure des règles à l'échelle de l'UE pour la certification de cybersécurité des produits, processus et services, et renforce le mandat de l'Agence de l'UE pour la cybersécurité. La Commission européenne inflige une amende de 28 millions d'euros à Canon, le fabricant japonais de produits optiques et de traitement de l'image, pour avoir mis partiellement à exécution son rachat de Toshiba Medical Systems Corporation avant qu'il soit notifié à la Commission et autorisé par cette dernière, et ce en violation des règles de l'Union en matière de contrôle des concentrations.

**28 juin** : L'Union européenne et le Mercosur, qui comprend l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, parviennent à un accord commercial après vingt ans de négociations. Le nouveau cadre commercial fait partie d'un accord d'association plus large entre les deux régions. Une fois mis en œuvre, il créera un marché de 780 millions de consommateurs et ouvrira d'importantes perspectives pour les deux parties. Cet accord permettra également aux entreprises européennes d'économiser plus de 4 milliards d'euros en droits de douane.

**28-29 juin** : Les dirigeants du G20 se réunissent à Osaka (Japon) pour aborder les principaux défis économiques mondiaux. Leur rencontre porte principalement sur le commerce mondial, la transformation numérique, le climat, l'énergie et les inégalités. Les dirigeants adoptent une déclaration conjointe à l'issue du sommet.

**30 juin** : L'UE signe à Hanoi des accords de libre-échange et de protection des investissements avec le Viêt Nam. Ces accords encourageront le développement économique et renforceront les liens en matière de commerce et d'investissement entre le Viêt Nam et l'Union européenne. Ils renforcent également l'engagement de l'UE en Asie du Sud-Est.

**3 juillet** : Les députés européens élisent l'Italien David Sassoli nouveau président du Parlement européen. Il occupera cette fonction jusqu'en janvier 2022.

**4 juillet** : La Commission européenne adopte de nouveau une décision portant sur une entente contre cinq fabricants italiens de barres à béton, auxquels elle inflige une amende de 16 millions d'euros pour leur participation à une entente portant sur la fixation des prix entre décembre 1989 et juillet 2000.

**6 juillet** : De nouvelles règles entrent en vigueur pour améliorer la lutte contre la fraude au détriment du budget de l'UE. Elles serviront également de base aux travaux du Parquet européen, qui jouera un rôle essentiel dans les enquêtes, les poursuites et l'exécution des sanctions.

**9 juillet** : La Commission européenne inflige une amende de 6,2 millions d'euros à l'entreprise japonaise Sanrio pour restriction des ventes transfrontières de produits dérivés à l'effigie des personnages de Hello Kitty.

**10 juillet** : L'Union européenne reçoit le statut d'observateur auprès du GRECO (Groupe d'États contre la corruption), l'organe anticorruption du Conseil de l'Europe. Ce groupe a pour mission d'améliorer la capacité de ses membres à lutter contre la corruption en contrôlant leur respect des normes.

**16 juillet** : Le Parlement européen élit Ursula von der Leyen, qui devient la première femme présidente de la Commission européenne. Elle prendra ses fonctions le 1er novembre 2019 pour un mandat de cinq ans.

**17 juillet** : La Commission définit une série de mesures visant à renforcer davantage l'état de droit en Europe. Il s'agit concrètement d'une sensibilisation accrue, d'un cycle annuel de suivi et de mesures de mise en œuvre plus efficaces.

**18 juillet** : La Commission européenne inflige une amende de 242 millions d'euros à l'entreprise Qualcomm pour avoir abusé de sa position dominante sur le marché des chipsets de bande de base 3G, qui permettent aux appareils mobiles de se connecter à l'internet.

**21 juillet** : Les entreprises de l'UE qui doivent lever des fonds sur les marchés des capitaux pourront plus facilement se développer et investir grâce aux nouvelles règles qui entrent en vigueur.

**23 juillet** : La Commission européenne définit un nouveau cadre d'action visant à protéger et restaurer les forêts de la planète, qui abritent 80 % de la biodiversité terrestre, fournissent les moyens de subsistance d'environ un quart de la population mondiale et jouent un rôle essentiel dans les efforts de lutte contre le changement climatique.

**31 juillet** : Le règlement instituant l'Autorité européenne du travail entre en vigueur, en même temps que de nouvelles règles relatives à des conditions de travail transparentes et prévisibles. Cette nouvelle agence commencera ses activités à Bruxelles en octobre et sera transférée dans les meilleurs délais à Bratislava (Slovaquie). Les États membres de l'UE auront jusqu'en 2022 pour transposer les nouvelles règles sur les conditions de travail dans leur législation nationale. Des règles actualisées visant à lever les derniers obstacles à la distribution transfrontière des fonds d'investissement dans l'UE entrent en vigueur. Elles réduiront les charges administratives et offriront plus de choix aux investisseurs.

**5 septembre** : Un nouveau registre judiciaire antiterroriste est lancé afin d'aider les pays de l'UE à échanger des informations sur les infractions terroristes de manière rapide, efficace et uniforme. Le registre est géré par Eurojust, l'agence de coopération judiciaire de l'UE, qui siège à La Haye.

**10 septembre** : La présidente élue de la Commission, Ursula von der Leyen présente sa nouvelle équipe de commissaires et la nouvelle structure de la prochaine Commission européenne. Avec 13 femmes, la nouvelle Commission proposée sera la plus équilibrée de son histoire sur le plan de la parité hommes-femmes. La Commission von der Leyen comptera huit vice-président(e)s chargé(e)s des grandes priorités définies dans ses orientations politiques, qui sont axées sur six grandes ambitions pour l'Europe. À la suite de l'adoption de la liste par le Conseil, l'ensemble du collège des commissaires doit maintenant être approuvé par le Parlement européen. Galileo, le système européen de radionavigation par satellite, atteint le milliard d'utilisateurs de smartphones dans le monde. Cette étape coïncide avec le 15e anniversaire de l'Agence du GNSS européen (GSA), partenaire clé de la Commission pour l'exploitation de Galileo.

**12 septembre** : La Commission européenne et l'Organisation mondiale de la santé organisent ensemble le premier sommet mondial de la vaccination, à Bruxelles, afin d'accélérer l'action mondiale visant à stopper la propagation des maladies à prévention vaccinale.

**14 septembre** : Grâce aux nouvelles règles de l'UE qui commencent à s'appliquer dans l'Union, les consommateurs européens profiteront d'achats en ligne plus sûrs et de services de paiement plus

variés. Ils bénéficieront également d'une meilleure protection contre la fraude en ligne et d'un meilleur accès à des systèmes innovants de paiement en ligne ou mobiles.

**20 septembre** : Plus d'une centaine de partenaires publics et privés s'engagent à utiliser 10 millions de tonnes de plastique recyclé dans de nouveaux produits d'ici à 2025. Ils signent la déclaration de l'alliance circulaire sur les matières plastiques, qui encourage les actions volontaires pour instaurer à l'échelle de l'Union un marché performant des plastiques recyclés.

**23 septembre** : Dans le cadre de la 74<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations unies, l'Union européenne renforce son soutien aux travaux des Nations unies visant à prévenir les conflits et à maintenir la paix, en apportant la première contribution directe de son histoire au Fonds pour la consolidation de la paix des Nations unies. L'Union finance également d'autres initiatives. Le partenariat entre l'Union européenne et les Nations unies est au cœur des efforts déployés au niveau mondial pour prévenir les conflits et construire et maintenir la paix.

**25 septembre** : Le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne s'accordent sur la nomination de Mme Laura Codruța Kövesi en tant que première cheffe du Parquet européen. Le Parquet européen, qui siègera à Luxembourg, aura le pouvoir de rechercher et de poursuivre les auteurs d'infractions contre le budget de l'UE, telles que la fraude, la corruption ou la fraude transfrontière grave en matière de TVA.

**27 septembre** : Après près de 20 ans, la République de Corée lève ses restrictions à l'importation de viande bovine et de produits à base de viande bovine en provenance de certains États membres de l'Union européenne. Les producteurs danois et néerlandais sont les premiers à pouvoir reprendre leurs exportations. Les restrictions commerciales avaient été imposées en 2001 à la suite de l'épidémie d'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB). La Commission européenne inflige une amende de 31,6 millions d'euros à Coroos et au groupe Cecab pour leur participation à une entente portant sur les légumes en conserve.

**1<sup>er</sup> octobre** : Poursuivant ses efforts pour réduire l'empreinte carbone de l'Europe et alléger la facture énergétique des consommateurs européens, la Commission a adopté de nouvelles mesures afin de rendre les appareils ménagers plus durables.

**7 octobre** : Le Conseil adopte de nouvelles règles qui garantiront un niveau élevé de protection aux lanceurs d'alerte en établissant des canaux de signalement sûrs, aussi bien au sein des organisations qu'auprès des autorités publiques. Ces nouvelles règles entreront en vigueur en 2021.

**16 octobre** : L'Autorité européenne du travail entame ses activités à Bruxelles. Cette nouvelle agence, qui siègera par la suite à Bratislava, en Slovaquie, veillera à ce que les règles de l'UE en matière de travail soient appliquées de manière équitable, simple et efficace.

**17 octobre** : Le Parlement européen approuve la nomination de Laura Codruța Kövesi en tant que première cheffe du nouveau parquet européen.

**17-18 octobre** : Les dirigeants de l'UE rendent hommage à Jean-Claude Juncker, qui assiste pour la dernière fois à une réunion du Conseil en tant que président de la Commission européenne. Jean-Claude Juncker, président de la Commission, Angela Merkel, chancelière fédérale allemande, et Donald Tusk, président du Conseil européen, montrent des photographies signées par les dirigeants présents lors du Conseil européen de Bruxelles. Lors d'une réunion extraordinaire du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'EU-27 examinent le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Ils approuvent l'accord de retrait révisé ainsi que la déclaration politique révisée fixant le cadre des relations futures entre l'UE et le Royaume-Uni. Lors de leur réunion d'octobre, les dirigeants de l'UE examinent un certain nombre de questions importantes, notamment le budget à long terme de l'UE, l'élargissement de l'UE, les relations avec la Turquie et le changement climatique, ainsi que les priorités pour les cinq prochaines années. En outre, ils nomment Christine Lagarde présidente de la Banque centrale européenne à partir du 1<sup>er</sup> novembre 2019.

**18 octobre** : L'Union européenne s'associe à d'autres pays pour lancer la plateforme internationale sur la finance durable. Cette plateforme s'inscrit dans le cadre des travaux que la Commission européenne mène actuellement pour soutenir la transition mondiale vers une économie décarbonée, plus économe en ressources et durable.

**19 octobre** : Le droit d'enregistrer un nom de domaine «.eu» est étendu à tous les citoyens de l'UE, où qu'ils vivent dans le monde.

**24 octobre** : L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes commence à recruter des garde-frontières pour son propre contingent permanent. Les premiers garde-frontières seront prêts à

assister les États membres en 2021. Le contingent permanent atteindra progressivement sa pleine capacité de 10 000 garde-frontières d'ici à 2027. L'économiste et militant des droits de l'homme Ilham Tohti, qui a consacré sa vie à la lutte pour les droits de la minorité ouïghoure en Chine, reçoit le prix Sakharov du Parlement européen pour la liberté de l'esprit.

**29 octobre** : Les dirigeants de l'EU-27 réunis au sein du Conseil européen acceptent de reporter le Brexit. Leur décision est prise en accord avec le Royaume-Uni. Le Conseil convient de proroger le délai prévu à l'article 50 jusqu'au 31 janvier 2020 afin de laisser plus de temps pour procéder à la ratification de l'accord de retrait. Le retrait du Royaume-Uni peut avoir lieu plus tôt, le 1er décembre 2019 ou le 1er janvier 2020, si l'accord de retrait est ratifié par les deux parties.

**5 novembre** : La Cour de justice de l'Union européenne juge que les règles polonaises relatives à l'âge de la retraite des juges et des procureurs, adoptées en juillet 2017, sont contraires au droit de l'Union.

**6 novembre** : L'UE et la Chine parviennent à un accord historique qui protégera 200 produits (100 pour chaque partie) possédant une qualité, une réputation ou une autre caractéristique associée à leur origine géographique. L'accord devrait entrer en vigueur avant la fin de 2020.

**8 novembre** : Le Conseil adopte un nouveau règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes, qui constitue un élément important de l'approche globale de l'UE en matière de gestion des migrations et des frontières. L'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes sera renforcée en termes de personnel et d'équipements. Afin de réduire sensiblement le nombre de morts sur les routes, le Conseil adopte un règlement relatif à la sécurité générale des véhicules et à la protection des occupants des véhicules et des usagers vulnérables de la route. À partir du milieu de 2022, toutes les voitures neuves mises sur le marché de l'UE devront être équipées de systèmes de sécurité avancés. Dans le cadre de la Nouvelle donne pour les consommateurs, le Conseil adopte de nouvelles règles qui modernisent la législation de l'UE en matière de protection des consommateurs et facilitent l'application des droits des consommateurs.

**11 novembre** : La Commission européenne approuve le premier vaccin de l'UE contre le virus Ebola. L'UE a soutenu financièrement la recherche et le développement d'un vaccin contre Ebola depuis l'apparition de la maladie mortelle en Afrique de l'Ouest en 2014.

**18 novembre** : Le Conseil adopte de nouvelles règles sur les transformations, fusions et scissions transfrontalières, qui permettront aux entreprises de se restructurer plus facilement dans le marché unique.

**21 novembre** : L'accord commercial entre l'UE et Singapour entre en vigueur. Il bénéficiera aux entreprises, aux agriculteurs, aux travailleurs et aux consommateurs des deux parties. Cela signifie que l'UE dispose désormais du plus vaste réseau commercial au monde, avec 42 accords commerciaux conclus avec 73 partenaires.

**27 novembre** : Le Parlement européen approuve le nouveau collège des 26 commissaires présenté par la présidente Ursula von der Leyen, élue avec 461 voix pour, 157 voix contre et 89 abstentions.

**28 novembre** : Dans la perspective de la conférence des Nations unies sur le changement climatique organisée à Madrid, le Parlement européen approuve une résolution déclarant l'urgence climatique et environnementale en Europe et dans le monde.

**1<sup>er</sup> décembre** : La nouvelle Commission européenne, présidée par Ursula von der Leyen, prend ses fonctions. Elle comprend un nombre record de femmes commissaires : 12 sur 27, y compris la présidente von der Leyen. Charles Michel, ancien Premier ministre belge, remplace Donald Tusk en tant que président du Conseil européen. L'UE célèbre le 10<sup>e</sup> anniversaire de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne qui définit une série de droits et libertés individuels. La charte est devenue juridiquement contraignante avec l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, le 1er décembre 2009.

**4 décembre** : Le mandat renforcé de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes entre en vigueur. Il lui confère la capacité opérationnelle et les pouvoirs nécessaires pour apporter un soutien efficace aux 115 000 agents des États membres présents sur le terrain.

**5 décembre** : Le Conseil nomme Wojciech Wiewiórowski au poste de Contrôleur européen de la protection des données de 2019 à 2024. Le rôle de l'autorité de contrôle indépendante est de veiller à ce que les institutions et organes de l'UE respectent le droit des citoyens au respect de la vie privée lorsqu'ils traitent leurs données à caractère personnel.



**7 décembre** : Au cours de sa première visite officielle en dehors de l'Europe, à Addis Abeba (Éthiopie), la présidente Ursula von der Leyen présente les grandes lignes de son ambition de construire un partenariat stable et prospère entre l'Europe et l'Afrique.

**11 décembre** : La Commission présente sa politique phare, le pacte vert pour l'Europe, qui définit la marche à suivre pour faire de l'Europe le premier continent au monde climatiquement neutre d'ici à 2050. La Commission proposera une législation européenne sur le climat afin d'inscrire cette ambition politique dans la loi dans les 100 premiers jours de son mandat. Soutenu par les investissements dans les technologies vertes, les solutions durables et les nouvelles entreprises, le pacte vert pour l'Europe sera également la nouvelle stratégie de croissance de l'Europe. Cette politique, qui créera des emplois et améliorera la qualité de vie des citoyens, assurera en outre une transition juste et inclusive pour tous grâce à un soutien spécifique en faveur des régions qui dépendent tout particulièrement d'activités à très forte intensité de carbone.

**12 décembre** : De nouvelles règles soutiennent les efforts déployés par l'UE pour faire face à l'accroissement de la criminalité transfrontière. Elles renforcent le statut d'Eurojust, qui devient officiellement l'Agence de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale.

**12-13 décembre** : Lors d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE discutent, entre autres, du changement climatique, du budget à long terme de l'UE et des relations extérieures. Ils approuvent l'objectif consistant à rendre l'UE climatiquement neutre d'ici à 2050, conformément à l'accord de Paris, et soulignent que la transition vers la neutralité climatique ouvrira d'importantes perspectives en matière de croissance économique, de marchés, d'emplois et de développement technologique. Un État membre de l'UE (la Pologne) ne pouvant s'engager à mettre en œuvre cet objectif à ce stade, le Conseil européen reviendra sur ce point en juin 2020. Lors d'une réunion distincte, les dirigeants de l'UE à 27 débattent du Brexit et de la préparation des négociations sur les relations futures après le retrait du Royaume-Uni de l'UE. Ils appellent à la ratification rapide et à la mise en œuvre effective de l'accord de retrait. Ils réaffirment également leur objectif d'établir des relations futures aussi étroites que possible avec le Royaume-Uni.

**16 décembre** : Les nouvelles règles de l'UE vont permettre aux consommateurs et aux entreprises de bénéficier de paiements transfrontières moins coûteux. Ces règles garantiront que tous les paiements transfrontières effectués en euros dans les pays n'appartenant pas à la zone euro (Bulgarie, Croatie, Danemark, Hongrie, Islande, Liechtenstein, Norvège, Pologne, Roumanie, Suède, Tchéquie et Royaume-Uni) sont facturés au même prix que les paiements nationaux. Les nouvelles règles de l'UE visant à protéger les lanceurs d'alerte qui signalent des infractions au droit de l'Union européenne entrent en vigueur. Les pays de l'UE disposent d'un délai de deux ans pour les transposer dans leur législation nationale.

**17 décembre** : L'UE adopte de nouvelles règles qui permettront aux consommateurs de comprendre et de comparer plus facilement leurs contrats de services de communications électroniques. Ces nouvelles règles entreront en vigueur le 21 décembre 2020.

**18 décembre** : Le Parlement européen renouvelle le mandat d'Emily O'Reilly en tant que Médiatrice européenne pour les cinq prochaines années.

## 2020

**1<sup>er</sup> janvier** : La Croatie prend pour la première fois les rênes de la présidence tournante du Conseil de l'Union pour six mois. Rijeka (Croatie) et Galway (Irlande) se partagent le titre de « Capitale européenne de la culture » pendant un an. Une nouvelle limite mondiale concernant la teneur en soufre des combustibles marins entre en vigueur. Elle contribuera à réduire la pollution atmosphérique et à protéger la santé et l'environnement. Les nouvelles règles établissant des normes de performance en matière d'émission de CO<sub>2</sub> pour les voitures particulières et les camionnettes neuves après 2020 commencent à s'appliquer. À compter de 2025, les constructeurs devront atteindre les nouveaux objectifs fixés pour les émissions moyennes de l'ensemble du parc de voitures et de camionnettes neuves immatriculées au cours d'une année civile donnée. Des objectifs plus stricts s'appliqueront à partir de 2030. De nouvelles règles établissant les principes fondamentaux d'un marché de l'électricité intégré et efficace, adoptées dans le cadre du paquet « Une énergie propre pour tous les Européens », entrent en vigueur.

**5 janvier** : Dans le cadre de l'objectif à long terme de l'UE de se rapprocher de zéro décès et blessés graves d'ici à 2050, de nouvelles règles instaurant un changement majeur dans la sécurité standard des véhicules entrent en vigueur.

**7 janvier** : Les consommateurs bénéficieront de mesures de protection renforcées grâce aux nouvelles règles de l'UE qui entrent en vigueur dans le cadre de la nouvelle directive pour les consommateurs.

**10 janvier** : Lisbonne devient officiellement la nouvelle Capitale verte de l'Europe 2020.

**14 janvier** : La Commission européenne demande à la Cour de justice d'imposer à la Pologne des mesures provisoires lui enjoignant de suspendre le fonctionnement de la chambre disciplinaire de la Cour suprême. Cette demande s'inscrit dans le cadre d'une procédure d'infraction en cours concernant le nouveau régime disciplinaire applicable aux juges polonais.

**17 janvier** : Grâce à la mise à jour des règles de l'UE, les autorités nationales disposent de pouvoirs renforcés pour détecter les irrégularités et prendre des mesures rapides contre les professionnels malhonnêtes.

**29 janvier** : Le Parlement européen approuve l'accord de retrait conclu entre l'UE et le Royaume-Uni par 621 voix pour, 49 contre et 13 abstentions.

La Commission approuve une panoplie de mesures adoptées par les États membres de l'UE pour faire face aux risques en matière de sécurité liés au déploiement de la 5G, la cinquième génération de réseaux mobiles.

**30 janvier** : Le Conseil, au nom de l'UE, adopte la décision relative à la conclusion de l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cette décision fait suite au vote d'approbation du Parlement européen le 29 janvier et à la signature de l'accord de retrait par l'UE et le Royaume-Uni le 24 janvier. La Commission européenne inflige des amendes à plusieurs sociétés appartenant à Comcast Corporation, dont 14,3 millions d'euros à NBCUniversal LLC, au motif qu'elle a restreint la vente par les commerçants de produits dérivés sous licence au sein de l'Espace économique européen dans des territoires et à des clients autres que ceux qui leur sont attribués. L'UE annonce qu'elle mobilise 10 millions d'euros en faveur de la recherche sur la nouvelle épidémie de coronavirus. La maladie a fait son apparition en Chine fin 2019, les premiers cas en Europe ayant été signalés vers la fin janvier 2020. La Commission travaille aussi en étroite collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé et d'autres acteurs internationaux afin de garantir une réponse efficace et coordonnée à l'épidémie.

**31 janvier** : Le Royaume-Uni quitte l'Union européenne 47 ans après son adhésion à l'UE, ouvrant ainsi un nouveau chapitre de l'histoire de l'Union. L'entrée en vigueur de l'accord de retrait marque le début d'une période de transition qui s'étendra au moins jusqu'au 31 décembre 2020. Durant cette période, le Royaume-Uni continue de faire partie du marché unique et de l'union douanière. Le droit de l'UE continuera de s'appliquer au Royaume-Uni jusqu'à la fin de la période de transition mais, en tant que pays non-membre de l'UE, le Royaume-Uni ne participera plus aux processus décisionnels de l'Union.

**2 février** : De nouvelles règles de l'UE relatives aux visas de court séjour commencent à s'appliquer dans le monde entier, rendant la procédure de demande plus simple et plus conviviale pour les voyageurs.

**4 février** : Lors d'une conférence spéciale, la Commission européenne lance son initiative phare sur le cancer, le plan européen de lutte contre le cancer, de même qu'une consultation publique destinée à déterminer les domaines et les possibilités d'action future.

**12 février** : Le Parlement européen approuve les accords de commerce et d'investissement entre l'UE et le Viêt Nam. L'accord sur le commerce, le plus complet jamais conclu par l'UE avec un pays en développement, entrera en vigueur une fois la procédure de ratification achevée par le Viêt Nam. Les parlements nationaux des États membres de l'UE devront ratifier l'accord sur la protection des investissements avant que celui-ci puisse entrer en vigueur.

**17 février** : Lors de la conférence « Ensemble pour l'Albanie » organisée par l'Union européenne, l'UE et les bailleurs de fonds internationaux s'engagent à verser 1,15 milliard d'euros pour soutenir les efforts de reconstruction du pays à la suite du tremblement de terre dévastateur survenu en novembre 2019.

**18 février** : Le Conseil adopte des règles simplifiées en matière de TVA pour les petites entreprises. Les nouvelles règles s'appliqueront à compter du 1er janvier 2025.

**19 février** : La Commission présente ses idées et actions pour garantir que la transformation numérique profite à l'ensemble des citoyens et des entreprises dans l'UE et contribue à atteindre l'objectif d'une Europe neutre pour le climat d'ici 2050. La stratégie européenne pour les données et les possibilités d'action pour une approche européenne de l'intelligence artificielle constituent les premières étapes vers la réalisation de ces objectifs.

**20-21 février** : En réponse à la tragédie qui se déroule à Idlib, en Syrie, le Conseil européen publie une déclaration invitant tous les acteurs à cesser immédiatement les hostilités.

**21 février** : La Commission européenne inflige une amende de 6,7 millions d'euros au groupe hôtelier espagnol Meliá pour avoir opéré une discrimination entre les clients en empêchant les voyageurs de proposer librement des hébergements hôteliers partout en Europe.

**25 février** : Le Conseil autorise l'ouverture des négociations relatives au partenariat futur avec le Royaume-Uni et désigne formellement la Commission en tant que négociateur de l'UE. Il adopte également des directives de négociation, qui définissent le champ d'application et les modalités du futur partenariat que l'Union européenne envisage d'établir avec le Royaume-Uni.

**26 février** : La Commission européenne continue de travailler sur tous les fronts pour soutenir les États membres et renforcer les efforts internationaux visant à ralentir la propagation du nouveau coronavirus COVID-19.

**1<sup>er</sup> mars** : L'accord de partenariat et de coopération renforcé entre l'Union européenne et le Kazakhstan, à présent ratifié par tous les États membres de l'UE et par le Parlement européen, entre en vigueur.

**2 mars** : La Commission met sur pied une « équipe de réaction face au coronavirus » afin de coordonner les mesures prises pour lutter contre la pandémie de COVID-19.

**4 mars** : La Commission propose la toute première loi européenne sur le climat, afin d'inscrire dans la législation la volonté politique de l'UE de parvenir à la neutralité climatique d'ici à 2050.

La militante pour le climat Greta Thunberg rejoint la présidente von der Leyen avant l'adoption de la proposition de première loi européenne sur le climat par le collège des commissaires.

**5 mars** : La Commission européenne présente les actions clés de sa stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes en Europe pour les cinq prochaines années.

**9 mars** : La présidente von der Leyen présente les principales réalisations et les grands défis de la Commission 100 jours après le début de son mandat.

**10 mars** : La Commission présente une nouvelle stratégie industrielle pour une Europe verte et numérique, compétitive à l'échelle mondiale.

**11 mars** : La Commission européenne adopte un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire, l'un des principaux éléments du pacte vert pour l'Europe. Le plan repose sur l'ambition de fabriquer des produits durables et de permettre aux citoyens de participer pleinement à l'économie circulaire et de tirer parti des changements positifs qu'elle entraîne.

**13 mars** : La Commission présente une réaction européenne coordonnée pour lutter contre l'impact économique du coronavirus (COVID-19).

**16 mars** : Les dirigeants du G7 conviennent d'une réaction internationale coordonnée face à la pandémie de COVID-19. Ils s'engagent à faire tout ce qui est nécessaire pour garantir une réaction mondiale forte grâce à une coopération plus étroite et une coordination renforcée des efforts.

La Commission présente des lignes directrices relatives aux mesures à la frontière pour protéger la santé des citoyens et maintenir la disponibilité des biens et services essentiels.

**19 mars** : La Commission européenne prend des mesures pour que les pays de l'UE disposent de davantage d'équipements médicaux pour lutter contre le coronavirus (COVID-19). La Commission et les autorités de protection des consommateurs de l'UE lancent également des actions conjointes contre la diffusion de produits contrefaits en ligne, qui sont censés prévenir la propagation du nouveau virus ou guérir de la maladie. Afin de soutenir les Européens et les entreprises tout au long de la pandémie de COVID-19, la Commission européenne adopte un encadrement temporaire permettant aux États membres d'exploiter pleinement la souplesse prévue par les règles en matière d'aides d'État.

**23 mars** : Les ministres des finances de l'UE acceptent d'activer la clause qui prévoit l'assouplissement des règles budgétaires de l'UE, permettant aux États membres de prendre des mesures afin de faire face à la pandémie de COVID-19.

**25 mars** : La Commission européenne publie des orientations dans le but de protéger les technologies et actifs européens critiques dans le contexte de la crise de santé publique actuelle.

**26 mars** : Le Parlement européen convoque une réunion extraordinaire pour adopter des mesures spécifiques visant à limiter les effets de la pandémie de COVID-19 au sein des États membres. Afin d'observer des précautions sanitaires strictes, les députés européens prennent part à la réunion et votent à distance pour la toute première fois dans l'histoire du Parlement. Le discours tenu par la présidente de la Commission Ursula von der Leyen durant la session rend hommage aux hommes et aux femmes qui mènent le combat contre la maladie aux quatre coins de l'Europe. À l'occasion d'une réunion du Conseil européen par vidéoconférence, les dirigeants de l'UE délibèrent sur la réaction de l'Union face à la pandémie de COVID-19, le tremblement de terre en Croatie, la situation aux frontières extérieures de l'UE et l'élargissement de l'Union. Ils soutiennent la décision du Conseil relative à l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Albanie et la Macédoine du Nord.

**30 mars** : L'UE adopte des mesures pour aider les transporteurs aériens à faire face à la chute spectaculaire du trafic aérien causée par la crise du coronavirus. La Commission européenne présente des orientations pratiques pour garantir la libre circulation des travailleurs exerçant des professions critiques et concernant la mise en œuvre de la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE. L'UE continue également d'œuvrer sur tous les fronts pour soutenir les citoyens européens du monde entier qui sont concernés par les restrictions de voyage en raison de la pandémie de COVID-19. Le Conseil donne son feu vert à l'accord de libre-échange entre l'UE et le Viêt Nam.

**31 mars** : La Commission lance une consultation publique en ligne concernant l'augmentation des ambitions de l'Union pour 2030 en matière de climat et les actions et politiques nécessaires en vue de réduire plus encore les émissions de gaz à effet de serre. Revoir à la hausse les objectifs actuels fixés pour 2030 permettra à l'UE d'atteindre progressivement la neutralité climatique à l'horizon 2050.

**2 avril** : Dans le cadre de la réaction face à la crise du coronavirus, la Commission propose une nouvelle initiative intitulée SURE (instrument européen de soutien temporaire à l'atténuation des risques de chômage en situation d'urgence), afin d'aider rapidement les travailleurs et d'atténuer les risques de chômage.

**8 avril** : La Commission octroie une aide de plus de 15 milliards d'euros pour soutenir les efforts déployés par les pays partenaires dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

**14 avril** : Le Conseil adopte une modification du budget de l'UE pour 2020, qui prévoit un montant supplémentaire de 3,1 milliards d'euros pour faire face à la crise du coronavirus.

**15 avril** : Les présidents de la Commission européenne et du Conseil européen présentent une feuille de route européenne pour une levée coordonnée des mesures de confinement liées à la pandémie de COVID-19.

**17 avril** : L'Union européenne continue d'œuvrer sur tous les fronts pour soutenir les citoyens européens du monde entier qui sont touchés par les restrictions de déplacement liées à la pandémie de COVID-19. Grâce à des mesures de rapatriement sans précédent, l'UE ramène chez eux plus d'un demi-million de citoyens touchés par les restrictions de déplacement dans le monde en raison de la pandémie.

**19 avril** : De nouvelles règles permettant aux entreprises, et en particulier aux PME, de vendre leurs produits plus rapidement, plus simplement et plus facilement dans toute l'Europe entrent en vigueur dans l'ensemble de l'UE.

**20 avril** : La Commission européenne lance la plateforme européenne de données sur la COVID-19 pour permettre de recueillir et de partager rapidement les données de recherche disponibles.

**22 avril** : Le Conseil adopte de nouvelles mesures d'urgence afin de permettre aux États membres de réagir rapidement et efficacement aux conséquences économiques et sociales de la pandémie de COVID-19.

**23 avril** : Au cours de leur quatrième vidéoconférence, les dirigeants de l'UE discutent des progrès accomplis concernant les différents aspects de la réaction à la pandémie de COVID-19. Ils approuvent l'adoption, par les ministres des finances de l'UE, d'un ensemble de filets de sécurité, d'un montant de 540 milliards d'euros, pour les travailleurs, les entreprises et les États membres. Ils conviennent également de travailler à la mise en place d'un Fonds pour la relance et chargent la Commission de présenter d'urgence une proposition. Les dirigeants se félicitent de la feuille de route commune pour la relance, qui définit quatre grands domaines d'action.

**28 avril** : La Commission propose un train de mesures visant à garantir que les banques puissent continuer à prêter de l'argent aux ménages et aux entreprises dans l'ensemble de l'UE. L'objectif est de soutenir l'économie et de contribuer à atténuer les effets de la pandémie de COVID-19.

L'UE et le Mexique concluent les négociations sur un nouvel accord commercial.

**4 mai** : L'Union européenne s'associe à des partenaires mondiaux pour lancer un appel aux dons, la réponse mondiale au coronavirus, qui mobilise 7,4 milliards d'euros pour le développement et le déploiement de moyens de diagnostics, de traitements et de vaccins contre le coronavirus. Cet événement, qui marque le début d'un marathon mondial des donateurs, répond à l'appel conjoint lancé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des acteurs mondiaux du domaine de la santé.

**6 mai** : Le sommet UE-Balkans occidentaux organisé à Zagreb se déroule par vidéoconférence. Les dirigeants de l'UE adoptent la déclaration de Zagreb, sur laquelle s'alignent les partenaires des Balkans occidentaux.

**8 mai** : Dans le cadre de la réponse mondiale à la pandémie de COVID-19 lancée par l'UE, la Commission européenne met en place un pont aérien humanitaire pour acheminer des travailleurs humanitaires et des fournitures d'urgence vers certaines des communautés les plus vulnérables dans le monde.

**9 mai** : La Journée de l'Europe se déroule dans des circonstances exceptionnelles dans tous les États membres, tandis que l'UE reste active sur tous les fronts pour lutter contre la crise du coronavirus. Cette année, la Journée de l'Europe célèbre des étapes importantes dans l'histoire de l'UE : le 70<sup>e</sup> anniversaire de la déclaration Schuman, qui a jeté les bases de l'Union européenne que nous connaissons aujourd'hui, et le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'adhésion à l'UE de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède. Les institutions européennes lancent une campagne en ligne célébrant la solidarité et l'unité européennes.

**13 mai** : La Commission présente un ensemble d'orientations et de recommandations visant à aider les États membres à lever progressivement les restrictions en matière de voyages et à permettre aux entreprises du secteur touristique de rouvrir en toute sécurité, après des mois de confinement. Afin de prévenir les pénuries d'eau dans l'UE, le Parlement européen approuve de nouvelles règles visant à accroître la réutilisation de l'eau dans l'agriculture.

**18 mai** : La France et l'Allemagne propose un plan de relance européen à hauteur de 500 milliards d'euros.

**19 mai** : Le Conseil adopte SURE, un instrument temporaire destiné à protéger les emplois et les travailleurs touchés par la pandémie de COVID-19. Cet instrument peut fournir jusqu'à 100 milliards d'euros de prêts aux États membres.

**20 mai** : La Commission européenne présente une nouvelle stratégie en faveur de la biodiversité, ainsi qu'une stratégie « De la ferme à la table ». Conformément au pacte vert pour l'Europe, ces stratégies proposent des actions et des engagements ambitieux pour enrayer la perte de biodiversité en Europe et dans le monde et de transformer les systèmes alimentaires dans l'UE. Le Conseil adopte une décision prévoyant de fournir jusqu'à 3 milliards d'euros de prêts à dix partenaires de l'élargissement et du voisinage pour les aider à faire face aux conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

**27 mai** : La Commission européenne propose un plan de relance majeur pour l'Europe afin de contribuer à réparer les dommages économiques et sociaux provoqués par la pandémie de COVID-19 et de préparer un avenir meilleur pour la prochaine génération. Ce plan comprend une proposition relative à un nouvel instrument de relance de 750 milliards d'euros appelé « Next Generation EU », qui s'inscrit dans un budget à long terme renforcé pour la période 2021-2027, portant la capacité financière totale de l'UE à 1 850 milliards d'euros en vue de donner un coup de fouet à l'économie.

**28 mai** : Une nouvelle campagne lance la prochaine étape du marathon mondial des donateurs organisé par la Commission européenne. En collaboration avec l'organisation internationale de défense des citoyens « Global Citizen », la Commission va intensifier la mobilisation de fonds afin de permettre au monde de surmonter l'actuelle pandémie de COVID-19 et d'en éviter une autre.

**5 juin** : Europol, l'agence de l'UE pour la coopération des services répressifs, lance le Centre européen sur la criminalité financière et économique, qui assistera les États membres dans la lutte contre la criminalité organisée.

**10 juin** : L'UE renforce les mesures visant à lutter contre la désinformation alors que de nombreuses informations fausses et trompeuses circulent en Europe sur la pandémie de coronavirus. En s'appuyant sur les travaux de l'Observatoire européen des médias numériques nouvellement créé, l'UE apportera plus de soutien aux vérificateurs de faits et aux chercheurs.

**17 juin** : La Commission présente une stratégie européenne pour accélérer la mise au point, la fabrication et le déploiement de vaccins contre la COVID-19.

**18 juin** : Le Parlement européen adopte des critères pour les investissements durables. La législation contribuera au pacte vert pour l'Europe en stimulant les investissements du secteur privé dans des projets écologiques et durables.

**19 juin** : Lors de la réunion du Conseil européen de juin, qui a lieu par vidéoconférence, les dirigeants de l'UE examinent la proposition de la Commission relative à un nouveau fonds de relance pour faire face à la crise de la COVID-19 et au nouveau budget à long terme de l'UE.

**22 juin** : Organisé par vidéoconférence, le sommet UE-Chine est consacré aux relations entre les deux parties, y compris aux questions régionales et internationales, ainsi qu'à la pandémie de COVID-19 et à la relance économique.

**24 juin** : La Commission européenne présente la toute première stratégie de l'UE relative aux droits des victimes, qui vise à garantir que toutes les victimes de la criminalité puissent faire valoir pleinement leurs droits, quel que soit l'endroit de l'UE où l'infraction a été commise. Le Conseil adopte des règles exceptionnelles afin de maximiser la capacité des banques à prêter de l'argent et à soutenir les ménages et les entreprises durant la crise provoquée par la pandémie de COVID-19.

**27 juin** : Le marathon des donateurs organisé par la Commission européenne en vue de contribuer à la mise au point de vaccins, de tests et de traitements et de garantir un accès équitable à ceux-ci aboutit à un sommet mondial des donateurs et à un concert, qui permettent de collecter 6,15 milliards d'euros de financement supplémentaire. Quarante gouvernements prennent part au sommet et s'engagent à assurer un accès universel aux traitements contre le coronavirus. Ces nouveaux dons portent à près de 16 milliards d'euros le total des fonds collectés dans le cadre de la réponse mondiale au coronavirus, le marathon mondial des donateurs lancé en mai par la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen.

**29 juin** : La Commission lance la plateforme pour une transition juste. La plateforme garantira que les 40 milliards d'euros proposés au titre du Fonds pour une transition juste seront affectés aux projets les plus adaptés et qu'aucune région ne sera laissée pour compte.

**30 juin** : Lors de la quatrième conférence de Bruxelles sur l'aide à apporter pour l'avenir de la Syrie et des pays de la région, la communauté internationale s'engage à verser un montant total de 6,9 milliards d'euros en faveur de la Syrie et des principaux pays accueillant des réfugiés syriens pour 2020 et au-delà.

Le Conseil convient de commencer à lever les restrictions en matière de déplacements pour les résidents de certains pays hors UE

**1<sup>er</sup> juillet** : L'Allemagne prend pour 6 mois les rênes de la présidence tournante du Conseil de l'UE sous le slogan « Ensemble pour la relance de l'Europe ». La Commission présente une série de mesures destinées à soutenir l'emploi des jeunes. Elle présente également la stratégie européenne en matière de compétences, qui vise à garantir que le droit à la formation et à l'apprentissage tout au long de la vie devienne une réalité dans toute l'Europe.

**3 juillet** : La Commission européenne autorise un premier médicament, le Remdesivir, pour le traitement de la COVID-19 dans l'UE.

**8 juillet** : La Commission présente des plans pour le système énergétique de l'avenir et l'hydrogène propre, et lance l'alliance européenne pour un hydrogène propre.

**15 juillet** : La Commission européenne propose un ensemble ambitieux d'initiatives afin de garantir que la politique fiscale de l'UE soutienne la relance économique et la croissance à long terme de l'Europe. La Cour de justice de l'Union européenne annule la décision de 2016 de la Commission selon laquelle l'Irlande a accordé des aides d'État illégales à Apple au moyen d'allègements fiscaux sélectifs. Le 15<sup>e</sup> sommet entre l'Inde et l'UE est organisé par vidéoconférence. Les dirigeants adoptent une déclaration commune, dans laquelle ils réaffirment leur engagement à renforcer le partenariat stratégique UE-Inde.

**17- 21 juillet** : Réunis physiquement à Bruxelles pour la première fois depuis cinq mois, les dirigeants de l'UE se mettent d'accord sur un plan de relance et un budget pour la période 2021-2027.

**24 juillet** : La Commission présente une nouvelle stratégie de l'UE sur l'union de la sécurité pour la période 2020-2025. Elle présente également trois initiatives pour la mettre immédiatement en œuvre : une stratégie de l'UE visant à lutter plus efficacement contre la maltraitance des enfants, un nouveau programme et plan d'action de l'UE en matière de lutte contre la drogue et un plan d'action de l'UE concernant le trafic d'armes à feu.

**27 juillet** : Le Conseil nomme les procureurs européens du Parquet européen, qui devrait être opérationnel à la fin de 2020.

**28 juillet** : Une cérémonie est organisée pour marquer le début de la phase d'assemblage d'ITER, le premier et le plus grand projet au monde pour la production d'énergie de fusion, à Cadarache (France). Le projet est une collaboration scientifique majeure entre l'UE, la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée, la Russie et les États-Unis.

**30 juillet** : L'Union européenne impose les toutes premières sanctions à la suite de cyberattaques contre l'UE ou ses États membres.

**1<sup>er</sup> août** : L'accord commercial entre l'UE et le Viêt Nam entre en vigueur. Il s'agit de l'accord commercial le plus complet conclu par l'UE avec un pays en développement. À terme, il permettra de supprimer les droits sur 99 % des biens échangés entre les deux parties.

**9 août** : La Commission européenne promet un financement de 30 millions d'euros afin de répondre aux besoins les plus pressants des personnes touchées par l'explosion meurtrière du 4 août à Beyrouth, au Liban. Cette somme vient s'ajouter à un engagement antérieur de 33 millions d'euros et aux opérations d'urgence de l'UE en cours pour soutenir les autorités locales sur le terrain.

**12 août** : Conséquence des préoccupations liées aux droits de l'homme, le Cambodge perd son accès en franchise de droits au marché de l'UE.

**19 août** : Les dirigeants de l'UE organisent un sommet en vidéoconférence pour discuter de la situation en Biélorussie à la suite des résultats contestés de l'élection présidentielle du 9 août. Ils condamnent à cet égard les violences « disproportionnées et inacceptables » à l'encontre des manifestants pacifiques. Ils conviennent d'imposer des sanctions à l'égard d'un « grand nombre » de responsables de la violence, de la répression et de la fraude électorale. Les dirigeants soutiennent les propositions formulées au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe en faveur du dialogue en Biélorussie.

**21 août** : Les États-Unis et l'Union européenne parviennent à un accord visant à réduire les droits de douane sur certains produits, une première en plus de deux décennies.

**27 août** : La Commission signe un premier contrat avec une société pharmaceutique pour l'achat d'un vaccin potentiel contre la COVID-19. Le contrat conclu avec AstraZeneca est une étape importante dans la mise en œuvre de la stratégie de l'Union européenne en matière de vaccins.

**1<sup>er</sup> septembre** : De nouvelles règles pour des voitures plus propres et plus sûres entrent en application dans toute l'Europe.

**3 septembre** : De nouvelles règles de l'UE qui amélioreront la communication entre les entreprises et leurs actionnaires entrent en application.

**14 septembre** : Réunion des dirigeants de l'UE et de la Chine par vidéoconférence. Les discussions portent notamment sur le commerce et l'investissement, le changement climatique et la biodiversité, la réaction face à la pandémie de COVID-19 et les affaires internationales.

**16 septembre** : La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, prononce son premier discours sur l'état de l'Union au Parlement européen à Bruxelles. Elle y expose sa vision des moyens à mettre en œuvre pour que l'Europe sorte plus forte de la pandémie de COVID-19 et les priorités pour l'année à venir. Elle annonce le projet de l'UE de réduire ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 1990, son objectif de faire de la décennie qui s'ouvre la « décennie numérique » de l'Europe, des mesures visant à renforcer l'action contre le racisme et une nouvelle approche de la migration.

**19 septembre** : Des règles actualisées pour les médias audiovisuels, s'étendant pour la première fois aux plateformes de partage de vidéos, commencent à s'appliquer dans toute l'UE.

**22 septembre** : La Commission lance une plateforme européenne des droits des victimes.

**23 septembre** : De nouvelles règles visant à améliorer l'accès des personnes handicapées aux sites web du secteur public entrent en application dans toute l'UE.

**27 septembre** : Lors d'un référendum, les électeurs suisses rejettent à une écrasante majorité (61,7 %) une proposition visant à mettre un terme à un accord avec l'UE sur la libre circulation des personnes. Dans une déclaration, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, affirme que ce résultat montre la valeur que les citoyens suisses accordent aux liens qui les unissent à l'UE.

**30 septembre** : La Commission européenne publie le premier rapport à l'échelle de l'UE sur l'état de droit. L'UE s'engage avec les dirigeants mondiaux à inverser la tendance à la perte de biodiversité d'ici à 2030 lors du sommet des Nations unies sur la biodiversité.

**1<sup>er</sup> octobre** : Les États membres de l'UE conviennent d'investir près de 1 milliard d'euros dans des projets européens d'infrastructures énergétiques essentiels au titre du mécanisme pour l'interconnexion en Europe.

**1-2 octobre** : À l'occasion d'une réunion extraordinaire du Conseil européen à Bruxelles, les dirigeants de l'UE débattent des affaires étrangères et de l'économie de l'UE.

**2 octobre** : Biélorussie : l'UE impose des sanctions à l'encontre de 40 personnes tenues responsables de la répression et de l'intimidation de la population à la suite de l'élection présidentielle de 2020, ainsi que de fautes commises dans le cadre du processus électoral.

**6 octobre** : La Commission présente un plan économique et d'investissement global pour les Balkans occidentaux afin de stimuler le développement et la relance économiques de la région.

**12 octobre** : Le Conseil nomme Mairead McGuinness en tant que nouvelle commissaire irlandaise à la suite de la démission de Phil Hogan en août. Cette nomination porte à 13 le nombre de femmes commissaires, un record en la matière.

**13 octobre** : Les États membres conviennent d'une coordination à l'échelle de l'UE en ce qui concerne les mesures restreignant la libre circulation, liées à la pandémie de COVID-19. Cet accord apportera plus de clarté et de prévisibilité aux citoyens grâce à une carte et un code couleurs communs fondés sur des critères communs.

**14 octobre** : La Commission européenne présente une série de nouvelles politiques dans le domaine énergétique afin de contribuer à construire une Europe neutre pour le climat. Elles comprennent notamment une vague de rénovations visant à doubler le taux de rénovation des bâtiments en Europe d'ici à 2030, ainsi qu'une stratégie de l'UE pour réduire les émissions de méthane, le deuxième contributeur au changement climatique après le dioxyde de carbone. La Commission annonce également une nouvelle stratégie dans le domaine des produits chimiques, le premier pas sur la voie de l'ambition « zéro pollution » pour un environnement exempt de substances toxiques.

**15 octobre** : L'UE impose des sanctions à l'encontre de six personnes et d'une entité impliquées dans la tentative d'assassinat perpétrée contre Alexei Navalny, qui a été empoisonné au moyen d'un agent neurotoxique du groupe « Novitchok » le 20 août 2020 en Russie.

**15-16 octobre** : Les dirigeants de l'UE se réunissent à Bruxelles pour débattre de la pandémie de COVID-19, des relations entre l'UE et le Royaume-Uni, du changement climatique et des affaires étrangères, en particulier les relations avec l'Afrique.

**19 octobre** : Lancement d'un système à l'échelle de l'UE destiné à interconnecter les applications nationales de traçage des contacts et d'alerte, afin de contribuer à briser la chaîne des infections dues au coronavirus.

**22 octobre** : Le Parlement européen décerne le prix Sakharov 2020 pour la liberté de l'esprit à l'opposition démocratique en Biélorussie.

L'UE envoie à la Tchéquie un premier lot de 30 respirateurs provenant de rescEU, la réserve européenne commune d'équipements médicaux mise en place plus tôt dans l'année pour aider les pays touchés par la pandémie de COVID-19.

**27 octobre** : Dans le cadre des efforts déployés par l'UE pour préserver l'emploi et les moyens de subsistance des personnes touchées par la pandémie de COVID-19, la Commission européenne alloue 17 milliards d'euros à l'Italie, à l'Espagne et à la Pologne au titre du programme SURE. SURE permet de fournir un soutien financier allant jusqu'à 100 milliards d'euros pour l'ensemble des États membres.

**29 octobre** : Les dirigeants de l'UE discutent du renforcement des efforts collectifs déployés pour lutter contre la pandémie de COVID-19, alors que l'Europe est confrontée à une deuxième vague de contaminations. Ils mettent l'accent sur les politiques de dépistage et de traçage, ainsi que sur les vaccins. Les dirigeants condamnent également les attentats terroristes commis en France et débattent des relations avec la Turquie.

**30 octobre** : Le Conseil approuve de nouvelles mesures visant à mieux soutenir l'emploi des jeunes dans l'ensemble de l'UE.

**31 octobre** : De nouvelles procédures harmonisées visant à rendre les chemins de fer européens plus efficaces, plus sûrs et plus compétitifs deviennent applicables dans l'ensemble de l'UE.